HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA BOLIVIE

HISTOIRE GÉNÉRALE
DE LA BOLIVIE

PAR

ALCIDES ARGUEDAS
Consul général de Bolivie.

TRADUITE DE L'ESPAGNOL, RÉSUMÉE ET ADAPTÉE AU FRANÇAIS

PAR

S. DILHAN

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VIe
—
1923

HISTOIRE GÉNÉRALE
DE LA BOLIVIE

CHAPITRE PREMIER

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE

I. — CHUQUISACA ET SON UNIVERSITÉ

La nouvelle que le roi d'Espagne avait été emmené en captivité par les Français parvint à Chuquisaca le 17 septembre 1808. Les hauts fonctionnaires de la couronne ne voulurent pas y croire, tout d'abord, tant le fait leur paraissait extraordinaire ; mais les indigènes américains y virent l'occasion offerte de secouer la chaîne d'oppression qu'ils traînaient depuis trois siècles.

Chuquisaca était alors le centre le plus intellectuel du continent hispano-américain. Son Université de Saint-Xavier exerçait une puissante attraction sur les étudiants de Lima, Cuzco, Cordova ou Buenos-Ayres, qui venaient y étudier les humanités et passaient leur temps à discuter, sur tous les tons, les sujets politiques de préférence.

Comme ville, elle n'avait que peu d'importance. Nettement espagnole d'aspect, elle était assez dépourvue de ressources, mais paisible, avec un climat délicieusement tempéré et une riche campagne.

Les habitants se divisaient en quatre classes, parfaitement caractérisées : les religieux, les fonctionnaires publics, les riches propriétaires de mines ou de terres, et les universitaires. Le peuple proprement dit, c'est-à-dire la masse des créoles, comptait à peine dans cette distribution princi-

S. DILHAN. — I

pale, et son sort, ses besoins, ses préoccupations n'inquiétaient que la sentimentalité des démagogues, ou le zèle et la prévoyance de magistrats tout à fait exceptionnels.

L'occupation favorite de tout ce monde était la discussion et les commérages locaux, le plus souvent innocents, mais qui parfois faisaient couler le sang. Il n'y avait ni journaux, ni théâtres. On vivait dans la plus parfaite ignorance de ce qui se passait au delà des limites du petit territoire.

Qu'on se figure donc la stupeur et la consternation que dut causer, dans une société ainsi constituée, la nouvelle de la captivité du monarque espagnol sur une terre étrangère. Les hauts fonctionnaires, les religieux, les personnes titrées et d'un certain rang organisèrent des prières publiques, des processions dans les rues où l'on porta l'effigie de Ferdinand VII, à qui l'on prêta des serments solennels de fidélité.

Il n'en fut pas de même dans le monde universitaire. L'état des affaires d'Espagne fournit aux docteurs et à leurs disciples un nouvel aliment de discussion, qui aboutit à ce raisonnement, nouveau aussi et approprié aux circonstances : tout pouvoir, pour être légitime, doit émaner du peuple. Le sceptre des rois espagnols avait été brisé par la force des choses ; donc, le moment était venu pour le peuple d'assumer son véritable rôle pour s'organiser.

Et pendant que les docteurs, dans leurs conciliabules secrets, retournaient mille fois cette proposition, l'archevêque Moxo s'agitait autrement. Il prit l'initiative d'une collecte parmi les moines et les prêtres de son obédience, provoquant chez eux un mouvement général de protestation, et augmentant l'irritation qu'ils ressentaient contre ce prélat aristocrate, pour sa rigueur et sa sévérité exemplaires...

En réalité, le clergé du Haut-Pérou était pauvre à ce moment-là. Les mauvaises récoltes périodiques, le travail des mines négligé, une vie licencieuse et le besoin d'accumuler des réserves ne le mettaient pas en situation de satisfaire les désirs de l'archevêque.

Moxo, mécontent de cette résistance qu'il attribua à l'avarice de ses subordonnés, rappela les instructions qu'il avait publiées autrefois. Les prêtres durent se soumettre à un examen de capacité devant un jury spécial, dont la mission était surtout de faire connaître au prélat « la vie et les mœurs des postulants ».

Ce n'est pas impunément que l'on prend des mesures tendant à restreindre le libre exercice des professions lucratives. Les prêtres se liguèrent contre leur archevêque, et cette coalition fournit un puissant appui à la cause de l'indépendance. Beaucoup de moines et de curés embrassèrent cette cause avec une ardeur fanatique, moins par amour pour elle que par haine pour la culture sévère et odieuse de Moxo.

Moins de deux mois après, le 11 novembre, arrive à Chuquisaca don Juan Manuel Goyeneche, d'origine américaine, se disant porteur d'instructions de la part de la Junte de Séville, agissant comme pouvoir suprême en Espagne ; mais tout le monde ignorait que cet homme, avide d'honneurs et de richesses, venait aussi comme agent de la princesse brésilienne Carlota, reine de Portugal. Il s'était engagé à soutenir les prétentions du Brésil sur les possessions espagnoles, et jouait ainsi le double rôle de traître et de faussaire que l'histoire lui attribue.

Goyeneche fut reçu à Chuquisaca avec de grandes marques de considération, et eut aussitôt des conférences secrètes avec l'archevêque Moxo et le président de l'Audience, don Ramon Garcia Pizarro, descendant direct du conquérant, qu'il réussit à gagner à la cause de doña Carlota. Il n'en fut pas de même avec le président de l'Académie Caroline, Boeto, qui, mis au courant de la double mission du triste personnage et démasquant sa fourberie, prit une attitude hostile et le blâma en termes cruels.

Aussitôt, les universitaires firent courir le bruit que l'archevêque et le président s'étaient concertés pour livrer aux Portugais les possessions espagnoles. Ce bruit s'accentua au départ de Goyeneche pour La Paz, le 17, et les deux personnages durent alors regretter sincèrement d'avoir écouté cet aventurier, car, avec leur peu de courage, ils ne se souciaient pas de se voir mêlés à des risques de bataille.

La voix des mécontents descendit jusqu'au peuple, portée par les agitateurs, qui étaient un certain nombre de docteurs et de jeunes gens des meilleures familles, parmi lesquels se distinguaient les frères Zudañez, l'argentin don Bernardo de Monteagudo, les Mercado et d'autres de la même catégorie, également inspirés par les idées nouvelles de la grande Révolution, qui allumaient de formidables incendies sur tous les points du monde découvert par Colomb.

La renommée de Monteagudo, le plus connu de tous, provenait, non de son talent et de son éloquence, mais, surtout, du magasin ou du débit de

vins qu'il avait établi dans le marché, et où se tenaient généralement les réunions des révolutionnaires, ses amis.

Pizarro, se repentant de sa conduite et voyant qu'on allait exploiter cette arme contre lui, résolut d'agir avec vigueur. Le 25 mai, il donna l'ordre de mettre en prison les perturbateurs, particulièrement les frères Zudañez, qui se montraient les plus remuants de tous.

L'un d'eux fut arrêté à la tombée de la nuit; mais, en suivant ceux qui le conduisaient, il se mit à pousser des cris aigus, troublant les rues désertes et ameutant les masses populaires secrètement excitées par ses amis. Les cloches des églises se mirent à sonner à toute volée ; des feux s'allumèrent dans les rues et les balcons des maisons se garnirent de curieux, de garçons et de jeunes filles surtout, que ce spectacle et ce bruit inattendus remplissaient d'une folle joie.

Pizarro, qui n'avait pas prévu un si grand tumulte, fit tirer par ses soldats quelques décharges de fusil et des coups de canon, sans viser la foule, uniquement pour inspirer la crainte aux révoltés ; mais ceux-ci, loin de se laisser intimider, s'armèrent de pierres, de bâtons, de quelques vieux fusils rouillés et attaquèrent le Palais de l'Audience, faisant prisonnier le gouverneur, bien que cet excellent homme eût déjà donné l'ordre de mettre le détenu en liberté.

Pizarro sortit de l'Audience, escorté par la foule, et fut enfermé dans les salles de l'Université. Il était minuit et, à cette heure, s'ouvrait pour le pays, soumis et asservi depuis trois siècles par un autre Pizarro, une ère nouvelle, mais guère plus heureuse.

Le lendemain, les révolutionnaires, croyant leur mission terminée à Chuquisaca, entreprirent une tournée de propagande dans les autres villes de l'Audience : les docteurs Michel et Mercado à La Paz, Pulido et Alcerreca à Cochabamba; Monteagudo, enfin, à Potosi.

II. — LA PAZ ET LA RÉVOLUTION DU 16 JUILLET 1809

Tout autre fut la révolution à La Paz. Elle n'eut pas un épilogue aussi joyeux, car le sang coula à torrents et les têtes des chefs, brutalement sacrifiés par Goyeneche, roulèrent sur l'échafaud.

Le désir de l'émancipation était peut-être plus ardent ici qu'à Chuqui-

saca, mais pour d'autres motifs. Il y avait dans cette ville des soldats endurcis par de rudes campagnes ; des étudiants indociles, en quête d'aventures ; des vagabonds fureteurs, avides de lucre et sans aucun scrupule dans la poursuite de leurs désirs. A ces esprits rebelles il fallait un autre champ d'exercices que des discussions académiques ; il fallait, surtout, des chefs durs et énergiques, différents de ceux qu'exigeait la docte et polie Charcas. En présence de ces gens, braves et décidés, on se fit gloire de pousser à l'extrême les mesures de rigueur, donnant lieu ainsi à une lutte séculaire, dont les Andins avaient déjà assez.

Le délégué Michel réunit, dans des juntes secrètes, ceux que l'on désignait déjà comme les chefs du mouvement émancipateur, qui devait éclater le 16 juillet pendant les fêtes traditionnelles de la Vierge du Carmen, patronne de la ville.

Ce jour-là, après la procession, les troupes regagnèrent leur cantonnement de la place principale ou leur caserne, pour jouir de l'heure de liberté qui leur était accordée, jusqu'à sept heures. A ce moment, les insurgés sortirent d'une boutique, tenue par l'un de leurs amis, Mariano Graneros, et se dirigèrent tous vers la caserne, gardée à cette heure par une compagnie de vétérans gagnés à la révolution. La sentinelle fut surprise, la garde désarmée, et les rebelles se rendirent maîtres du petit nombre de soldats qui ne s'étaient pas engagés à servir leur cause, et donnèrent aussitôt le signal d'alarme en faisant sonner le tocsin par les cloches de la cathédrale. Le gouverneur Davila essaya d'étouffer la révolte ; mais il fut arrêté et enfermé dans la caserne.

Immédiatement, et à la demande du peuple, une assemblée publique fut réunie, qui destitua les autorités et se termina par la proclamation de l'Acte de l'Indépendance, par lequel les conjurés s'engageaient à défendre de leurs biens et de leur sang l'indépendance de la Patrie.

Le 24 juillet, la Junte Tuitive fut organisée. Ses quinze membres nommèrent président don Pedro Domingo Murillo, métis sans scrupules, entreprenant et serviable pour tous, qualités qui le firent préférer à un militaire de carrière, comme don Juan Pedro Indabur o, à des docteurs illustres, comme don Jose Antonio Medina, Gregorio Lanza et Catacora, tous connus et hautement estimés dans la ville.

La première chose que fit la Junte Tuitive fut d'annoncer à Chuquisaca le mouvement qui venait de s'accomplir à La Paz, et d'envoyer, en même

temps, au vice-roi de Lima un acte de soumission au monarque détrôné, acte que démentait tacitement une proclamation au peuple, annonçant que l'heure était arrivée de secouer l'odieuse domination de l'Espagne.

Ce défi lancé, Murillo s'occupa de réunir des troupes, car on apprit que le vice-roi de Lima avait ordonné au brigadier don Jose Manuel Goyeneche de réprimer tout mouvement ayant pour but la liberté du pays.

Goyeneche se mit aussitôt en campagne contre la ville révolutionnaire, à la tête d'une formidable armée de 5.000 hommes. Cette nouvelle fit tomber l'enthousiasme de quelques chefs, de Murillo entre autres, qui aurait voulu ramener les choses au point où elles étaient avant le 15 juillet et attendre un moment plus favorable à l'émancipation.

Pendant ce temps Goyeneche approchait de la ville et, loin de l'attendre, la Junte Tuitive se sépara le 30 septembre, laissant Murillo seul à la tête des affaires et en proie à la rivalité et à la haine d'Indaburo. Alors, inspiré par on ne sait quelles intentions, Murillo écrivit, le 1er octobre, une lettre à Goyeneche, lui offrant sa personne et ses troupes et lui demandant des ordres.

Cette lettre tomba entre les mains du chef de l'avant-garde révolutionnaire, le capitaine Rodriguez. Il s'empressa d'accourir à la ville et de faire arrêter Murillo, qui fut gardé à vue dans la caserne par deux sentinelles.

Indaburo resta à la tête des troupes dont une partie, doutant de la fidélité de ce chef à la cause de l'Indépendance, alla le jour même prendre ses cantonnements sur les hauteurs de Chacaltaya, sous les ordres de leurs officiers, le galicien Castro et le capitaine Rodriguez.

Immédiatement, Indaburo rassembla des gens, surtout des partisans de la réaction, et, quand il se sentit assez fort, il fit arrêter les principaux révolutionnaires de la ville, qu'on enferma, chargés de fers, dans la caserne où était Murillo ; puis, pour faire un exemple, il ordonna de dresser quelques potences sur la place principale.

La première victime fut le capitaine Rodriguez, contre qui Indaburo ressentait une haine implacable. Rodriguez fut fusillé dans la cour de la caserne et, ensuite, suspendu à la potence. Indaburo n'eut pas le temps de réaliser ses sinistres projets : les troupes de Chacaltaya, prévenues de l'arrestation de leurs chefs, descendirent à la ville et, attaquant la caserne, tuèrent Indaburo et délivrèrent les prisonniers, à l'exception de Murillo, qu'elles accusaient d'être la cause de tous ces maux.

On mit à sac les biens des royalistes, et les excès d'un peuple ivre et d'une soldatesque déchaînée ne cessèrent que le 20 octobre, quand on apprit que les troupes de Goyeneche approchaient de la ville. Les révolutionnaires la quittèrent, emmenant avec eux Murillo, les jambes entravées, pour se disperser du côté de Chacaltaya et dans les plaines de Yungas, à l'exception d'un certain nombre de soldats et de quelques pauvres femmes, qui, sous les ordres de l'espagnol Juan Antonio Figueroa, caractère énergique et âme de héros, commirent la folie d'offrir le combat aux 5.000 hommes du brigadier Goyeneche. Celui-ci put ainsi se vanter dans ses dépêches d'avoir livré une furieuse bataille pour la cause du roi.

Goyeneche fit son entrée triomphale à La Paz, le 25 octobre, et, dès le lendemain, les poursuites contre les chefs de la révolution commencèrent. Beaucoup furent pris les armes à la main ou se rendirent ; d'autres, comme Lanza et Castro, furent égorgés dans les Yungas, et leurs têtes exposées pendant longtemps sur le bord des routes. Murillo, pris à Zongo, mourut comme le plus pur des héros. Debout sur l'échafaud, il prononça ces mots prophétiques : « Ils n'éteindront pas la torche que j'ai allumée ! »

Presque au même moment où le vice-roi de Lima chargeait Goyeneche d'abattre la révolution dans le Haut-Pérou, celui de Buenos-Ayres nommait président de l'Audience de Charcas don Vicente Nieto, qui fit arrêter les auditeurs de l'Audience Royale, signalés comme les principaux promoteurs des événements accomplis ; mais ceux-ci s'étaient hâtés de mettre Pizarro en liberté, voulant, sans doute, effacer ainsi le souvenir de leur attitude subversive.

Mais déjà les idées d'émancipation avaient fait du chemin. Un an après les événements de Chuquisaca, Buenos-Ayres faisait sa grande révolution, remplaçant les autorités espagnoles par des éléments purement américains et envoyant une mission militaire, confiée à don Jose Castelli et aux généraux Valcerce et Diaz Velez, pour réveiller l'esprit turbulent du Haut-Pérou.

Averti de ces projets, le vice-roi de Lima résolut d'envoyer des troupes au président Nieto et de reprendre le commandement des provinces du Haut-Pérou, détachées, depuis peu, pour former la vice-royauté de La Plata, chargeant Goyeneche de poursuivre sa campagne au nom du roi.

L'insurrection de Cochabamba porta, à ce moment, un rude coup aux Espagnols. Les troupes de Goyeneche, qui, pendant sept mois, s'étaient aguerries sur le Desaguadero, durent négliger l'armée auxiliaire de l'Argen-

tine pour aller combattre les bataillons héroïques levés par les patriotes de Cochabamba, don Francisco Ribero, don Estevan Arce et le sous-lieutenant Guzman Quinton, qui s'étaient révoltés contre le gouverneur, Jose Gonzalez Prada, proclamant l'indépendance des provinces haut-péruviennes, à l'exemple des patriotes de Chuquisaca et de La Paz.

Oruro soutint vaillamment la révolte, et ses milices, unies aux troupes envoyées de Cochabamba, battirent les royalistes, le 14 novembre 1810, dans les campagnes d'Aroma.

A la nouvelle de cette première victoire, le général argentin Balcarce pressa sa marche vers le Haut-Pérou et adressa de Cotagaita une note d'intimidation à Nieto, qui lui répondit avec arrogance. Balcarce attaqua alors, dans les champs de Suipacha, infligeant une sérieuse défaite au chef royaliste, qui fut fait prisonnier et conduit à Potosi. Córdova, gouverneur de cette ville, avait aussi été arrêté après avoir essayé de s'enfuir, quand la population se fut déclarée en faveur de la cause américaine.

Le mouvement prit des proportions considérables, car il fut soutenu, le 13 octobre, par Chuquisaca, et, le 16 novembre, par La Paz, qui adhérèrent au gouvernement de Buenos-Ayres, méconnaissant celui de Lima.

Castelli fut reçu à Potosi avec enthousiasme ; mais son fanatisme politique lui fit commettre des actes de cruauté inutiles. Il fit fusiller comme traîtres le gouverneur Sanz et les généraux Nieto et Córdova, qui avaient refusé de jurer obéissance à la Junte de Buenos-Ayres, et décida en outre que l'argent des caisses royales de Potosi irait augmenter les fonds de la révolution, au détriment des besoins administratifs de la localité. Il passa ensuite par Sucre pour se rendre à La Paz, où il fit son entrée un jour de la Semaine sainte, donnant aux fidèles l'impression d'un homme dépourvu de sentiments religieux et, par conséquent, abandonné de la main de Dieu.

Pendant ce temps, Goyeneche reformait ses troupes de l'autre côté du Desaguadero, décidé à attaquer le chef argentin à la première occasion ; mais, comme celui-ci avait présenté au vice-roi de Lima certaines bases de transaction, un armistice de quarante jours fut signé par les deux adversaires, leurs troupes gardant les positions qu'elles occupaient.

Ni l'un ni l'autre n'avaient l'intention de l'observer. Ils s'efforcèrent de séduire mutuellement leurs soldats pour les gagner à leur cause, prêts à rompre le pacte au moment opportun. Goyeneche, plus actif et moins scru-

puleux, attaqua le premier, le 20 juin 1811, infligeant une complète défaite aux troupes surprises de Castelli.

Le chef argentin s'enfuit jusqu'à Buenos-Ayres et le général Diaz Velez, resté seul, put se replier sur Potosi avec les fuyards, au nombre de 800 à peine. De là, il se dirigea sur Cochabamba, peut-être pour échapper à l'hostilité que les excès de Castelli avaient suscitée contre les troupes auxiliaires. Pueyrredon resta à Potosi pour rassembler les soldats dispersés et démoralisés par la défaite et qui, manquant de tout, exigeaient des habitants les choses dont ils avaient besoin. Leurs excès ne firent qu'exaspérer la population qui se souleva en masse, le 5 août, pour défendre son bien, assassinant les soldats et faisant un horrible carnage.

En apprenant la retraite de Diaz Velez et l'attitude subversive de Cochabamba, Goyeneche se dirigea d'abord sur La Paz, où il entra pour la seconde fois en vainqueur, puis, par Oruro, sur la ville rebelle, défaisant complètement à Sipesipe les forces des patriotes ; mais il se montra plein de tolérance, et fut si insinuant qu'il parvint à briser l'opposition violente des chefs révolutionnaires et à faire accepter par Rivero le titre et les fonctions de gouverneur, au nom de la couronne d'Espagne...

Cette soumission de Cochabamba et de tout le Haut-Pérou n'était qu'apparente ; aussi, le vice-roi de Lima résolut-il d'opposer les deux races autochtones et d'exploiter à son profit leur haine irréconciliable. Il ordonna donc au cacique de Cuzco, Pumacagua, et à ceux de Chincheros et de Choquehuanca, d'aller appuyer Goyeneche avec leurs gens. Remplis d'animosité et assoiffés de richesses, ceux-ci commirent des crimes et des excès si grands, volant, ravageant et brûlant tout, qu'ils semèrent pour toujours dans le Haut-Pérou la haine de l'envahisseur d'au delà du Desaguadero.

Ces excès provoquèrent la seconde insurrection de Cochabamba. Le gouverneur Rivero fut déposé et une junte fut créée, dont les membres, croyant harceler l'ennemi, devinrent le fléau du commerce, arrêtèrent jusqu'au courrier, malgré ses escortes, et affaiblirent l'enthousiasme révolutionnaire du peuple.

Goyeneche résolut de faire un exemple. Abandonnant un instant son projet d'envahir les provinces argentines, il se retourna contre les insurgés, après avoir appelé auprès de lui Imas, officier aux instincts féroces, rapace et sans scrupules, l'autorisant à commettre tous les crimes qu'il voudrait.

Le 27 mai, Goyeneche entra dans la ville rebelle, après avoir repoussé

avec dédain une délégation de prêtres qui venaient lui demander de garantir la vie et les biens des habitants, et, si Imas laissa des traces terribles de son passage dans tous les villages qu'il traversa, Goyeneche causa d'énormes dégâts dans la ville, où il institua un tribunal qui condamna à mort les chefs, dont les têtes, mises au bout d'une pique, furent exposées sur les bords des routes.

Après avoir exercé de si cruelles vengeances, apprenant qu'une nouvelle armée d'invasion était préparée sur la frontière de l'Argentine, il se mit en route pour le sud du territoire, envoyant en avant dans ce pays son frère, Tristan, avec 6.000 hommes, qui furent battus, le 24 septembre, à Tucuman et, le 27 février, à Salta par le général Belgrano.

Goyeneche fut remplacé par le général Joaquin Pezuela, qui dut reculer devant Belgrano. Celui-ci avait pour mission de faire oublier dans le Haut-Pérou la conduite des troupes de Castelli. Il y réussit par une bonne administration, confiée à des collaborateurs honnêtes et estimés, tels que Warnes, Arenales et d'autres.

La rencontre des deux armées eut lieu, le 1er octobre 1813, dans la plaine de Vilcapugio, où les soldats de la couronne furent vainqueurs. Belgrano fut défait une seconde fois dans les campagnes d'Ayuma, à quelques kilomètres de Vilcapugio, le 14 novembre. La défense des patriotes fut si rude que Pezuela put écrire au vice-roi : « Les soldats insurgés semblaient avoir pris racine dans le sol qu'ils foulaient. »

Belgrano avait trouvé un refuge à Potosi ; mais il quitta cette ville, à l'approche de l'ennemi, après avoir voulu faire sauter l'Hôtel de la Monnaie. Cette mesure ridicule, jointe aux excès commis par les soldats argentins se retirant vers les frontières de leur pays, porta le coup mortel au prestige de Buenos-Ayres.

Dès lors, les habitants du Haut-Pérou résolurent de lutter seuls pour leur indépendance, bravant, d'un côté, la rapacité des Argentins et, de l'autre, la politique de vengeances et de persécutions des Espagnols, non moins rapaces.

Cette résolution et l'éloignement de Pezuela, qui s'était mis à la poursuite de l'armée argentine, favorisèrent le soulèvement général du Haut-Pérou. De toutes parts surgirent des chefs, uniquement poussés par l'enthousiasme guerrier, pauvres, sans appui, ne possédant pas toujours les qualités morales qu'exige le commandement des foules, et qui luttèrent,

non seulement pour jouir d'une liberté que beaucoup confondirent avec le libertinage sans frein, mais, aussi, pour conserver les biens et l'honneur de leur famille et augmenter leur patrimoine, quand ces guerres sans merci et souvent sans noblesse en offraient l'occasion.

Pezuela dut mettre toutes ses forces à la poursuite des partisans, dont l'audace ne connaissait pas de limites, et elles y déployèrent une énergie et une constance véritablement admirables, malgré des excès causés par l'avidité. Dans cette guerre, les plus ardents furent les prêtres et les femmes de toute condition. Nul, pour sa sécurité, ne pouvait se dérober à la lutte, quels qu'en fussent les résultats.

Ce fut à ce moment que la troisième armée auxiliaire de l'Argentine entra en campagne sur le territoire du Haut-Pérou. Elle avait pour chef le général Rondeau, et son avant-garde était commandée par le lieutenant-colonel Martin Güemes. Cette armée, forte de 4.000 hommes, partit de Jujuy, le 5 avril, et fit son entrée à Potosi, le 9 mai ; mais sa marche fut un modèle de désorganisation et de mauvaise conduite.

Elle resta quatre mois dans l'inaction à Potosi, ne cherchant qu'à se pourvoir de l'argent dont elle avait besoin, aux dépens des amis comme des ennemis. Rondeau dut, enfin, quitter ses positions et aller, malgré sa timidité excessive, provoquer au combat son adversaire qui, par ses espions, connaissait son plan et la démoralisation de ses troupes.

Le 29 novembre, eut lieu la seconde bataille de Sipesipe, où l'armée argentine fut battue presque sans combattre, laissant mille hommes sur le terrain et presque tous ses bagages.

Quand les chefs des partisans apprirent cette défaite, sachant qu'ils n'avaient rien à attendre du vainqueur, ils commencèrent, à la tête de leurs gens indisciplinés, sans armes et mal dirigés, l'héroïque croisade des *republiquetes*, nom qui leur fut donné par les populations.

Pezuela, voulant en finir une fois pour toutes avec eux, détacha à leur poursuite ses plus braves capitaines. Le colonel Centeno, dont l'escadron de cavalerie, composé de 400 hommes, était commandé par le major Andres Santa Cruz, fut envoyé contre le partisan Camargo, et la mort du chef Padilla, qui, par sa bravoure héroïque, avait longtemps épuisé la résistance des troupes royales, remplit de joie le général.

Camargo, surpris la nuit du 2 avril, fut tué par Centeno lui-même et, peu de jours après, le curé Munecas, le plus éclairé et le plus résolu des par-

tisans, était sacrifié avec une rage sauvage. Les autres chefs, condamnés au même sort que leurs camarades, se promirent de n'accorder ni trêve ni merci à l'envahisseur et de lui faire payer chèrement leur vie. Il y eut donc parmi les partisans une recrudescence d'activité, bientôt étouffée par les armes royales et marquée par le sacrifice des principaux d'entre eux, en commençant par Warnes à Santa Cruz.

Au mois de mai de cette année 1816, Pezuela, nommé vice-roi du Pérou, partit pour Lima, et le général La Serna vint le remplacer, à la tête d'un brillant état-major.

La Serna était un soldat aux idées libérales et d'un caractère indépendant, juste et droit. Instruit en Europe, pendant la guerre contre Napoléon, il voulut diriger ses opérations d'une manière plus scientifique ; mais cet essai lui fut fatal dans le nord des provinces argentines, d'où il dut se retirer après quelques mois de campagne, battu par les corps de cavaliers des Pampas, harcelé par la population civile et abandonnant presque tout son matériel de guerre

La conduite humanitaire de La Serna fut raillée durement par l'entourage du vice-roi et par Pezuela lui-même, qui avait laissé tant de traces de désolation et de larmes dans le Haut-Pérou. On critiquait sa clémence, ses méthodes militaires, et jusqu'à son honnêteté ; aussi, convaincu que les événements allaient tourner en faveur de la liberté, maintenant que les triomphes simultanés de Bolivar dans le nord et de San Martin au Chili donnaient une nouvelle vigueur à l'espoir de délivrance des peuples, malade et désabusé, il donna sa démission, laissant le commandement au chef d'état-major don José Canterac, que remplaça, par ordre, le général don Juan Ramirez.

III. — INDÉPENDANCE ET PREMIÈRE CONSTITUTION DE LA BOLIVIE

L'année 1820 fut glorieuse pour les armées de la patrie. Le 28 juillet, San Martin était entré à Lima, après une dure campagne dans les Andes, et avait proclamé l'indépendance du Pérou. En novembre, lord Cochrane capturait au Callao « les plus forts vaisseaux de l'Espagne ». L'armée royaliste évacua la fameuse *Cité des Rois* et remplaça Pezuela par le général La Serna, donnant ainsi des signes de sa prochaine dissolution.

Tous ces événements contribuèrent à orienter l'esprit public du Haut-Pérou vers des horizons plus étendus. L'aristocratie conçut l'idée, bientôt généralisée, de constituer un État séparé et indépendant, avec les deux organismes de la région centrale de l'empire des Incas, tandis que les classes populaires, mises au courant des idées prédominantes dans le monde, grâce à la diffusion de la presse argentine, commençaient à comprendre l'injustice des distinctions sociales qui tendaient à devenir des différences de castes.

Cette disposition des esprits permit au colonel Hoyos de soulever la garnison de Potosi et de proclamer, en janvier 1822, l'indépendance du Haut-Pérou, en faisant arrêter don Jose Estevez, qui remplaçait le gouverneur absent ; mais le mouvement fut vite étouffé à San Roque par don Rafael Moroto, accouru à Potosi avec les garnisons de Tupiza, d'Oruro et de Cochabamba. Hoyos paya de la vie sa tentative, et plus de vingt patriotes, chefs civils ou militaires, furent exécutés, tandis que beaucoup d'autres étaient envoyés en exil ou condamnés au travail forcé des mines.

A ce moment, la révolution du Pérou était déjà commencée et le général don Antonio José de Sucre, envoyé en mission spéciale par le Libérateur, Bolivar, était arrivé à Lima. Le pays était gouverné par le général Riva Agüero, qui envoya don Andres Santa Cruz, avec un fort contingent de troupes, soutenir les efforts des Haut-Péruviens ; mais Sucre, agissant en diplomate plutôt qu'en soldat, ne put s'empêcher de critiquer cette mesure, comme le firent tous ceux qui entouraient le gouvernement. Il connaissait les talents militaires de Santa Cruz, haut-péruvien de naissance ; mais on disait que ce général ne se rendait dans son pays que pour le rendre indépendant et le séparer du Pérou et de Buenos-Ayres. Les craintes de Sucre furent pleinement justifiées. Apprenant que le vice-roi, La Serna, s'était approché des frontières du Haut-Pérou, Santa Cruz, sans livrer de bataille décisive, battit précipitamment en retraite, perdant en route la presque totalité de ses 7.000 hommes.

Pendant cette campagne contre Santa Cruz, le vice-roi avait accordé beaucoup de distinctions à ses collaborateurs et ce fut l'un des motifs pour lesquels plusieurs officiers, déjà mécontents de sa manière d'exercer ses fonctions et de la largeur de ses idées politiques, déclarèrent ne plus vouloir collaborer avec lui. Le général Olañeta fut le premier à se révolter, se déclarant partisan de l'absolutisme. Le vice-roi se vit obligé de faire campagne contre le général rebelle, dans un moment de véritable crise, pour la cause

de la couronne. Alors, en effet, le général San Martin, désabusé des hommes et de la politique, s'était éloigné du Pérou, cédant la place au Libérateur, Bolivar, qui, à la fin de cette année 1823, se préoccupait activement d'organiser son armée pour les batailles de la liberté.

La lutte entre les chefs royalistes fut tenace et meurtrière. La Serna voulut d'abord essayer des mesures de conciliation en proposant à Olañeta certaines transactions ; mais ce général, ambitieux et obstiné, préféra recourir aux armes et fit cette campagne admirable de valeur et d'énergie dans laquelle l'armée royale perdit, avec la cohésion de sa discipline, d'appréciables unités, faisant une dépense excessive de forces et d'initiatives.

Enfin, après quelques mois d'une campagne stupéfiante qui eut pour théâtre tous les recoins du Haut-Pérou, La Serna dut arrêter la poursuite du général rebelle pour donner toute son attention à l'armée du Libérateur, 10.000 hommes parfaitement disciplinés, qui se mirent en marche, vers le milieu de l'année 1824, quand durait encore la lutte fratricide.

L'armée espagnole, commandée par le général Canterac, vint à sa rencontre le 1er août, fut mise en déroute le 6, dans les plaines de Junin, et dut se retirer avec une rapidité à peine croyable, couvrant en deux jours de marche 160 kilomètres, le long de la Cordillère des Andes. Le vainqueur ne put pas suivre la trace de ses pas et se vit obligé de laisser son armée sur les bords du fleuve Apurimac, chargeant le général Sucre de poursuivre la campagne et de la terminer, même en livrant bataille.

Sucre ne tarda pas à remplir ses instructions. Il se mit en mouvement, avant que le général La Serna eût le temps de réorganiser l'armée de Canterac et de recevoir les contingents qu'Olañeta, enfin soumis devant le désastre des troupes royales, avait offert de lui envoyer du Haut-Pérou.

La rencontre des deux adversaires eut lieu le 8 décembre dans les plaines d'Ayacucho. La bataille fut extrêmement rude ; mais, pour la seconde fois, le sort se prononça contre les Espagnols, et leur déroute fut « absolue et complète », comme le disait la dépêche officielle.

Après trois siècles de stérilité politique et économique, c'en était fait de la domination espagnole en Amérique.

Le vainqueur d'Ayacucho, dans la force de l'âge et épris d'une jolie femme de la haute société de Quito, crut sa mission militaire terminée après cette victoire décisive ; mais tout autres étaient les vues de son supérieur. Bolivar songeait à quelque chose d'extraordinaire et voulait le

réaliser avec la collaboration de son habile général, en même temps son intime ami. Celui-ci, pressentant les projets de son chef et les ennuis qu'ils allaient lui causer, s'offrit pour diriger la campagne contre Olañeta, décidé à dompter ce général qui, malgré les efforts de La Serna, était resté irréductible dans le Haut-Pérou.

Il devait, pour cela, se transporter dans une juridiction qui ne dépendait plus du Pérou. Au lieu de lui donner des instructions précises, Bolivar se contenta de lui prescrire de continuer sa route vers Cuzco et de pénétrer dans les territoires du Haut-Pérou en traversant le fleuve Desaguadero, limite des vice-royautés du Rio de la Plata et du Pérou. Sucre, toujours soumis, poursuivit sa marche et arriva, les premiers jours de décembre, à la *Ville de Pierre des Incas*. Le 25, il demanda de nouveaux ordres à Bolivar et une ligne de conduite qui ne prêtât pas à confusion.

Ces instructions n'arrivèrent pas davantage, et Sucre se mit alors en route vers le point marqué par le Libérateur, après lui avoir écrit de Puno les craintes qu'il éprouvait à se charger de cette mission, confiée à ses talents politiques et militaires.

A Puno, Sucre reçut une délégation haut-péruvienne, conduite par don Casimiro Olañeta, neveu du chef royaliste, qui était passé aux patriotes après leur avoir révélé presque tous les plans du général, et joua ainsi un rôle important, bien que quelque peu ingrat, dans les événements.

Le voyage de Puno à La Paz fut fait par Sucre en compagnie d'Olañeta, et il ne fut pas difficile au sympathique jeune homme de suggérer, par sa parole insinuante, au vainqueur d'Ayacucho l'idée d'encourager l'esprit d'indépendance qui régnait dans le Haut-Pérou, comme le seul moyen de réaliser complètement les buts de la révolution émancipatrice, en laissant aux peuples la liberté de choisir et de fixer leurs propres destinées.

Sucre, qui avait des idées arrêtées sur cette matière, n'hésita pas un instant à publier, deux jours après son arrivée à La Paz, son décret du 9 février, où il reconnaissait ce droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et convoquait un congrès chargé de régler le sort futur des quatre provinces haut-péruviennes.

La nouvelle de la publication de ce décret produisit un très mauvais effet sur l'esprit de Bolivar. La lettre qu'il écrivit à Sucre, le 21 février, montre, en effet, son intention de créer de grands organismes sociaux, portant en eux-mêmes les éléments nécessaires d'organisation et de stabi-

lité politiques, plutôt que de petits États où, faute d'air, les institutions libres auraient de la peine à prendre racine, tandis que les chefs personnels et bassement ambitieux y fleuriraient abondamment.

Ainsi, catégoriquement désapprouvé par son chef et profondément blessé dans son amour-propre, Sucre eut l'idée de partir et de laisser à d'autres le commandement de ses troupes ; mais, comme il était incapable de se soustraire à la volonté inflexible de Bolivar et de contrarier ses plans, il revint sur sa résolution. Et puis, il était urgent d'en finir une fois pour toutes avec le chef royaliste Olañeta qui, après avoir refusé la capitulation offerte par Sucre, abandonna Potosi, son quartier général, aux troupes victorieuses du Grand Maréchal d'Ayacucho. Celui-ci préparait cette expédition, quand il reçut la nouvelle de la mort d'Olañeta, le 3 avril. Une partie des troupes de ce chef, sous le commandement du colonel Medinacelli, fit défection ; l'autre fut battue, le 2, sur les bords du fleuve Tumusla.

Cette bataille mit fin à la guerre de l'indépendance dans le Haut-Pérou. Commencée en 1809 à Chuquisaca et à La Paz, elle n'opposa, pour ainsi dire, au prestige historique puissant de la domination espagnole, que la force des idées, germées dans ce laboratoire d'énergies qu'était l'Université de Chuquisaca ; et s'il n'y eut pas dans cette guerre des chefs recommandables par leurs vertus et leur génie militaire, elle mit, du moins, en évidence les sacrifices de la masse silencieuse et sa volonté indomptable de vivre libre.

De Potosi, Sucre se rendit à Chuquisaca pour se consacrer à l'administration de cette région, dont le gouvernement argentin reconnaissait l'indépendance. Il en reçut la communication officielle, apportée par le délégué don Juan Antonio Arenales et adressée, tout d'abord, au chef royaliste Olañeta qui venait de mourir. Le Grand Maréchal écrivit au Libérateur la satisfaction que lui causait le décret de Buenos-Ayres ; mais sa joie ne fut pas de longue durée. Bolivar lui répondit, le 16 mai, qu'il acceptait en principe la réunion d'un congrès, dont les délibérations seraient soumises, non plus au Congrès argentin, dont il ne dépendait plus, mais à celui du Pérou, convoqué pour une date postérieure. Et, comme cet acte renfermait, en somme, un blâme pour la politique de Sucre, Bolivar s'empressa d'expliquer à son ami les motifs qui lui avaient fait prendre cette décision : il accordait qu'on jetât les bases d'une nouvelle nationalité, non pas tant par respect pour le principe de la libre disposition des peuples, que pour ne pas leur montrer la légèreté avec laquelle son second avait agi.

Sucre, profondément blessé par les restrictions du Libérateur, crut prudent d'ajourner, pour le moment, la publication de son décret ; mais il communiqua secrètement ses craintes à un groupe de députés influents, qui émirent les avis les plus divers.

Le jour de l'installation de l'Assemblée approchait et les députés, réunis à Chuquisaca, étaient anxieux de savoir comment allait se résoudre, enfin, le conflit soulevé par le Libérateur. Sucre donna le conseil à ses amis, s'ils voulaient obtenir quelque chose au profit de leurs aspirations, de gagner par tous les moyens la bienveillance de Bolivar ; puis, selon les instructions reçues et pour laisser l'Assemblée délibérer en pleine liberté, il partit, le 2 juillet, de Chuquisaca, allant par Cochabamba et La Paz à la rencontre de son chef, déjà en route pour le Haut-Pérou.

L'Assemblée se réunit le 10 juillet 1825. Il ne fut question dans les débats publics et surtout dans les conversations de couloir, que de l'urgence d'obtenir du Libérateur le retrait de son décret du 16 mai, et d'envoyer au-devant du héros de Junin une députation chargée de l'assurer du respect, de l'admiration et du dévouement de tous, dans les termes les plus pompeux et les plus flatteurs.

La députation, présidée par le tribun Olañeta, fut reçue en audience par le Libérateur à La Paz, le 5 septembre. Les détails de cette entrevue ne sont connus que par le rapport rédigé par Olañeta. D'après lui, Bolivar ne se serait pas cru suffisamment autorisé par le Congrès du Pérou pour proclamer l'indépendance des provinces soumises à sa juridiction. L'Assemblée, défavorablement impressionnée par ce rapport et sentant qu'on faisait obstacle à ses demandes, se sépara le 6 octobre, mais non sans avoir proclamé l'indépendance du nouvel État, qui, par respect et par vénération pour le Libérateur, prit le nom de Bolivie.

Le 20 septembre, Bolivar partit de La Paz pour se rendre à Potosi, la ville légendaire, au haut de laquelle il avait promis d'arborer le drapeau de la liberté, au temps de ses rêves de conquistador. La réception de la ville fut somptueuse et digne de la renommée du héros. Les fêtes, préparées par la population et par le préfet Miller, durèrent sept semaines et coûtèrent des sommes énormes. Chuquisaca, la ville universitaire, lui fit un accueil non moins brillant.

Des réceptions si enthousiastes, une connaissance plus complète du pays et de ses habitants, l'amour instinctif de la justice, modifièrent peu

à peu les sentiments du Libérateur dans un sens favorable aux aspirations des Haut-Péruviens.

Le 1er janvier 1826, veille de son départ pour le Pérou, il lança une mémorable proclamation aux Boliviens, les assurant qu'il s'en allait avec peine, mais avec la ferme résolution de travailler pour sa patrie adoptive. Il leur promit de leur envoyer une constitution « la plus libérale du monde ». — « Le 25 mai sera le jour où la Bolivie aura une existence propre, je vous le promets », — dit-il, et il tint parole.

Bolivar partit de Chuquisaca le 10 janvier 1826 pour revenir à Lima, en suivant la côte. Il était résolu à tout faire pour l'indépendance du nouvel État, bien qu'il n'eût pas foi dans les destinées d'un pays privé de grandes ressources, presque désert et sans communications faciles avec la mer. Il fallait à la Bolivie, pour ne pas rester isolée, le port d'Arica, qu'une délimitation arbitraire avait attribué au Pérou. Les désirs du Libérateur et du Haut-Pérou furent secondés, à ce point de vue, par les habitants même d'Arica et de Tacna, qui demandèrent à faire partie intégrante du territoire de la nouvelle nationalité.

Le 10 février, le Libérateur fit son entrée à Lima et, aussitôt, il s'occupa des affaires du pays qui avait adopté son nom, obtenant tout ce qu'il désirait, même le port d'Arica ; mais les complications de la politique intérieure et le manque de prévoyance d'un Bolivien firent qu'on revint, plus tard, sur ce dernier point, et la Bolivie resta, dès lors, enfermée dans les murailles de granit des Andes où elle étouffait.

Sucre, le grand maréchal d'Ayacucho, annonça cette nouvelle aux Boliviens dans une proclamation enthousiaste.

Le Congrès de 1826 se réunit à cette date et se mit à discuter le projet de constitution envoyé par Bolivar en même temps que l'acte de reconnaissance par le Pérou. Cette constitution, qui fut approuvée, contenait les dispositions suivantes :

1° Gouvernement unitaire, populaire et représentatif ;

2° Pouvoir public, exercé par le corps électoral et divisé en exécutif, législatif et judiciaire ;

3° Chambres des députés, des tribuns et des censeurs ;

4° Présidence à vie ;

5° Religion catholique, reconnue comme religion d'État.

IV. — GOUVERNEMENT DE SUCRE

L'Audience de Charcas se composait des quatre provinces de La Paz, de Potosi, de Cochabamba et de Chuquisaca, divisées chacune en districts et en subdélégations, qui couvraient toutes ensemble une étendue de 1.330.450 kilomètres carrés, soit les territoires de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Espagne réunis.

Chacune de ces provinces pouvait, par cela même, former un État aussi grand que les plus étendus de l'Europe, excepté la Russie, et avec autant, sinon plus, de richesses naturelles ; mais aucune d'elles ne possédait un habitant par kilomètre carré. La population entière atteignait à peine un million d'âmes.

C'étaient des Indiens, soumis pour la plupart, insoumis et sauvages en beaucoup d'endroits, race indigène des Aymaras et des Quechuas, masse vive de la nation ; puis des métis, ou race croisée, les suivant en importance ; enfin, les blancs purs ou d'Europe, insignifiants par leur nombre, mais, en fait, race dominante et dirigeante, constituant, par sa supériorité intellectuelle et morale, une aristocratie de naissance sans représentation réelle dans le système démocratique représentatif.

La nationalité parvint à se constituer avec ces éléments, défectueux sans doute, mais en tous cas, analogues à ceux des autres nations récemment organisées, ayant sur elles l'avantage inappréciable de posséder un foyer de rayonnement spirituel, tel que l'Université de Saint-Xavier de Chuquisaca, fameuse dans cette partie sud du continent.

Cependant, l'exercice du pouvoir n'était pas facile dans ces moments, et Sucre se plaignait du manque d'une collaboration intelligente dans les affaires les plus importantes. Il se voyait obligé d'appeler à son aide des éléments étrangers, tandis que les personnages les plus considérables du pays occupaient un poste éminent dans le Congrès.

Son activité, dans les quelques mois qu'il exerça le pouvoir, fut féconde en enseignements de toute sorte. Généreux, désintéressé, véritablement noble, il savait s'imposer à tout le monde par la persuasion, et, par sa droiture, il se faisait, à la fois, craindre, aimer et respecter. Hostile aux improvisations faciles des gouvernements métis, il ne prenait de mesures qu'après

y avoir mûrement réfléchi. Sa condition d'étranger qui ne veut en rien compromettre le bon renom de sa patrie, l'obligeait à se montrer modéré dans ses mesures, tolérant envers les autres et extrêmement sévère envers lui-même.

Mais rien ne l'attachait à ce pays, où le retenait la volonté irrésistible de Bolivar. Il n'aspirait qu'à retourner à Quito, pour épouser la marquise de Solanda et chercher à se créer des ressources pour sa vieillesse, qu'il sentait venir rapidement et fatalement.

Un des premiers actes du Congrès de 1826, avant même de donner son approbation au projet de la charte politique envoyée par le Libérateur, fut de confier, à l'unanimité des voix, la direction du pouvoir exécutif au Grand Maréchal d'Ayacucho, honneur que Sucre déclina.

Le refus du vertueux soldat rendit le Congrès fort perplexe. Devant le nombre des prétendants à ce poste élevé et la crainte de voir commencer une période d'anarchie, il résolut de persister dans sa demande. Sucre, cédant alors aux sollicitations qui lui venaient de toutes parts, consentit à se charger de la présidence, mais à la condition qu'il ne remplirait cette fonction que pendant un temps limité. Il pensait alors, comme le Libérateur, que dans les quatre provinces il n'y avait pas les éléments nécessaires pour constituer une nationalité, et il voulait à tout prix qu'elles fussent réunies aux pays qui alléguaient des droits sur elles.

Il est vrai de dire que ses craintes n'étaient pas sans fondement.

Des signes évidents de malaise et de mécontentement commençaient à se manifester en Bolivie. Le Libérateur s'était absenté de Lima, se rendant à Guayaquil, le mois de septembre de cette année 1826, et avait laissé à la présidence du Pérou le général haut-péruvien Andres Santa Cruz. Celui-ci, s'entendant avec les ennemis du Libérateur qui n'acceptaient pas la présidence à vie, abolit la constitution bolivienne, adoptée aussi au Pérou. Ainsi fut consommée, sous des apparences légales, la révolution suscitée par l'ambition et l'égoïsme.

Cette politique soupçonneuse et méfiante contamina même l'Argentine, dont la presse ne cessait de critiquer les décisions du Libérateur et de travailler en dessous, par l'entremise du ministre Bustos, pour amener la Bolivie à suivre l'exemple du Pérou. Aussi, faisant ouvertement opposition à tous les projets des chefs militaires colombiens, le gouvernement de Buenos-Ayres refusa de recevoir le docteur Serrano, envoyé spécial de Bolivie, et aussi, de formuler la reconnaissance de son indépendance.

Tout cela, joint aux actes d'insubordination dont firent preuve les troupes colombiennes, le 14 novembre 1826, à Cochabamba, et surtout, l'apparition sur les frontières de la Bolivie d'une armée péruvienne, commandée par le général Gamarra, avec mission d'obliger cette république à se délivrer de toute ingérence étrangère dans son gouvernement, décida le G. M. d'Ayacucho à se rendre à La Paz, ce qu'il fit les premiers jours de mars 1827.

Il y allait, méfiant et soupçonneux, plein aussi de ressentiment et d'amertume contre les Péruviens et les Argentins, hostiles à Bolivar, le seul homme vénérable au monde. Il voyait le commencement de la décomposition et les signes certains de désordre dans le pays.

Arrivé à La Paz, il organisa d'abord l'armée, en vue d'une attaque péruvienne, et parcourut les départements de Cochabamba et de Potosi pour rassembler des approvisionnements, ne revenant à Chuquisaca qu'au mois de juin. Le 20, il écrivit de cette ville à Bolivar. Ce politique prévoyant, cet homme de cœur, s'indignait des manœuvres sans scrupules de beaucoup de Boliviens, de Santa Cruz surtout, qui essayaient de détruire leur nationalité, ou de s'en servir pour satisfaire leurs ambitions personnelles.

Les manœuvres du Pérou, excitées par Santa Cruz qui avait échoué dans son ambition de devenir président de ce pays et cherchait à créer des embarras au G. M. d'Ayacucho dans sa propre patrie, trouvèrent, à la fin, un écho dans l'opinion bolivienne. On se mit à manifester le désir de voir les troupes colombiennes quitter le pays. Celles-ci, de leur côté, souhaitaient leur retour au pays, après trois années d'absence, bien que quelques-uns de leurs officiers, comme O'Connor, Galindo et d'autres, se fussent alliés à de bonnes familles des centres les plus cultivés. Elles se plaignaient de l'irrégularité de la solde, d'abus de toute sorte et, surtout, de l'adoption par le Congrès de la présidence à vie, recommandée par Bolivar.

Les mécontents, c'est-à-dire la masse du peuple, s'étaient laissé gagner par l'influence péruvienne et se montraient hostiles au gouvernement du Grand Maréchal. Les aspirants à la présidence, très nombreux, ne cessaient pas de s'agiter pour se faire des partisans, car ils savaient que Sucre avait pris la très ferme résolution d'installer le premier Congrès constitutionnel de 1828 et d'abandonner, aussitôt après, le pouvoir et le pays. Le chef de

la vile multitude était le docteur Casimiro Olañeta qui la séduisait par sa brillante éloquence et, parmi les candidats, on comptait Santa Cruz, sans prestige en Bolivie, les généraux Urdininea, Velasco et d'autres.

Les choses en étaient là, quand éclata à La Paz, le 24 décembre 1827, la seconde révolte des troupes colombiennes, qui se soulevèrent sous la conduite d'un sergent, et en acclamant le Pérou et le général Santa Cruz. On déposa les autorités et on les séquestra, exigeant pour prix de leur liberté une grosse somme d'argent qui devait être livrée dans les six heures. Elle le fut, grâce aux efforts du préfet Fernandez. L'attitude énergique de quelques officiers et la défection de la plus grande partie des troupes rebelles, complètement battues sur le plateau d'Ocomisto par les soldats improvisés de La Paz, rétablirent promptement l'ordre dans la ville et sauvèrent aussi, au sens de Sucre, l'indépendance même de la République. Sans leur défaite, ces troupes, gagnées au général péruvien Gamarra, auraient entraîné les autres et secondé de la sorte les desseins secrets du général envahisseur, lui permettant de se rendre maître de la Bolivie et d'étouffer sa nationalité.

Sucre connut ces événements le matin du 30 décembre. Il partit de Chuquisaca le 31, et arriva le 5 janvier 1828 à La Paz, alors que l'ordre avait été rétabli.

La période des élections législatives approchait et le succès des partisans du renvoi des troupes colombiennes semblait assuré. C'était le triomphe de la populace.

Le Grand Maréchal se rendit à Chuquisaca au commencement d'avril et, le 18, il fut la victime innocente de la déloyauté des troupes colombiennes, tout à fait acquises au parti de la révolution. Elles avaient été séduites par les salariés du Pérou et de l'Argentine qui soulevèrent, ce matin-là, le bataillon des grenadiers de Colombie, en acclamant Gamarra et le Pérou. Dès que Sucre eut connaissance de ce scandale, il courut, avant le jour, à la caserne pour le réprimer ; mais sa présence ne servit qu'à exalter l'esprit des rebelles, qui reçurent leur chef à coups de fusil.

Sucre, grièvement blessé au bras, fut arrêté deux jours après le triomphe de la révolution, grâce aux suggestions perfides d'Olañeta qui avait promis son concours au blessé et excitait, alors, effrontément et traîtreusement les masses contre lui. Sans attendre la fin du mouvement, les insurgés se hâtèrent de faire annoncer au général Gamarra les succès réalisés. Celui-ci,

dès longtemps prévenu, s'empressa de franchir la frontière de Bolivie, le 30 avril, et d'occuper les départements de La Paz, de Cochabamba et de Potosi, grâce à la complaisance de quelques chefs boliviens et même avec leur aide indirecte, comme cela dut arriver avec le colonel Blanco qui s'était montré dans les premiers instants le défenseur zélé des droits du Grand Maréchal, mais dut changer d'avis dès qu'il sut que les révolutionnaires devaient le proclamer chef des forces insurgées.

Le général Urdininea, qui avait été chargé du pouvoir, par suite de la démission de Sucre, donnée le jour même de sa blessure, voulut opposer une résistance armée à l'envahisseur, et il y serait peut-être parvenu avec les effectifs, sensiblement inférieurs aux 5.000 hommes de Gamarra, dont il disposait ; mais il préféra employer toute son énergie à poursuivre le colonel Blanco, qui avait fait défection avec ses troupes en faveur de Gamarra et avait reçu mission de celui-ci d'aller arrêter Sucre dans sa résidence précaire de Nucho, où le Grand Maréchal était venu en convalescence.

Les trois raisons d'envahir la Bolivie, invoquées par Gamarra dans sa communication officielle à Sucre, étaient : d'assurer l'ordre dans le pays en contenant les factieux, de protéger la vie du Grand Maréchal d'Ayacucho, et de répondre à l'appel des Boliviens qui demandaient son intervention pour régler leurs propres affaires; mais aucune ne répondait à son désir secret d'annexer la Bolivie au Pérou.

Devant l'impossibilité de repousser cette invasion par la force, Sucre conseilla d'en finir par une convention quelconque. On signa donc, dans le petit village de Piquiza, le 6 juillet 1828, un traité. Le Pérou imposait à la Bolivie l'obligation de changer ses autorités intérieures ; de suivre en tout sa politique internationale ; de se soumettre à une surveillance constante jusqu'à l'accomplissement des stipulations du traité ; de réunir, enfin, un Congrès pour le règlement d'affaires exclusives et déterminées. Toutes ces conditions étaient contraires à la dignité d'une nation.

Sucre, vivement ému par cette convention, remit entre les mains de quelques amis sa démission de président, sans attendre la réunion du Congrès fixée au 1er août. Son dernier message, document capital dans l'histoire de la Bolivie, contenait la révélation de l'ennemi contre lequel la République aurait constamment à lutter, et l'ordre solennel et impérieux de conserver l'indépendance de la Bolivie.

C'est en lançant ce testament politique que le soldat d'Ayacucho sortit

de la Bolivie avec le pressentiment de ne plus la revoir. Cet homme, juste et bon, quitta ce pays, attristé par l'ingratitude de ses habitants et peu rassuré sur leur destinée future. Après tout, bien que blessé et aigri, il partait heureux. Homme d'honneur, il n'eut d'autre préoccupation que d'accomplir son devoir avec une exactitude et un désintéressement qui n'ont jamais été surpassés et qui le font considérer, en Bolivie, comme le type idéal du gouvernant.....

CHAPITRE II

LES CHEFS LETTRÉS

I. — PRÉSIDENCE INTÉRIMAIRE DE VELASCO ET PRÉSIDENCE DE BLANCO

Le 2 août, jour de l'installation du Congrès, le général envahisseur Gamarra fit son entrée à Chuquisaca et, le 3, ses troupes le suivirent, donnant à entendre, par là, que toutes les décisions devaient être suspendues, même celles du Congrès, dont beaucoup de membres voyaient avec sympathie l'attitude de Gamarra.

Les travaux de ce Congrès furent courts et peu compliqués, car ils avaient été déterminés d'avance par la convention de Piquiza, et, si les aspirants à la succession de Sucre étaient nombreux, peu se sentaient assez forts pour mener à bonne fin les graves conflits qui menaçaient la nationalité naissante.

S'assujettissant alors au trio présidentiel que Sucre avait laissé en s'éloignant de la Bolivie et composé des généraux Santa Cruz, Velasco et Lopez, le Congrès élut le premier président provisoire de la République, Velasco, vice-président, chargé de la présidence effective pendant l'absence de Santa Cruz, remplissant en ce moment au Chili une mission diplomatique pour le compte du gouvernement péruvien. Il accepta aussi la démission du Grand Maréchal d'Ayacucho avec des phrases de remerciement, et clôtura enfin sa session par le vote d'une loi qui convoquait l'Assemblée constitutionnelle pour le 1er novembre de cette même année.

Tout cela se passa sous la surveillance attentive du général envahisseur, qui dut aussi s'exercer sur les premiers actes de Velasco. Il lui imposa la collaboration d'Olañeta et de Blanco, les deux ennemis déclarés de Sucre

et de sa politique, appelant le premier au ministère de l'intérieur et le second à la tête des troupes. C'était sur ce dernier que Gamarra comptait le plus.

Pour quelles raisons le Grand Maréchal désigna-t-il Santa Cruz en premier lieu pour lui succéder à la présidence de la nouvelle République de Bolivie, alors qu'il connaissait son caractère inconstant et antipathique ?

Sucre n'avait jamais estimé l'homme dans Santa Cruz, qu'il regardait comme un traître ; mais il le savait aussi entreprenant, ambitieux, intrigant, et ces qualités le lui firent choisir pour son candidat. Il n'ignorait pas, cependant, que ce général, ancien prétendant à la présidence du Pérou, pour s'être obstinément opposé, dans un but secret, à l'acquisition du port d'Arica, selon les instructions du Congrès de 1825, comptait peu de partisans en Bolivie. De leur côté, les Boliviens étaient à même de le juger et même de le craindre, le sachant capable de tout pour arriver à ses fins. Sucre était au courant de ses intrigues pour briguer la présidence ; mais, faisant passer les intérêts du pays avant son aversion personnelle, il attira sur son nom l'attention publique. Ainsi, les Boliviens, pour garder leur indépendance, durent appeler Santa Cruz à la présidence de la République.

Les principales clauses du fameux traité de Piquiza se trouvant ainsi exécutées, on attendait que le général péruvien cessât d'occuper le territoire de la République ; mais, comme il tardait à le faire, le gouvernement, en considération de la méfiance et du mécontentement qui commençaient à se manifester chez les Boliviens, dut le lui demander. Gamarra se vit obligé de tenir ses engagements, mais, avant de partir, il se fit payer les frais de l'occupation du territoire.

Le pays, enfin délivré de la présence de l'envahisseur, s'occupa d'affermir ses institutions. Le Congrès, réuni le 16 décembre de cette année, devint par ses procédés irréguliers un véritable foyer de révolte. A propos de la démission du général Velasco, vice-président provisoire, il se divisa en deux partis, celui qui réclamait une nouvelle élection présidentielle et celui des amis du général Sucre, qui voulait maintenir la décision du précédent Congrès.

La majorité se prononça pour le premier et, par conséquent, le général Pedro Blanco fut élu président de la République, le 17 décembre, par 44 voix contre 8 au général Velasco et 7 à Santa Cruz.

Cette élection, faite selon les instructions secrètes de Gamarra, mécon-

tenta les partisans du nationalisme, tous amis de Sucre, et les militaires, opposés à l'ingérence du général péruvien dans les affaires intérieures du pays.

Le colonel Blanco était absent de la capitale quand il fut élu ; aussi s'empressa-t-il d'y revenir et d'y faire son entrée, le 25 décembre. Le 26, il prêta serment devant le Congrès et lui demanda une loi d'amnistie pour tous les exilés politiques, y compris les coupables du malheureux attentat contre le Grand Maréchal ; mais ces intentions d'apparat furent contredites, quelques jours après, par un édit qui éloignait de l'armée tous les officiers et les généraux partisans de la politique de Sucre, et renvoyait tous les fonctionnaires imbus des mêmes sentiments.

Le 30 décembre, conférant avec l'Assemblée sur divers points d'importance secondaire, mais qu'il jugeait essentiellement propres à contribuer au bonheur public, il insista d'une manière significative sur celui qui avait trait aux honoraires du président de la République, donnant ainsi une preuve d'incapacité politique et de penchants avides et éhontés, assez communs chez les hommes d'État des premiers temps de l'indépendance.

Le fait est que les mesures inconsidérées qu'il prit, son orgueil et sa vanité despotiques, sa légèreté dans le choix de son entourage, créèrent autour de lui de sourdes hostilités, que le bruit de ses intelligences avec Gamarra, propagé par ses ennemis, ne faisait qu'augmenter tous les jours.

Il y avait à peine cinq jours que le Président était en fonctions, et il avait déjà montré ce que pouvait donner un homme chargé d'un fardeau trop lourd pour ses épaules. L'inquiétude fut grande, mais elle dura peu : le 31 décembre, trois des chefs destitués ou chargés de missions lointaines, les colonels Armaza, Ballivian et Vera, soulevant les corps qu'ils commandaient, attaquèrent le Palais du gouvernement et emprisonnèrent le président et plusieurs de ses collaborateurs.

L'émeute militaire s'était faite contre l'Assemblée en exercice, dont les membres furent pris d'une véritable panique, sachant bien que l'élection de Blanco ne répondait pas aux exigences du nationalisme. Des députés voulaient abandonner leur poste à la nouvelle de l'arrestation du président et songeaient même à se cacher ; mais le président de l'Assemblée, don Manuel Aniceto Padilla, maintint l'ordre en faisant appel à la dignité. Le calme se rétablit et l'on put essayer de trouver une solution capable de satisfaire tout le monde. On décida qu'avant d'entendre les chefs du mou-

vement, une commission serait envoyée au Palais pour recueillir de la bouche du président le récit de ce qui s'était passé. Elle fut arrêtée à la porte par la garde qui avait reçu l'ordre de ne laisser entrer personne.

Cette attitude ne manqua pas de soulever dans l'Assemblée une furieuse discussion qui fut interrompue par un militaire présent dans la salle. Il demandait pour son chef l'autorisation de venir s'expliquer sur la portée et la signification du mouvement. Cette autorisation fut donnée et, alors, on vit l'un des chefs de l'émeute, le colonel Armaza, s'avancer et franchir la barre qui séparait l'enceinte de la tribune. Il fut arrêté par la parole tranchante du président : « La place du soldat est à la barre ; qu'il parle de là.... »

Armaza fut troublé par cet ordre hautain et comminatoire ; mais, s'étant vite ressaisi, il se mit à traiter durement le passé militaire et politique de Blanco qu'il accusa d' « ineptie ». Le président voulut l'arrêter une seconde fois, lui rappelant qu'il devait modérer son langage en parlant d'un homme placé au plus haut de l'échelle de l'autorité. Armaza répliqua avec hauteur que cette situation ne comptait pas pour lui, parce que Blanco n'y était parvenu que par l'intrigue et la menace. Cela dit, il se retira en faisant traîner son sabre.

Il y eut un moment de véritable confusion dans l'Assemblée. Les députés ne savaient trop à quels moyens recourir pour ne pas permettre au militarisme triomphant de préparer des jours néfastes pour la nation. D'accord sur ce point principal, ils convinrent de nommer un chef intérimaire pour barrer la route aux mutins et commencèrent la discussion d'une loi, présentée par le président Padilla, qui confiait le pouvoir exécutif au général don José Miguel Velasco et transportait le siège du Congrès sur un autre point de la République.

Le lendemain, 1er janvier 1829, le Congrès reçut le serment de Velasco, et pour mettre en sûreté la vie de Blanco, un projet de loi fut présenté l'autorisant à se rendre librement dans un lieu d'où il ne pût intervenir dans les luttes des adversaires.

Exécuter ces décisions, c'était beaucoup demander au timide Velasco qui n'essaya même pas, faute de moyens, de sauver la vie de Blanco, traîtreusement assassiné dans sa prison par ceux-là même qui avaient si habilement tramé sa chute. L'assassinat eut lieu dans la nuit du 1er janvier 1829, et le cadavre, nu et criblé de blessures, fut jeté sur un fumier. Velasco,

incapable de se faire obéir, fit jurer aux meurtriers l'impunité de leur crime.

La terreur ne fut pas moins grande dans l'Assemblée qui se reprochait d'être cause du meurtre par ses décisions contraires à l'esprit militaire, prédominant, alors qu'elle aurait pu atteindre par d'autres moyens les résultats qu'elle se proposait.

Cela, tout le monde le disait. Aussi, n'ayant pas le courage d'affronter la colère populaire, l'Assemblée se dissout-elle sans bruit, sans expliquer sa conduite ni rendre compte de ses actes, lâchement et avec le poids d'un grand crime sur la conscience.

Alors, le président Velasco, impressionné par les événements et impuissant à diriger les affaires politiques, annula par son décret du 31 janvier les actes de l'Assemblée et, déclarant en vigueur le régime établi par le premier Congrès, appela le général Santa Cruz à la présidence de la République.

II. — PRÉSIDENCE DE SANTA CRUZ

Santa Cruz, comme il a été dit, était au Chili pour le compte du gouvernement péruvien, et ce fut de là qu'il revint en Bolivie, impatiemment attendu par Velasco. Il arriva le 19 mai 1829 à La Paz et, le 24, il prêta le serment accoutumé par devant le préfet de cette ville, qui était don José Ballivian, l'un des principaux acteurs des événements de Chuquisaca. Santa Cruz profita de la cérémonie du serment pour exposer à grands traits son programme :

« J'augmenterai, dit-il, soit par la politique, soit par la force, le prestige de la Bolivie.... Je veux m'occuper personnellement de la tenue et des autres besoins de *mon* armée.... »

Le préfet Ballivian ne perdit pas non plus l'occasion de rappeler le rôle qu'il avait tenu dans les tragiques événements de Chuquisaca, et demanda à Son Excellence la permission de se retirer dans sa famille, ou de s'éloigner de la Bolivie, comme Armaza et lui s'y étaient engagés par serment, jusqu'à ce que le temps eût effacé le souvenir de ces jours terribles.....

La désorganisation du pays était alors évidente : les revenus publics suffisaient à peine à couvrir les dépenses les plus urgentes ; l'armée, dans son orgueil, se prenait pour la pierre angulaire de la nation ; la haine entre les factions, qui voulaient être des partis, était intense et le sang, qui bientôt

allait couler à torrents dans les campagnes désertes de la République, avait déjà été répandu dans des luttes égoïstes.

Cependant un décret d'amnistie, en faveur des adversaires des gouvernements antérieurs, fit espérer une ère de paix et de concorde ; mais il fut annulé, presque aussitôt, par un autre qui punissait de mort toute tentative de sédition armée et récompensait la délation. Bientôt les députés Oroso et Padilla, qui avaient joué un rôle important dans l'ancien Congrès, furent proscrits sous des prétextes insignifiants, ainsi que le général Loayza, à qui la présidence revenait de droit après la disparition de Blanco.

Santa Cruz, comme s'il s'était aperçu du besoin urgent qu'avait la Bolivie d'un port naturel et facile sur l'océan Pacifique, décida que Cobija serait déclaré port franc et créa sur le littoral d'Atacama, séparé de la partie vivante de la nation par un immense désert, un département nouveau, mais insignifiant dans l'économie du pays.

Économe des deniers publics, mais prévoyant les besoins collectifs, il édicta plusieurs dispositions qui accrurent les rentrées fiscales et, devançant les gouvernements des États voisins, il dota le pays d'une législation complète et nouvelle, presque en tout conforme aux progrès de l'époque, instituant, à cet effet, une commission de notables jurisconsultes, parmi lesquels on distinguait Olañeta, Antequera, Llosa, Guzman, Urquidi et d'autres.

Santa Cruz était originaire d'un petit village des bords du lac Titicaca, nommé Huarina, et se destina de bonne heure à la carrière militaire. Il servit neuf ans dans les troupes royales, jusqu'en 1820. Fait prisonnier, il ne tarda pas à embrasser la cause de l'indépendance. Insinuant, hardi et extrêmement intelligent, il ne perdait jamais de vue son intérêt personnel. Il était aussi ambitieux de gloire et d'honneurs. On ne lui reprochait que de subordonner les travaux de la culture intellectuelle à ses désirs de prépondérance militaire.

La désorientation du pays, à son entrée en fonctions, le désir qu'on montrait de le réorganiser, lui permirent d'abroger la Constitution de 1826 et de lui substituer un statut provisoire, dont les points principaux de doctrine étaient le respect de la religion catholique, la défense de l'indépendance nationale et l'observance du système représentatif dans l'exercice du gouvernement, assumant ainsi presque insensiblement la dictature, seul moyen de réaliser ses idéals politiques.

Entre autres qualités, Santa Cruz possédait à un très haut degré le don

de l'administration. Le rendement régulier des impôts, une stricte économie, l'augmentation des revenus, permirent de mieux organiser les services publics, de les payer avec plus d'exactitude, de sorte que le personnel de l'administration, vu l'abondance de ce temps et le prix minime des articles de première nécessité, put vivre largement. On ne tarda pas à voir dans ce bien-être général l'œuvre exclusive et féconde de la main du président. Puis, pour éviter, dit-on, l'exportation excessive de la monnaie, on en diminua le titre de métal fin et on en accrut sans limite la frappe. Il y eut ainsi une abondance de numéraire telle qu'on n'en avait jamais vu dans la nation.

La difficulté des transports, et l'éloignement considérable des ports utilisés par le commerce extérieur, favorisèrent aussi sur une grande échelle la naissance et le développement de certaines petites industries locales, telles que le tissage des toiles et la fabrication de vêtements, de chaussures, de verre, de poudre et, sauf les fusils, de tous les articles de guerre, aussi bons que ceux d'Europe, disait Santa Cruz lui-même, dans son message au Congrès de 1831.

Ce Congrès, composé des partisans les plus décidés du président dictateur, se réunit à La Paz, au commencement de juin 1831, et sanctionna, le 4 août, la seconde Constitution bolivienne, différente, en ses préceptes fondamentaux, de celle de 1826. Elle abrogeait la Présidence à vie, divisait les pouvoirs publics en exécutif, législatif et judiciaire, et créait un Conseil d'État. Le chef du gouvernement s'appela président constitutionnel.

Dans son message présidentiel, Santa Cruz se louait, lui-même, de toutes ses réformes qui faisaient la prospérité du pays. Il présentait ensuite sa démission, que le Congrès s'empressa de ne pas accepter. Dès lors il se consacra tout entier à son travail administratif, faisant sentir partout sa puissante influence et restant comme le seul arbitre de toutes les destinées. Son nom devint une sorte de talisman sacré et sa famille jouit de faveurs proscrites dans la démocratie. La presse naissante ne lui marchanda pas ses flatteries, et chaque anniversaire du président ou de sa femme donnait lieu à des réjouissances et à des fêtes nationales. Il savait entourer tous les actes de sa vie sociale d'une pompe inusitée et extravagante. Aimant à l'excès les titres, les décorations et l'apparat extérieur, comme les traits de sa physionomie accusaient la marque indélébile de son origine indigène, il aurait au moins voulu passer pour un rejeton naturel de la dynastie presque éteinte des Incas.

Sa forte situation dans le gouvernement, sa notoriété, enviée par beaucoup dans les pays voisins, son armée aguerrie, disciplinée et assez nombreuse, lui firent croire que le moment était venu de former une confédération d'États assez puissante pour se défendre avec succès contre toute attaque. Le Pérou lui paraissait avoir la force d'attraction nécessaire, qui manquait à son propre pays pour s'imposer aux autres; aussi, son ambition était de gouverner de nouveau cette République qui avait toute sa préférence.

Le pouvoir était alors exercé au Pérou par le général Gamarra, avec qui Santa Cruz n'avait jamais pu s'entendre. Tous les deux voulaient la fusion des deux Républiques sur une base fédérative par l'annexion de la Bolivie au Pérou ; mais l'ambition du rusé Péruvien était vieille et bien connue, tandis que Santa Cruz voulait agir avec dissimulation et sauver les apparences. Leur antagonisme avait donc pour cause la force exclusive de leur ambition, plutôt que le but qu'ils poursuivaient.

La présidence de Gamarra prit fin en 1833 et, aussitôt, Santa Cruz, autorisé par le Congrès de cette année, voulut obtenir d'Orbegoso, successeur de Gamarra, ce que celui-ci lui aurait toujours refusé ; mais Gamarra, voyant sa politique trahie, souleva ses partisans contre le nouveau président. Ses troupes l'abandonnèrent après une rude campagne et il passa en Bolivie, où il se mit à conspirer, d'accord avec Santa Cruz, contre le gouvernement d'Orbegoso. Or, les deux présidents avaient convenu et signé d'unir leurs troupes sous le commandement de Santa Cruz et aux frais du Pérou, tandis qu'Orbegoso convoquerait dans son pays une assemblée « pour fixer les bases de sa nouvelle organisation et décider de sa destinée future ».

Cette politique d'intrigues de Santa Cruz devait forcément éveiller les défiances de Gamarra qui s'en alla, enfin, seconder les projets de Salaverry, soulevé aussi contre Orbegoso et sa politique d'alliance avec Santa Cruz. Alors, celui-ci, autorisé par le Congrès de Bolivie, passa le Desaguadero à la tête de 5.000 hommes et lui communiqua de Puno son accord avec Orbegoso en vue de réunir en confédération les deux Républiques.

L'armée de Santa Cruz et d'Orbegoso remporta un magnifique succès sur celle de Gamarra, le 13 août 1835, à Yanacocha, et peu après, malgré le glorieux échec d'Uchumayu, dû à l'énergie sans précédent et au talent merveilleux de Salaverry, un autre plus complet et plus honorable encore

à Socabaya, le 7 février 1836, dans lequel Salaverry fut fait prisonnier avec son armée. Ce général, condamné par un tribunal péruvien, aux ordres de Santa Cruz, fut fusillé quelques jours après à Aréquipa. Cette exécution fut une faute que Santa Cruz paya plus tard de l'écroulement de ses aspirations.

Ces deux victoires lui ouvrirent le Pérou et rendirent possible son projet de confédération. L'Assemblée péruvienne, réunie à Sicuani, déclara libre l'État du Sud, composé des départements de Puno, de Cuzco, d'Aréquipa et d'Ayacucho, avec l'obligation d'entrer dans un concert fédératif avec l'État péruvien du Nord et la Bolivie, sous le commandement suprême du maréchal Santa Cruz.

En Bolivie, un Congrès extraordinaire, réuni à Tapacari, près de Cochabamba, approuva les actes de Santa Cruz et lui permit d'accepter le protectorat qu'on lui offrait. Les membres de ce Congrès, choisis par le président lui-même, étaient complètement à sa dévotion.

Presque en même temps, l'Assemblée du nord du Pérou, convoquée à Huara, conférait à Santa Cruz le gouvernement à vie de la Confédération avec le titre de Protecteur Suprême, et lui accordait le droit dynastique de choisir son successeur à la présidence...

Immédiatement, Santa Cruz proclama la Confédération du Pérou et de la Bolivie, par son décret du 28 octobre 1837, et décida qu'un Congrès de plénipotentiaires des trois États, réuni trois mois après, en janvier 1838, à Tacna, en établirait les bases.

Ces faits réveillèrent les craintes du Chili et de l'Argentine, où l'on vit avec déplaisir s'élever un État qui, tôt ou tard, prétendrait à la prépondérance dans l'Amérique du Sud et serait une véritable menace pour les autres pays du continent. Santa Cruz, mis au courant de ces soupçons et des intrigues qu'ils faisaient naître, partit du Pérou avec une partie de ses troupes et vint à Tacna, en Bolivie, où devait être signé le pacte de la Confédération par les plénipotentiaires des trois États, ce qui eut lieu, en effet. Il ne songea plus alors qu'à soutenir par les armes son œuvre menacée par la méfiance des autres pays.

Le pacte de la Confédération, par certains détails, troublait les peuples mêmes qu'il favorisait. La présidence à vie du Libérateur, qui alarma autrefois le Pérou et fut combattue victorieusement à Lima par Santa Cruz lui-même, y reparaissait aggravée du droit de transmettre héréditairement le

pouvoir, chose tout à fait contraire aux principes élémentaires de la révolution.

La protestation surgit en Bolivie du sein même des amis et des partisans du président, tels que le vice-président Calvo, qui, en l'absence de Santa Cruz et contrairement à ses instructions, convoqua le Congrès de 1837, où le projet de Confédération fut repoussé parce qu'il exaltait trop le Protecteur et dissimulait leur assujettissement au Pérou.

Ce fut, sans doute, cette décision, jointe au désir qu'avait le Chili, excité par le ministre Portales, de détruire son œuvre, qui lui fit envoyer une expédition dirigée par le général Blanco Encalada. L'armée s'engagea dans la montagne jusqu'à Aréquipa ; mais, harcelée par la rigueur du climat, les maladies et la supériorité de l'ennemi, elle dut s'arrêter. Blanco signa la paix de Paucarpata le 17 novembre 1837 et, moyennant quelques concessions, obtenait du Chili l'engagement de n'intervenir sous aucun prétexte dans les affaires intérieures de la Confédération.

Les difficultés ainsi aplanies avec le Chili, le Protecteur partit pour la Bolivie, résolu à faire annuler tout ce qui avait été décidé par le Congrès de 1837. Il en convoqua un nouveau à Cochabamba et, pour qu'il ne donnât pas les mêmes résultats que le précédent, il fit arrêter ou exiler, sous des prétextes futiles, les chefs de l'opposition, s'assurant ainsi une majorité qui approuva, le 3 mai 1838, le Pacte de la Confédération.

L'Argentine, partageant les craintes du Chili, avait aussi envoyé une armée au sud de la Bolivie, sous le commandement du général Heredia. Elle fut complètement battue par le général Brown à Iruya, à Humahuaca et à Montenegro.

A La Paz, où il se trouvait, Santa Cruz apprit que le gouvernement du Chili refusait de remplir les conditions du traité de Paucarpata, prétendant que Blanco Encalada avait outrepassé ses pouvoirs ; tandis qu'au fond, ce gouvernement, poussé par Gamarra et par tous les réfugiés péruviens, croyait pouvoir, par une expédition mieux organisée et avec l'appui d'une partie du Pérou, renverser ses plans ambitieux. Il envoya donc une seconde expédition, commandée par Bulnes : ce fut alors qu'Orbegoso, président de l'État du nord du Pérou, fit défection avec ses troupes, portant un rude coup à la Confédération, et dont Santa Cruz eut du mal à se remettre.

Malgré tout, il ne se découragea pas. Pendant que les troupes chiliennes entraient à Lima, il se mit à réorganiser les siennes à Cuzco et attendit là

que l'ennemi vînt le chercher dans le cœur de la montagne ou qu'il fût décimé par le climat et les maladies, s'il restait sur la côte ; mais, voyant que la situation se prolongeait, il se décida pour l'attaque et se dirigea sur Lima, évacué par l'ennemi. L'entrée du Protecteur dans la *Ville des Rois* eut lieu le 9 novembre 1838. Il commit l'imprudence d'y rester, tandis que l'ennemi renforçait son armée avec les deux mille hommes amenés par l'actif Gamarra. Le jour de la bataille décisive de Yungay, le 20 janvier 1839, l'armée bolivienne, malgré une résistance héroïque, fut mise en complète déroute.

Santa Cruz voulut se relever de cette défaite, croyant trouver un appui dans le sud du Pérou ; mais la démoralisation avait gagné ses meilleurs éléments et, quand il apprit que Velasco, son plus fidèle lieutenant, s'était mis à leur tête, entraînant d'autres chefs, même Ballivian, qui soutenaient la politique chilienne, il ne lui resta plus d'autre ressource que de s'éloigner de ces côtes et de s'enfuir à Guayaquil.

III. — ANARCHIE

A la Confédération succéda un nouveau gouvernement qui s'appela la Restauration, et dont l'unique objet était de détruire tout ce qui avait été fait par le précédent. Velasco, par la volonté du peuple, fut proclamé président provisoire, titre qu'il se fit confirmer par une Assemblée constituante, réunie à cet effet le 13 juin 1839.

Ce peuple, prêt à donner ses voix à tous ceux qui avaient combattu la politique du Protecteur, désigna le général Ballivian comme vice-président ; mais l'Assemblée ne tint aucun compte de ce choix. Alors, ce soldat, blessé dans son amour-propre et dans son ambition, se mit en guerre contre son allié d'hier. Il ne lui fut pas difficile de réunir une armée de mécontents et d'ambitieux, déçus dans leurs espérances.

L'Assemblée reçut la nouvelle de ce soulèvement avec une profonde indignation, qualifiant Ballivian de traître à la patrie et le mettant hors la loi. Puis, partant de ce principe, alors admis, que les réformes devaient se faire par des lois dictées par les Parlements et inintelligibles pour le peuple tout à fait illettré ou insuffisamment instruit, cette Assemblée s'imposa la tâche de reviser, pour la quatrième fois en quatorze ans, la

Constitution de Bolivar, restreignant les attributions du pouvoir exécutif, abolissant la peine de mort, reconnaissant le droit de pétition et créant, enfin, les municipalités. En même temps, un jugement public, rendu contre le Maréchal Protecteur, le 2 novembre, le déclarait traître à la patrie, indigne du nom bolivien et le mettait hors la loi.

Velasco, pendant ce temps, s'était mis en campagne contre Ballivian ; mais il revint bientôt, car le chef rebelle, abandonné par une partie de ses troupes, s'était vu obligé de se réfugier au Pérou. Ce pays, de nouveau gouverné par Gamarra, poursuivait la ruine et la destruction de la Bolivie.

Devant ce danger, le gouvernement bolivien interdit tout échange avec le Pérou, y compris le passage par le territoire ennemi, déclarant traître tout Bolivien qui se rendrait dans ce pays, et espion tout Péruvien qui entrerait en Bolivie. Mais la République appauvrie n'était pas en état de faire la guerre, et le gouvernement préféra envoyer une mission diplomatique, qui s'empressa de signer un traité, désavantageux et humiliant pour la nation, et bientôt remplacé par un autre, guère plus avantageux, par lequel la Bolivie renonçait à se rendre solidaire des actes de son gouvernement de l'année 1836 et s'engageait à payer les frais de la guerre contre Santa Cruz.

Tout semblant ainsi arrangé, le gouvernement résolut de faire un voyage dans l'intérieur du pays pour modérer la propagande cruciste et déjouer toutes les tentatives de révolte ; mais le président fut arrêté à Cochabamba par les partisans de Santa Cruz et, le 10 juillet, s'effectua la révolution qui reçut le nom de la « Régénération ». Le général Sébastian Agreda fut proclamé président provisoire en attendant le retour au pays du proscrit de Guayaquil. Velasco fut exilé en Argentine ; mais sa chute ne favorisa nullement l'ancien régime. Gamarra, apprenant ces faits, et sous prétexte que le retour de Santa Cruz au pouvoir contenait un danger pour son pays, envahit la frontière de la Bolivie à la tête de son armée, bien que Calvo, en qualité de chargé du pouvoir exécutif, en remplacement d'Agreda qui s'était mis en campagne contre les partisans de Velasco, l'assurât formellement qu'il ne s'agissait plus de rétablir la Confédération, l'air de la Bolivie ne lui étant pas favorable.

Sans tenir compte de la sincérité des promesses de Calvo, Gamarra occupa le département de La Paz avec 6.000 hommes bien disciplinés et suffisamment équipés.

L'anarchie faisait rage dans la République. Plusieurs villes et une partie de l'armée, craignant le retour de Santa Cruz, s'étaient déclarées en faveur de Ballivian, complice du général péruvien dans l'invasion du territoire ; Velasco, revenu de son exil à la tête de ses partisans, voulait reprendre le pouvoir ; les partisans de Santa Cruz ne renonçaient pas à s'imposer de nouveau et, en cela, aucune orientation, car, tandis que l'armée proclamait Ballivian président de la République dans un village près de La Paz, le 22 septembre 1841, le 25, Velasco était également proclamé président légitime dans la capitale.

Cette agitation n'avait pas, cependant, étouffé dans les divers partis le sentiment de la nationalité, et le général péruvien dut le constater avec stupeur quand, prenant conscience du but de sa seconde intervention dans leur pays, les Boliviens, réconciliés, allèrent tous, Velasco le premier, grossir les troupes de Ballivian. Ils avaient compris qu'ils ne pouvaient se soustraire à la conquête qu'en prenant pour chef un soldat jeune, ambitieux et énergique, qui s'était déjà signalé pendant la guerre de la Confédération.

Cette unanimité obligea Ballivian à prendre le pouvoir et, afin d'avoir les mains libres, il déclara sans force et sans valeur les constitutions de 1834 et de 1839.

Gamarra abandonna La Paz au commencement de novembre et, menacé d'être coupé dans sa retraite par l'armée improvisée de Ballivian, il alla occuper Viahca, village de la steppe, à six lieues de distance.

Les Boliviens l'attendaient près de Sicasica. Les deux armées se rencontrèrent dans la plaine d'Ingavi, le 18 novembre, et Gamarra, mis en déroute, paya de sa vie ses projets contre l'existence d'un peuple énergique et guerrier.

Après avoir refait son armée à La Paz, Ballivian se dirigea sur Puno afin de porter la guerre sur le territoire de l'adversaire traditionnel ; mais il dut revenir vite parce que les partisans de Santa Cruz se remuaient pour provoquer un mouvement de réaction en faveur de leur chef. Avant de s'éloigner du Pérou, il signa avec cette nation le traité de paix du 7 juin, honteux, jusqu'à un certain point, pour les armées victorieuses qui n'obtinrent même pas une indemnité de guerre.....

IV. — PRÉSIDENCE DE DON JOSE BALLIVIAN

Ballivian convoqua, le 23 avril 1843, une Convention nationale qui le nomma président constitutionnel, approuva ses actes, déclarant qu'il avait bien mérité de la patrie. Cette Convention fit plus : elle vota une quatrième constitution qui reconnaissait l'irresponsabilité du président, portait à huit ans la durée de son mandat, lui donnant le pouvoir de dissoudre le Parlement et de nommer les membres de la Cour Suprême, c'est-à-dire, qu'elle permettait au mandataire d'agir selon son caprice et sans le contrôle des Chambres, qui ne devaient se réunir que tous les deux ans.

Ballivian, comme Santa Cruz et Blanco, avait commencé sa carrière militaire en s'engageant dans les troupes royales. Il devint ensuite l'un des défenseurs les plus désintéressés de la cause de la révolution, cherchant à se distinguer, non seulement par son courage et son talent dans la guerre, mais aussi par la culture intellectuelle, alors dédaignée par les militaires.

Autoritaire, comme Santa Cruz, il donna tous ses soins à l'armée, sur laquelle il comptait pour maintenir l'ordre et consolider sa situation de chef du gouvernement. Il alla même, suivant en cela les leçons du Protecteur, jusqu'à violer la correspondance privée et établir un système de police secrète et de délations intéressées, qui lui permirent de découvrir un complot tramé par les amis de Santa Cruz.

Le niveau intellectuel des masses était alors très bas et la situation des établissements scolaires lamentable. Il n'y avait dans toute la République, Cochabamba exclu, que 54 écoles primaires et 5 d'instruction supérieure. En 1842, un seul collège était en exercice. Aussi, ceux-là même qui se distinguaient dans la politique, manquant complètement de connaissances scientifiques, n'étaient que des orateurs à la parole facile et ampoulée, mais pauvres d'idées.

Les journalistes et les dirigeants ne s'occupaient que des machinations de Santa Cruz, qui rôdait autour des frontières de la Bolivie, prêt à se mettre à la tête de ses partisans. Il s'attendait à être replacé par le peuple dans le fauteuil présidentiel, quand il fut arrêté au Pérou et ensuite exilé en Europe avec une pension de 6.000 pesos par an, fixée par le Chili, le Pérou et la Bolivie, qui enchaînèrent ainsi ce Prométhée américain.

Libre de ce côté, Ballivian se consacra entièrement à son travail administratif. Il fit explorer les régions du Pilcomayo, ouvrir des routes, reconnaître le cours de certains fleuves dans le but de trouver un débouché facile sur la mer, seul moyen de mettre en valeur des territoires stériles et inconnus, et d'entrer en contact avec les peuples civilisés.

Selon le livre de Dalence, « Statistique de Bolivie », la population en 1845 et 1846 était de 2.133.893 habitants, y compris les indigènes soumis, et les indigènes sauvages des hautes altitudes et des bois. Tous ces gens vivaient dans 11 villes, 35 bourgs, 282 villages, 2.855 hameaux et 7.823 maisons isolées ; mais les villes, d'aspect colonial, avaient peu de ressources, les villages et les hameaux ne connaissaient pas certains services élémentaires et, dans les maisons isolées et les habitations des propriétés foncières rustiques, on vivait dans une pauvreté plus grande que celle des humbles classes laborieuses des capitales européennes.

L'activité réellement déconcertante de Ballivian, secondée par le travail dévoué et discret de ses collaborateurs, son désir de hâter la naissance des beaux-arts en appelant des professeurs, des artistes et des explorateurs étrangers, lui valurent la sympathie de tous ; tandis que sa belle prestance et son goût pour les uniformes brillants, tout chamarrés d'or, attiraient les femmes, qu'il aimait gaies et jolies.

Cette atmosphère d'hommages était entretenue par le journal *La Epoca*, qui apparut le 1er mai, amenant une heureuse révolution dans la presse. Jusque-là les journaux, de très petit format, subventionnés par le gouvernement, ne rapportaient que des faits régionaux ou personnels, entretenant des haines et des rancunes qu'aucune haute aspiration ne pouvait dissiper. *La Epoca*, fondée par des Argentins, échappés aux brutalités du tyran Rosas et protégés par Ballivian, pouvait, par son service de nouvelles, ses articles bien rédigés, son format propre et correct, rivaliser avec les meilleurs journaux des plus riches pays du continent.

Ce pays, sans routes, sans canaux et sans littoral, était dans un isolement complet. Les questions de culture morale et intellectuelle préoccupaient à peine les gouvernants, qui ne cherchaient qu'à s'imposer, à dissiper en fantaisies personnelles les deniers publics, à briller, étourdir, aveugler, enfin.

La plupart des gens vivaient au jour le jour, sans s'inquiéter de l'avenir. La vie était facile et bon marché ; aussi ne travaillait-on pas. Les fêtes

civiles et religieuses faisaient perdre aux ouvriers sept mois de l'année. Il est vrai de dire qu'une personne ne dépensait pas plus de 27 réaulx par mois, pour tous frais.

Du reste, on menait une vie patriarcale, les familles se visitant aux diverses heures du jour et entretenant généralement des relations cordiales et sincères ; mais le soir, passé onze heures, les rues, non pavées, restaient obscures et désertes. Cette vie n'était ni triste, ni monotone, cependant.

Ballivian gouverna trois ans sans être inquiété. C'est alors qu'on découvrit l'existence de vastes gisements de nitre sur le littoral bolivien, sans que le pays se doutât de l'importance de cette richesse. Il n'en fut pas de même au Chili où, aussitôt après la découverte de ce précieux produit, on se préoccupa d'élever des prétentions sur ces territoires indiscutablement boliviens. En même temps, le gouvernement du Pérou faisait tout son possible pour réveiller l'esprit turbulent des Boliviens, car Castilla, président de cette République, ressentait, comme Gamarra, une aversion profonde pour le pays voisin.

Castilla, pour atteindre la Bolivie, frappa d'énormes droits les articles d'exportation boliviens. Ballivian le paya de la même monnaie, en frappant les produits péruviens des mêmes droits que ceux d'outre-mer.

Mais les hostilités des deux gouvernements ne s'arrêtèrent pas là. Ils tâchèrent de se renverser l'un l'autre, en exploitant le mécontentement des militaires, surtout. Castilla réussit le premier à ébranler la fidélité de beaucoup d'officiers, du colonel Manuel Isidoro Belzu entre autres, dont les relations amicales avec Ballivian s'étaient refroidies depuis certaine intrigue d'alcôve où tous les deux se trouvèrent mêlés.

Ballivian envoya le colonel à l'avant-garde de l'armée sur les frontières du Pérou. Belzu, sous divers prétextes, refusa d'accomplir cet ordre. Alors Ballivian, dont le caractère autoritaire ne supportait pas la désobéissance, ordonna que le colonel fût dégradé et enrôlé comme simple soldat dans un bataillon cantonné à Obrajes.

Cette mesure frappa de stupeur toute l'armée, qui aimait Belzu pour son courage et son esprit dégagé ; aussi ne fut-elle pas surprise d'apprendre, le lendemain matin, que l'ex-colonel avait soulevé ses nouveaux camarades et obligé Ballivian à s'enfuir précipitamment par les toits de son palais. Mais l'intervention efficace de don Mariano, frère du président, ramena le

bataillon mutiné, et ce fut Belzu qui, à son tour, dut fuir au plus vite jusqu'au Pérou.

Cette prouesse de Belzu fut le commencement d'une série de révoltes, suscitées sur divers points, par les partisans de Velasco et même de Santa Cruz, tranquille dans sa résidence d'Europe.

Ballivian dut proclamer la dictature et se mettre en campagne pour étouffer les mouvements surgis de tous côtés, dans la province de Cinti, à Potosi et autres lieux. L'inspirateur, le chef des rebelles, était le docteur Casimiro Olañeta qui, jusqu'alors, s'était montré le serviteur dévoué, l'ami et l'admirateur du héros d'Ingavi, mais lui cachait avec une malice hypocrite les symptômes de mécontentement que le président, mal entouré, ne voulait ou ne pouvait pas voir. Ce n'est qu'au moment où éclata la révolte de Sucre qu'Olañeta lui annonça par une lettre cynique le soulèvement et sa trahison.

Ballivian marcha sur Potosi avec les troupes qu'il destinait à la guerre contre le Pérou et, battant, le 7 novembre 1847, à Vitichi, l'armée de Velasco, commandée par le général Sebastian Agreda, il releva aussitôt de leurs charges civiles et militaires tous ceux qui avaient montré de la sympathie pour la révolte.

A Sucre il apprit que Belzu, revenu du Pérou, avait soulevé un de ses bataillons et réuni un fort parti. Cette nouvelle l'alarma au point de lui suggérer l'intention de se démettre de sa charge entre les mains du général Guillarte, président du Conseil d'État. Il suivit en cela le conseil du journaliste argentin, don Domingo de Oro, l'un de ses intelligents collaborateurs.

Ballivian croyait sincèrement que le peuple, fatigué des luttes ambitieuses des chefs militaires, finirait par le rappeler, surtout s'il mettait à la tête du gouvernement un homme politique insignifiant comme l'était Guillarte.

Celui-ci, devinant les desseins de Ballivian, essaya d'une politique de conciliation et appela le peuple à des élections présidentielles. Les exilés pour faits politiques furent amnistiés ; mais, peu de jours après, des mouvements se produisirent dans les casernes et une partie des troupes fit défection, acclamant toutes le nom de Belzu. Guillarte n'eut plus qu'à s'enfuir au Pérou, d'où il écrivit une lettre ouverte à Ballivian, l'accusant d'avoir suscité l'esprit anarchique dans le pays pour se faire invoquer comme l'ange tutélaire de la Bolivie.

V. — QUATRIÈME PRÉSIDENCE DE VELASCO

Belzu, sachant que le peuple s'était prononcé en sa faveur, ne voulut pas recueillir tout de suite la succession de Guillarte. Il envoya donc une note à Velasco, l'invitant à se charger de la présidence.

Velasco annonça par décret qu'il reprenait le commandement et choisit pour ministres Belzu lui-même, fait général par une assemblée populaire à La Paz, et le docteur Oleñata. Un autre décret du 4 février proclama la dictature présidentielle.

Mais, si le président n'était pas disposé à se livrer à des fantaisies extravagantes et arbitraires, il n'en était pas de même de ses ministres Belzu et Olañeta. Le docteur voulait affermir le pouvoir du gouvernement par une politique de persécutions et de bannissements, tandis que le soldat s'efforçait de gagner la sympathie de ses amis et de ses ennemis en les flattant et en les soutenant. L'un était vaniteux et méfiant; l'autre, ambitieux et profondément immoral : les deux se valaient. Olañeta eut pour lui les Chambres au congrès de La Paz, où ses amis l'emportaient par le nombre; Belzu trouva ses meilleurs soutiens dans la presse qui, après l'avoir condamné dans un langage souvent grossier, louait aujourd'hui, outre mesure, son courage militaire et son patriotisme désintéressé. Son attitude de triomphateur exaspérait son rival et, comme les feuilles publiques ne cessaient de présenter Belzu comme un éminent homme d'État, Olañeta eut un trait mordant de bonne humeur et d'ironie ; il supplia la presse de ne pas faire son éloge, préférant ses critiques comme plus propres à l'éclairer dans la conduite du gouvernement.

Au Congrès de 1848, tenu à Sucre, le président Velasco s'éleva, dans son message, contre la domination de Ballivian et commit l'imprudence de soutenir la dangereuse théorie que les militaires avaient le devoir de protester contre toutes les tyrannies. Il terminait en exaltant Belzu, qui avait eu « la gloire de commencer la grande œuvre de la liberté de la Patrie ».

Ce congrès approuva tous les actes de la dictature de Velasco et le nomma président constitutionnel, contre l'attente de Belzu qui, désespérant d'arriver par les voies légales à la situation ambitionnée, poussa les militaires à la révolte et se fit proclamer président par eux à Oruro.

Belzu fit semblant d'ignorer ce mouvement ; mais le Congrès, mis en défiance, déclara traîtres les rebelles et les mit hors la loi. Cependant, se fiant une fois de plus en la parole d'honneur de Belzu, il le chargea d'aller lui-même réprimer la révolte. Belzu se préparait à partir, quand il reçut l'ordre de ne pas s'éloigner de la capitale. Il profita de l'occasion pour déclarer rompus ses rapports avec le gouvernement dont il faisait partie.

Le matin du 3 octobre, Belzu s'enfuit à Sucre et alla se mettre à la tête de l'émeute à Oruro. Au Congrès, présidé par le docteur Jose-Maria Linares, la stupeur et l'inquiétude causées par la fuite de Belzu furent grandes et, quand on sut qu'il prenait les armes contre le gouvernement, il y eut une explosion de fureur parmi les députés dont beaucoup, cependant, éprouvaient de la sympathie pour l'attitude du général.

On apprit bientôt que le capitaine Casto Arguedas avait gagné à la cause de Belzu le bataillon des carabiniers et qu'il approchait de la capitale. Alors le Congrès se dissout et Velasco s'enfuit à Potosi ; mais pour revenir aussitôt à la tête des forces restées fidèles, qui furent mises en déroute, le 13 octobre, par les troupes rebelles d'Arguedas.

Ce succès suffit à gagner le peuple à la cause de Belzu, qui entra à La Paz le 15 octobre. Dans son programme de gouvernement il déclarait accepter le pouvoir, conféré par le peuple, promettant de rendre publics tous ses actes administratifs et de n'exercer aucune sorte de persécutions contre ses adversaires politiques.

Le *Lion du Nord*, comme on appela Belzu à Oruro, se rendit dans cette ville, le 23 octobre, dans le but de continuer la campagne contre Velasco. Belzu était soutenu par les départements du Nord et Velasco par ceux du Sud, tandis que Linares, errant à la tête du pouvoir exécutif, excitait la haine de ses partisans contre l'usurpateur, par de violentes proclamations.

Enfin, après un certain nombre d'escarmouches en divers endroits, les troupes des deux chefs se rencontrèrent le 5 décembre, dans les campagnes d'Yamparaez, où, dans un combat furieux, qui fit plus de trois cents victimes, l'armée de Belzu resta victorieuse.

CHAPITRE III

LA POPULACE EN ACTION

I. — PRÉSIDENCE DE BELZU

Manuel Isidoro Belzu était né en 1808, dans un village des Andes, et, très jeune, il se voua à la carrière des armes, la seule qui, dans ces temps troublés, pouvait lui offrir de larges perspectives. Physiquement, c'était un homme grand, au teint brun, la barbe noire, l'air tout à fait martial.

Aimant peu, et même pas du tout l'étude, il avait un talent naturel et le don de découvrir à l'attitude, aux gestes et aux paroles de ses interlocuteurs, leur secrète intention, se trompant rarement dans ses jugements sur les hommes, presque toujours défavorables et d'un pessimisme désolant.

Extrêmement vaniteux, il avait une haute idée de sa personne et il aimait à surcharger ses uniformes de général d'éclatantes broderies d'or, à monter des chevaux ardents et à être suivi de longs et brillants cortèges.

L'un de ses premiers actes fut d'élever en grade les militaires qui avaient fait la révolution en sa faveur, de remettre en vigueur la constitution de 1839, de nommer l'Argentin don Juan Ramon Munoz Cabrera son secrétaire général d'État, et, enfin, de publier un décret qui défendait et punissait, selon le code militaire, l'usage trop répandu des dénonciations anonymes.

Malgré la popularité qui porta Belzu à la présidence, des révoltes et des protestations ne tardèrent pas à se produire, suscitées par les partisans et les amis de Ballivian et, surtout, par ceux de Velasco. Ce dernier, impuissant à rentrer en possession de la présidence, eut la faiblesse et l'imprudence de demander son appui à don Juan Manuel Rosas, le tyran de l'Argentine, qui, naturellement, le lui refusa.

Les garnisons d'Oruro et de Cochabamba repoussèrent la domination de Belzu ; mais elles furent réduites à l'impuissance par l'action des masses populaires, fanatiques de Belzu. Elles tuèrent à Cochabamba le général insurgé Laffaye et pendirent son cadavre au milieu de la place, pour servir d'exemple. Elles coururent ensuite au pillage des maisons des ennemis de leur chef, s'acharnant particulièrement contre celle du soldat Agustin Morales.

En apprenant ces faits, Belzu partit de La Paz, laissant le gouvernement entre les mains de son conseil des Ministres. Le 12 mars, un de ses bataillons fit défection, proclamant Ballivian, et le chef dut revenir de Ayoayo ; mais, le mouvement ayant encore été étouffé par le peuple, il fut reçu dans la ville, le 14, aux acclamations enthousiastes et délirantes de la vile multitude, extrêmement fière de la victoire qu'elle avait su remporter sur la réaction.

Ce fut le peuple aussi qui noya dans le sang la révolte de Potosi. Alors s'enracina dans l'esprit de Belzu l'idée de s'appuyer exclusivement sur les masses et de flatter leurs passions, attendu qu'il en recevait des marques d'adhésion si sincères et si désintéressées.

Fort de cet appui, il s'investit, à l'exemple de ses prédécesseurs, de pouvoirs extraordinaires et, à la fin de mars, il publia un décret qui déclarait Ballivian traître à la patrie, confisquait ses biens et lui interdisait l'accès dans la République. Il fit plus : il bannit tous les partisans de ce chef, sans excepter les femmes et les ecclésiastiques. Bientôt les exilés se comptèrent par centaines.

A cette époque de barbarie, on ne respectait rien, ni les personnes ni les choses. Les archives nationales, elles-mêmes, furent détruites ou converties, comme à Sucre, « en un amas d'infecte pourriture ».

En présence de cette réaction unanime des partisans de Ballivian, Belzu, assoiffé de haine et de vengeance, n'attendait qu'une occasion pour présenter à ses ennemis jurés un tableau de sang capable de les contenir et de les effrayer. Cette occasion s'offrit à l'arrivée en Bolivie du Français don Carlos Wincendon, soi-disant proscrit de l'Équateur, mais, en réalité, agent secret de Ballivian et dénoncé comme tel aux agents du gouvernement. Mis en prison et jugé sommairement par un tribunal militaire, il fut mis en chapelle et exécuté publiquement sur la principale place de La Paz.

La mort de Wincendon jeta la consternation dans tout le pays, et une

rumeur indignée s'éleva contre le gouvernement en signe de protestation. Alors les feuilles publiques, attachées à Belzu, accusèrent Ballivian d'être la cause de ce qui était arrivé et l'attaquèrent avec plus de fureur que jamais, mettant à jour des hontes domestiques et des crimes réels ou supposés.

Belzu se rendit à Cochabamba pour se trouver plus en contact avec le sud de la République, où les partisans de l'ordre légal continuaient à s'agiter. Il flatta les basses passions de la populace de cette ville en adressant aux métis ces infâmes paroles : « Métis, tandis que vous êtes en proie à la faim et à la misère, vos oppresseurs, les gentilshommes qui exploitent votre travail, vivent dans l'opulence. Or, sachez que tout ce que vous avez sous les yeux vous appartient, parce que c'est le fruit de vos fatigues. La richesse de ceux qui se disent nobles, est un vol qu'on vous a fait. »

Belzu, dans cette action dissolvante, analogue à celle du bolchevisme actuel, était aidé par les stipendiés de la presse, qui n'hésitaient pas à soutenir que la politique présidentielle était la seule vraiment démocratique.

Belzu, pleinement convaincu de son grand rôle, et de plus en plus ambitieux de pouvoir et de popularité, se mit à offrir aux métis de somptueux banquets.

En même temps, sa haine pour ses ennemis se manifestait dans un décret, défendant à la presse de mentionner les noms de Ballivian et de Linares, et dans un autre, non moins curieux, accordant l'amnistie à ses adversaires politiques, à la condition qu'ils jureraient de respecter son pouvoir et la constitution.

Puis, croyant avoir dépassé en magnanimité tout ce qui avait été fait avant lui, il fit procéder à des élections populaires, employant tous les moyens à sa disposition pour faire nommer représentants de la nation ses meilleurs amis et ses partisans ; mais plusieurs districts échappèrent à cette pression et élurent des députés qui, par leur attitude, sauvegardèrent la dignité de la Chambre.

Le Congrès se réunit à Sucre, le 6 août. Belzu, simulant une abnégation qui était loin de son esprit, donna sa démission de président, aussitôt après la lecture de son message. Cette démission, naturellement, fut refusée et le Congrès proclama Belzu président constitutionnel de la République.

Les propriétaires, qui avaient souffert du pillage de leurs demeures, présentèrent à cette Chambre des demandes d'indemnité. Le plus tenace

d'entre eux fut le militaire don Agustin Morales. Belzu lui promit d'agir en sa faveur ; mais le ministre des finances, don Rafael Bustillos, soutint en plein Congrès que les multitudes étaient irresponsables. Il y eut des députés, comme don Lucas Mendoza de la Tapia, qui combattirent ces théories et se montrèrent durs pour le ministre, allant jusqu'à demander qu'on fît passer en jugement les principaux promoteurs des pillages de La Paz et de Cochabamba. La presse du gouvernement qualifia ce projet d'inique et couvrit ses auteurs d'invectives grossières.

Malgré cette soumission de la majorité des représentants au pouvoir exécutif et celle des foules au prestige fascinateur de Belzu, on sentait qu'une haine profonde couvait contre le gouvernement. Devant l'imminence du danger, le président poussait à l'extrême ses moyens de défense. Alors fut créée, à la demande de Belzu, la *Mazorca*, société secrète, où l'on n'entrait qu'à l'aide de formules semblables à celles qu'imposaient les loges maçonniques. On intensifia, en même temps, la politique d'espionnage et de délation, et l'on rendit plus courante que jamais la violation de la correspondance privée, sans que le public trouvât autre chose, pour manifester son mécontentement, que des espiègleries significatives et piquantes à l'adresse du président. Celui-ci, usant de représailles, faisait fustiger les auteurs de ces plaisanteries, comme cela arriva aux élèves du séminaire.

Certains membres de la bourgeoisie, indignés de ces procédés grossiers, et ayant perdu l'espoir d'être indemnisés de la perte de leurs biens, pillés par la populace, jugèrent opportun de supprimer la personne même du chef du gouvernement. Un jour que Belzu, accompagné du colonel Laguna, président du Congrès, se promenait dans le Prado de Sucre, il fut abordé par l'un des élèves du séminaire qui avait été fustigé et reçut une balle en pleine figure. Le président tomba la face contre terre, et alors l'un des conjurés, Agustin Morales, aux aguets dans les environs, se jeta sur le blessé et lui tira deux balles dans la tête. Il voulut l'achever en le faisant fouler par son cheval ; mais l'animal, nerveux et de race, sautait par-dessus l'obstacle sans le toucher. A ce moment, deux des complices s'approchèrent de Belzu, le couteau à la main, pour lui couper la tête. Morales, convaincu d'avoir frappé juste, leur dit : « Ne salissez pas vos couteaux ; il est bien mort. »

Puis il s'élança à travers la ville en criant avec un plaisir indicible : « Le tyran est mort !... »

Mais Belzu n'était pas mort ; il feignait de l'être. On le transporta au Palais, au milieu de la consternation du bas peuple. Des acclamations et des vivats l'accompagnèrent dans sa marche, tandis que l'on criait : « Mort à Ballivian et aux assassins ! »

Le lendemain, 7 septembre 1850, le Congrès, après avoir investi de pouvoirs extraordinaires le conseil des ministres, rédigea une proclamation où il flétrissait l'attentat d'Agustin Morales. Les députés voulaient mettre hors la loi tous les habitants de Sucre, comme complices, et le conseil des ministres, dans une autre proclamation, accusa Ballivian et son parti d'avoir été les instigateurs du complot contre la vie si précieuse du chef suprême de l'État, l'illustre général Belzu...

Dieu protégeait Belzu, disaient les journaux ; et Belzu, lui-même, rétabli au bout de six jours, croyait à la mission providentielle que le ciel lui confiait. Ainsi, le Congrès, la presse, les pouvoirs réunis, exploitant un attentat répugnant et conseillé par des intérêts individuels et de parti exaltèrent encore plus la vanité d'un homme ignorant, superstitieux et rempli d'audace.

Trois jours après l'attentat, le président du conseil, Jose-Gabriel Tellez, fit passer en jugement le colonel Laguna, inculpé d'avoir été d'accord avec les assassins de Belzu. Tellez voulait supprimer celui qui, en cas de mort du président en fonctions, était désigné pour le remplacer. La gravité des blessures de Belzu faisaient considérer sa mort comme certaine. Jugé sommairement par un conseil de guerre, Laguna fut condamné à mort et exécuté, le 19 septembre, sur le lieu même de l'attentat, mourant avec dignité et courage.

Le 24 septembre, le conseil des ministres donna l'ordre à tous ceux qui avaient pris part au complot de rentrer chez eux dans les vingt-quatre heures. On entoura ensuite la ville de forces militaires et l'on procéda, à l'aide d'une soldatesque surexcitée, à des visites domiciliaires et au bannissement de plus de cent personnes de tout âge et de toute condition.

Pour mettre fin à ces violences, quelques députés proposèrent d'enlever à ce corps les pouvoirs extraordinaires dont le Congrès l'avait imprudemment revêtu. Tellez, plein de dépit, détacha deux compagnies de soldats avec l'ordre de fusiller les députés qui refuseraient de lui obéir. Il fit arrêter ceux de la minorité pour les déporter ensuite dans les régions malsaines du Nord-Ouest. Les autres, effrayés et contraints, consentirent à tout.

La convalescence de Belzu dura quarante jours, pendant lesquels on vit des scènes d'une telle violence et d'une telle effronterie, que deux adversaires implacables, comme Ballivian et Linares, s'unirent par un pacte de défense contre les brutalités du gouvernement.

Les craintes fondées d'une révolte arrachèrent le Président de son agréable résidence de Sucre et l'amenèrent à La Paz, où il entra le 1[er] janvier. Il y réunit une Convention nationale, le 16 juillet de cette année, devant laquelle il lut son message présidentiel, document hypocrite et véridique à la fois, mélange de rudes vérités, crûment exprimées, et d'imposture maladive, l'un des rares qui peignent un homme au naturel et toute son époque.

Belzu commence par exalter son œuvre et les progrès réalisés. Il déplore ensuite de ne pouvoir déposer la dictature et de n'être pas assez armé pour faire régner l'ordre et sauvegarder la vie des citoyens. Sans doute songeait-il à se faire conférer par ces vaines formules le pouvoir discrétionnaire. Sur un point seulement, les rédacteurs de son message surent lui faire exprimer une vérité qui lui fut personnelle. De basse naissance, Belzu sentit la nécessité des nivellements démocratiques, en présence de la vanité puérile de certains cercles qui n'avaient d'aristocratique que le nom et la blancheur de la peau, et ce fut lui qui éveilla dans les masses ignorantes la notion de leur puissance comme force numérique. Dès lors surgirent et s'imposèrent des chefs à demi lettrés, mais ambitieux, qui surent exalter les foules par les grands mots de « peuple souverain, fier, viril, grand peuple, etc... ».

La démission de Belzu, qui suivit, fut rejetée, naturellement, et le Congrès récompensa l'attitude de Tellez en lui accordant le haut titre de major-général. Puis, pour la cinquième fois en quatorze ans, il réforma la Constitution, ramenant à une durée de cinq ans le mandat de président, mais lui donnant, en échange, la faculté de se revêtir de pouvoirs extraordinaires, sur le simple avis de son cabinet.

L'Assemblée se sépara le 4 octobre, et, pendant toute l'année 1851, le président gouverna à son gré, ne cessant de stimuler les passions des foules, jusqu'à ce que, au commencement de l'année 1852, le colonel Juan-Jose Perez se permît de lancer une protestation contre les abus du chef de l'État. Le fait est que les débordements de la populace dépassaient les limites permises, et la réaction commençait à relever la tête.

Au mois d'août de cette année, le bruit courut à La Paz que les partisans

de Santa Cruz avaient l'intention d'empoisonner le président. Écho des conversations de cantines, ou des antichambres du palais, ce bruit fut exploité contre les adversaires du gouvernement.

Cet état de choses se compliqua des embarras du Pérou dont le président, Echenique, était vigoureusement combattu par le général Castilla, ami et allié de Belzu. Le général avait aidé ce dernier, alors exilé au Pérou, à renverser le gouvernement de Ballivian.

A son tour, Castilla exigea de Belzu la même aide qu'il lui avait prêtée. Le président bolivien répondit à cet appel en expulsant le ministre et le consul du Pérou, et en envoyant un contingent d'armes et de munitions à Castilla. Puis, sous prétexte d'une visite au sanctuaire de Copacabana, il traversa la frontière du Pérou avec son armée et fit d'inutiles démonstrations de force. Echenique répondit à cette agression en faisant occuper le port de Cobija, qu'il remit au pouvoir du général Agreda, ennemi irréconciliable de Belzu.

La guerre semblait inévitable ; mais Echenique, combattu de tous côtés dans son pays, ne croyait pas à la sûreté de son pouvoir. Il tourna ses armes contre l'ennemi de l'intérieur, qui renversa son gouvernement et mit fin, par sa chute, à la tension extrême des relations entre les deux pays.

Cette incitation à la guerre parut avoir ravivé les instincts belliqueux des ennemis de Belzu. La ville de Santa Cruz de la Sierra se souleva, proclamant Velasco, son idole populaire, et son exemple fut suivi et même précédé sur d'autres points de la République. Des défections nombreuses se produisirent dans les troupes du gouvernement, exaspérant l'esprit de Belzu et lui rendant suspects même les représentants diplomatiques.

La versatilité, l'égoïsme cynique, les trahisons et la bassesse, fruits des instincts de la race, sans aucune discipline morale, florissaient luxueusement sur un sol favorable, au point qu'Olañeta n'hésita pas à écrire une longue lettre au gendre de Belzu, le jeune colonel Córdova, l'excitant à se révolter contre son beau-père, avec promesse d'un avenir plein de riantes perspectives.

Sous l'impression de ces symptômes, Belzu reçut, à son tour, de Paris, une autre lettre de Santa Cruz. Le vieux chef se plaignait des persécutions du gouvernement envers ses partisans, ne demandant pour lui que les considérations de respect qu'il croyait mériter. Il terminait en sollicitant de Belzu l'honneur de servir de parrain à son dernier enfant.

Belzu lui répondit d'Oruro, le 8 juillet, et lui laissa entrevoir qu'il était disposé à abandonner le pouvoir le jour même de l'expiration de son mandat, pour le transmettre par les voies légales à celui que le peuple désignerait, mettant toute sa gloire dans la réalisation de cette idée.

Pendant ce temps, les émigrés de l'Argentine réunis et concentrés sous les ordres de Linares et de Velasco, envahissaient le territoire de la République et s'emparaient de Mojo, misérable village, attenant presque à la frontière. Le gendre de Belzu, Córdova, partit à leur rencontre et défit complètement les forces de ces deux chefs. Ce succès lui valut le grade de général.

A ce moment se terminait un concours littéraire, dont l'objet avait été la composition d'une épitaphe digne de la tombe du Libérateur. Jusque-là, la poésie nationale n'avait produit que des chants, assez pauvres d'inspiration. Ses vers sans force et sans couleur locale ne s'étaient jamais élevés jusqu'à interpréter le fond de l'âme créole. Ce fut donc un événement mémorable que celui qui fit connaître le nom de Jose Ricardo Bustamente, le poète couronné, comme celui d'un créateur d'inspiration noble et élevée. Peu de compositions de la littérature bolivienne peuvent rivaliser avec son épitaphe, qui, cependant, est loin d'être une merveille.

Ce fut aussi à cette époque que Belzu projeta et fit exécuter plusieurs ouvrages d'utilité publique, de préférence ceux qui pouvaient lui gagner la faveur de la populace, comme la Plaza de Toros de La Paz. Le peuple, de son côté, trouvant la vie facile, grâce à l'abondance et au bon marché des articles de première nécessité, se livrait à la paresse et à l'ivrognerie. La consommation des boissons alcooliques était la plaie qui rongeait l'organisme social.

En janvier 1854, Linares, accompagné de Mariano Ballivian, réapparut à la tête d'une expédition révolutionnaire dans la province d'Omasuyos, attenante au Pérou. Grandes furent la colère et la stupeur du gouvernement, à cette nouvelle qui venait troubler son paisible repos. On croyait en avoir fini à Mojo avec cet audacieux chef de partisans, qu'on se figurait livré aux douceurs de son foyer, dans son refuge de l'Argentine, d'où était venue naguère la nouvelle de son mariage. Il agissait, maintenant, dans la même circonscription où se trouvait le gouvernement et allait jusqu'à adresser des lettres de séduction aux chefs de l'armée les plus distingués, comme Acha et Zeballos. Acha fit preuve de loyauté et remit à Belzu la

lettre de Linares qui, le croyant homme d'honneur, le pressait de passer de son côté.

La presse de gouvernement ne manqua pas de qualifier Linares d'être méprisable et ridicule, injure qui fut suivie de beaucoup d'autres inspirées par la peur et l'étonnement.

Ne pouvant pas compter sur la coopération des habitants de la province d'Omasuyos, Linares, constamment harcelé par les bandes d'Indiens dévoués à Belzu, prit le parti de se retirer au Pérou. Avec ses faibles troupes, il lui était impossible de lutter contre celles du gouvernement, disciplinées et fanatiques, alors qu'il n'était pas parvenu à vaincre la résistance des amis du président, même en les tentant par l'offre de fortes sommes d'argent.

Mais les populations ne cessèrent pas pour cela de lutter contre les abus du gouvernement. Santa Cruz de la Sierra prit aussi les armes ; mais elle fut facilement soumise. Le colonel Melgarejo, promoteur de ce mouvement, fut traduit en conseil de guerre ; mais il put éviter l'échafaud, grâce à l'intervention des femmes de Cochabamba et à une lettre d'une bassesse incroyable où, pour se disculper, il déclara n'avoir agi que sous l'influence de l'alcool.

Peu après, une bande d'Indiens d'Omasuyos présenta au Palais, avec une grande joie, la tête tranchée d'un homme, croyant toucher la prime offerte à celui qui apporterait celle du révolutionnaire Ballivian. Or, cette tête n'était pas celle qu'on avait mise à prix. Les Indiens, trompés par une vague ressemblance, avaient assassiné à coups de pierre et de bâton un pacifique médecin de La Paz, appelé Guerra, et propriétaire dans cette région.

Les journaux, au lieu de condamner ce fait, en cherchèrent, chose dangereuse, l'explication dans les desseins de Dieu, favorable à la cause de Belzu. La conscience publique finit par s'alarmer. On voyait que le gouvernement, pour se soutenir, allait avoir recours aux mesures les plus arbitraires. Tous se sentaient menacés, et l'urgence d'en finir avec un pareil état de choses apparut clairement. La peur rendait difficile la réunion des éléments de résistance. On eut alors recours à l'arme anodine des publications anonymes, et dans l'une d'elles on accusa directement Belzu de l'assassinat du médecin Guerra.

Le président se sentit profondément atteint par cette accusation et fit tous ses efforts pour en découvrir les auteurs. Bientôt les soupçons tom-

bèrent sur deux individus. L'un d'eux, don Pedro Iturri, avait offert un asile sûr à Belzu, quand, obligé de fuir à la suite de l'émeute soulevée contre Ballivian, une sentence de mort pesait sur sa tête.

Iturri, jugé par un conseil de guerre, fut condamné à mort et, deux jours après, conduit sur le lieu de l'exécution. A la vue de la victime, le peuple, consterné, résolut de lui sauver la vie à tout prix. Il accourut en masse au Palais, portant en procession les bannières et les images sacrées, et malgré la pluie qui se mit à tomber, hommes, femmes, enfants, prêtres, artisans et militaires supplièrent à grands cris pour la vie du condamné. Les tons menaçants que prirent ces cris devant le mutisme inébranlable du Palais décidèrent, enfin, le président à faire montre de magnanimité, en commuant la peine de mort d'Iturri en celle de dix ans de travaux forcés.

Cette obstination avait un peu refroidi la ferveur de la populace pour son chef, et il fallait la reconquérir.

L'occasion se présenta bientôt au jour anniversaire du président, le 4 avril, qui fut célébré avec plus de pompe que jamais, car il y eut pour le peuple des défilés militaires, des banquets en plein air, des courses de taureaux richement montées et costumées.

Fin novembre, on apprit à La Paz que le général Acha avait réussi à soulever la garnison de Potosi et, naturellement, à se faire proclamer président de la République.

Cette nouvelle jeta le gouvernement dans une terrible consternation. Acha avait donné tant de preuves de fidélité, qu'on ne pouvait expliquer sa défection que par la corruption profonde de la collectivité. On ne pouvait plus se fier à personne ; l'intérêt et l'ambition dominaient tout.

Acha avait pris comme lieutenants deux soldats, Chinchilla et Mariano Melgarejo, d'une réputation aussi mauvaise que la sienne. La presse du gouvernement leur adressait, à raison plutôt qu'à tort, les qualificatifs les plus grossiers et les plus humiliants. Belzu ayant chargé son gendre, Córdova, de combattre cette nouvelle insurrection, la campagne fut courte, car, sans opposer une grande résistance, Acha s'enfuit du pays, le 1er décembre. Sa maison et celles de ses amis furent saccagées par la populace, qui, en récompense de son attitude, reçut une distribution d'argent. Peu de jours après, le président se rendit à Cochabamba.

Cet homme sentit alors, non pas la fatigue du pouvoir, comme l'affirmaient les gazettes officielles, mais la crainte du pouvoir. Il aimait trop

l'éclat des fêtes, la pompe des entrées triomphales et tant d'autres misères qui satisfaisaient pleinement son orgueil d'homme médiocre et sans culture, pour en être fatigué et rassasié ; mais, d'un autre côté, les révoltes constantes, l'obstination implacable de ses ennemis, la trahison journalière des personnes de son entourage, l'insécurité de sa vie finirent par lui inspirer la peur du commandement.

Pour éviter les attentats et les révoltes, il promit d'abandonner le pouvoir à la prochaine législature convoquée à Oruro pour le 1er février 1855, malgré les regrets exprimés par le journal *La Epoca*.

Rien ne put détourner sa résolution, et le 1er février 1855, il se démit du pouvoir par un message où il laissait paraître les profondes inquiétudes qui troublaient son esprit.

Les membres de l'Assemblée et les habitués du Palais s'agitèrent les uns et les autres pour que cette démission ne fût pas acceptée. Elle fut, en effet, refusée, mais Belzu ne consentit à reprendre le pouvoir que si le régime de la transmission légale était mis en vigueur, accordant aux populations le droit d'élire ceux qui leur paraissaient les plus dignes et les plus capables de gouverner.

Cette condition du président fut si prônée, que beaucoup eurent la naïveté d'y croire. L'un d'eux, malgré son expérience de la vie politique créole, fut Santa Cruz. D'Europe il écrivit, le 15 février 1855, une lettre à Belzu, lui annonçant qu'il allait poser sa candidature à la Présidence. Il lui donnait à entendre que, loin de craindre son élection, il pouvait compter sur son appui dans toutes ses prétentions. Ayant besoin de sa coopération, il se conformerait, autant que possible, aux désirs et aux décisions qu'il voudrait bien lui manifester.

Le président et son entourage firent un mauvais accueil à cette nouvelle. Ils s'étaient entendus d'avance pour choisir un candidat qui ne contrarierait en rien leurs plans, comme s'ils étaient les siens et comme ils devaient l'être.

En même temps que sa lettre à Belzu, Santa Cruz envoya à la presse amie et à ses partisans un programme politique, où il assurait qu'instruit par le malheur, il avait médité avec calme sur les actes de son administration. Il avait toujours agi avec des intentions pures et patriotiques, et ses erreurs n'étaient dues qu'à la condition vulnérable de la nature humaine. Mais il se présentait, maintenant, apportant de grandes idées de réformes

et d'améliorations nécessaires, acquises dans ce célèbre foyer de civilisation, où la liberté et le progrès sont des faits pratiques.

Un programme si prometteur n'eut pas la vertu d'enthousiasmer la majorité du pays, et les feuilles publiques le commentèrent avec de grossières plaisanteries. Elles publièrent aussi toutes sortes d'injures contre les autres candidats indépendants, surtout contre Linares. Pour elles, ni Santa Cruz, ni Linares, ni aucun autre des candidats ne méritait l'honneur de ceindre l'écharpe présidentielle. Il fallait à ce moment des hommes nouveaux, « sortis du peuple et qui gouverneraient le peuple ».

C'était là le thème sous lequel Belzu cachait ses plans secrets. Quel serait-il, cet homme sorti du peuple et ayant rendu des services importants à la patrie ? Un journal le fit connaître en publiant la biographie du général Córdova. Beaucoup d'autres feuilles, *La Epoca* elle-même, se rallièrent à cette candidature et la soutinrent dans leurs articles.

Les vertus qu'elles attribuaient à cet homme, jusqu'alors à peu près inconnu, n'arrivèrent pas, cependant, à détourner le courant de l'opinion, qui s'était prononcée en faveur de Linares, ou répartie entre Santa Cruz, Frias, Perez, Avila et Ascarrunz, les autres candidats. On ne voyait dans Córdova qu'un soldat heureux, dont le plus grand mérite avait été d'épouser la fille de Belzu et de mettre son épée complètement au service de son beau-père contre ses ennemis de l'intérieur. De son passé, on ne savait rien ; ses parents et le lieu de sa naissance restaient dans l'ombre la plus obscure.

Abandonné dès sa venue au monde, il avait été recueilli et élevé par des étrangers, dans ce temps de guerres qui éveillèrent en lui l'irrésistible vocation des armes, refuge de presque tous les déshérités et des paresseux.

D'abord simple soldat, il gagna peu à peu par sa valeur et son application les hauts grades de la hiérarchie militaire. D'un caractère faible, magnanime par instinct, il arriva à l'apogée de sa fortune sous l'administration de Belzu.

Ces deux hommes étaient faits pour s'entendre. Même naissance, même origine, même éducation et même pauvreté. L'un s'élève à la présidence et se proclame l'ardent défenseur du peuple ; l'autre, qui garde en lui les rancunes des déceptions, voit un héros dans Belzu. Il l'entoure, il l'adule, le soutient, et fait tant que le grand chef ne peut moins faire que de lui offrir la main de sa fille et la meilleure place à son foyer. Maintenant, il voulait le porter à la première magistrature du pays.

Tout le monde critiquait en secret cette détermination, surtout ceux

qui travaillaient pour leur propre candidature ; mais on dut tacitement se mettre d'accord et accepter comme candidat le jeune général, seul moyen d'empêcher Belzu de se maintenir au pouvoir.

Le jour des élections, la consigne fut observée et Córdova sortit vainqueur du tournoi électoral, par 9.388 voix, contre 4.194 à Linares et 300 à Avila....

II. — PRÉSIDENCE DE CÓRDOVA

Córdova prit le pouvoir le 15 août 1855 et le jour même, le général Belzu, nommé ministre plénipotentiaire de Bolivie en Europe, partit de Sucre pour sa destination.

Le nouveau président se fit gloire, tout d'abord, de respecter toutes les libertés. La presse mit à profit son indépendance pour critiquer sévèrement les mandataires du pouvoir, leur reprochant de ne considérer leur charge que comme un moyen de satisfaire leurs plaisirs sensuels et leur avarice.

Il eut, cependant, la sagesse de s'entourer des meilleurs éléments de son parti, car, ni son éducation, ni sa culture, ne lui permettaient de discerner la manière la plus efficace de subvenir aux besoins pressants de la nation appauvrie et en pleine anarchie.

Il fit rendre un décret d'amnistie générale et créa dans les départements des corps spéciaux, destinés à exécuter et à inspecter les travaux d'utilité publique, à défaut de juntes municipales.

Mais à peine eut-il le temps d'en faire davantage. Dès le premier mois de son élévation, un chef militaire se révolta dans le Nord, proclamant le nom de Linares ; peu après, un autre leva le même drapeau. Alors, le Congrès déclara la patrie en danger, accorda des pouvoirs extraordinaires au gouvernement et suspendit ses sessions, convaincu d'avoir accompli une œuvre bienfaisante. Le gouvernement, de son côté, se hâta d'annuler son décret d'amnistie et, se mettant en campagne contre les rebelles, les battit facilement dans plusieurs rencontres.

Mais ceux-ci ne se découragèrent pas.

Tarija se souleva et fut également soumise.

Beaucoup de chefs révolutionnaires, qui avaient été faits prisonniers et avaient été condamnés à la peine capitale par un conseil de guerre réuni

à Oruro, furent grâciés par le président. Dans son désir de gouverner en paix, il ne perdait pas une occasion de montrer sa générosité, imitant, toutefois, les façons théâtrales de son prédécesseur. Tout fut inutile. La révolte prenait partout les armes, le mécontentement devenait général. La cause de ces conspirations, qui se renouvelaient tous les trois mois, était la faim, et il était facile aux ambitieux, Linares en tête, de mettre en mouvement les besogneux, les gens sans métier ni emploi.

L'obstination de ce dernier était réellement stupéfiante. Son énergie et sa fougue indomptables étonnaient. Il fit de la conquête de la présidence le but principal de sa vie, lui sacrifiant sa fortune, sa tranquillité et celle de sa famille, son existence même, qui lui furent ôtées par la révolution.

Deux mois après l'échec de cette conspiration, on en découvrit une autre tramée par la maison militaire du président. Córdova, instruit du secret, laissa faire les conjurés et, le jour fixé pour l'exécution du complot, il fit arrêter, dans le Palais même, les chefs et les aides de camp compromis, et les laissa condamner par une cour martiale. Les complices civils et militaires, dénoncés par les condamnés, furent si nombreux que Córdova se vit obligé de casser les sentences de mort et de ne consentir qu'à la dégradation publique des militaires et à l'exil des plus compromis. Seule, la sentence de mort prononcée contre Linares ne fut pas levée. Il décida ensuite, assez étourdiment, que tous les employés du pouvoir exécutif viendraient en armes pour défendre le gouvernement contre tout attentat, et prodigua d'une manière exagérée et même ridicule les récompenses en faveur des soutiens de l'ordre.

Héritier des méthodes gouvernementales de Belzu, il vit qu'il fallait flatter les instincts des foules dont il avait besoin, et il connaissait bien les ressorts qu'il fallait faire agir pour atteindre ce résultat. A l'occasion de son anniversaire, il décida qu'il y aurait de grandes fêtes d'une durée de huit jours. Elles eurent lieu avec la participation des classes élevées et du bas peuple, et le gaspillage fut complet et scandaleux.

Sans idées claires sur les problèmes d'administration, sans initiative et sans foi, le peu que fit ce gouvernement consista en des dispositions écrites, jamais réalisées. Deux années furent ainsi perdues pour le pays, grâce à l'alliance de la nullité, de l'inintelligence et de la stupidité.

Sur ces entrefaites, le Congrès ordinaire se réunit dans la capitale, le 6 août 1857, et le ministre Basilo Cuellar ne manqua pas de louer devant

lui le gouvernement qui avait su maintenir l'ordre et la paix. Mais les faits contredisaient cette inconsciente affirmation : cinq conspirations en quinze mois, suivies d'un égal nombre d'amnisties ; peu ou point de victimes, il est vrai, mais de nombreux exils, tels furent l'ordre et la paix célébrés par Cuellar.

Plusieurs députés ne virent pas les choses sous des couleurs aussi riantes. Dès l'ouverture du Congrès, ils présentèrent un acte d'accusation contre le gouvernement, tombé dans le mépris de la majorité malgré l'attitude hardie de don Mariano Baptista, qui fut le plus éminent orateur bolivien.

Vers le milieu du mois de septembre, on apprit à Sucre que Linares était apparu à Oruro à la tête d'un régiment d'artillerie qui l'avait proclamé Président provisoire de la République. Le Congrès, alarmé, investit le gouvernement de pouvoirs extraordinaires et se sépara.

Linares partit d'Oruro, le 17 septembre, pour Cochabamba, battant en route les troupes du gouvernement venues à sa rencontre. Son entrée triomphale dans cette ville eut lieu le 21, tandis que Córdova avait peine à s'arracher aux douceurs de la vie dans la capitale. Il dut, enfin, s'y décider, s'il tenait à conserver le pouvoir qui lui échappait. Le 26 septembre, il était devant Cochabamba, et avant d'attaquer, il promit à ses soldats de leur abandonner pour prix de leurs efforts la vie et les biens des habitants.

Le siège dura trois jours et, devant l'inutilité de ses efforts, Córdova finit par se retirer vers Oruro. Dans cette ville, un de ses meilleurs bataillons fit défection, et il apprit que La Paz et Sucre s'étaient déclarées pour Linares. Alors, découragé, il prit le seul parti qui lui restait : la fuite.

Il s'en alla au Pérou, abandonnant à leur sort les troupes qui lui restaient fidèles. Là, il publia un manifeste où, voulant expliquer son attitude présidentielle, il se montrait tout simplement cynique. Il mettait sur le compte de la dépravation des mœurs les fautes qu'il avait commises comme mandataire du pouvoir et comme homme privé.

Après tout, sa chute était fatale et rien ne pouvait l'empêcher. Elle ne fit que confirmer les tristes prédictions de Belzu, qui avait dit en partant : « Je le laisse ici ; mais il ne durera pas longtemps.... »

CHAPITRE IV

LA DICTATURE ET L'ANARCHIE

I. — DICTATURE DE LINARES

Les populations, dans leurs éléments représentatifs et les plus sains, étaient tout à fait fatiguées de cette politique de compromis, de ces népotismes arbitraires des gouvernements antérieurs. Tous craignaient pour leur sécurité et pour leurs intérêts moraux et matériels. Les instincts des masses imprudemment réveillés, il était devenu nécessaire de mettre un peu d'ordre dans l'épouvantable chaos qu'était alors le pays.

Cette mission fut confiée à Linares.

On savait que c'était un homme tenace, courageux et incorruptible. Fils d'un Espagnol et d'une Bolivienne, il avait hérité de ses ancêtres cette énergie indomptable, cet individualisme qui caractérise les Ibères.

De Cochabamba, Linares se rendit à La Paz, recevant sur tout le trajet les hommages des populations, fermement convaincues que l'entêté révolutionnaire saurait combattre les maux qui, depuis sa fondation, s'étaient abattus sur le pays, faisant de la vie publique un épouvantable tourbillon où tout sombrait : dignité, patriotisme, désintéressement, — la vie même.

Dans cette tempête de haines et d'ambitions, on était exposé de toutes parts. Les adversaires, luttant surtout pour assurer leur subsistance, employaient toutes sortes d'armes, de préférence celles qui étaient prohibées, sans respect pour les tares cachées et les secrets des familles et des individus De là, des animosités et des rancunes implacables.

Linares le voyait bien : il fallait, avant tout, relever le moral du pays. Il avait eu en mains le livre secret de la Mazorca, la société ténébreuse créée par Belzu, et, ayant découvert parmi les adhérents les hommes les

plus marquants de la République, il fut pris d'une profonde tristesse ; alors, pleinement éclairé sur son rôle, il dit : « Moraliser le pays, voilà ma véritable mission ; il n'y a pas autre chose à faire. »

Mais cet homme austère qui avait passé sa jeunesse en Europe, menant une vie méditative et studieuse, ignorait à fond l'état d'âme de ses compatriotes, qu'il jugeait à peine inférieur à celui des Européens. Cette erreur fut le point de départ des fautes qu'il commit et des contretemps qui empoisonnèrent sa vie de gouvernant.

Une fois maître du pouvoir, Linares remplit d'abord les fonctions de sa charge avec l'aide seule de son secrétaire général, don Ruperto Fernandez, avocat argentin, qu'il affectionnait particulièrement. Il gouverna trois mois ainsi, et l'un de ses premiers actes fut de dissoudre les troupes dispersées de Córdova, d'éliminer les officiers dévoués à la cause de ce chef et de réduire l'armée de 6.000 à 1.200 hommes, mesures maladroites qui lui valurent une foule considérable d'ennemis. En effet, elles condamnaient à la misère une multitude de gens sans profession connue, qu'une maigre solde maintenait dans l'oisiveté et la corruption des casernes.

Il forma ensuite son cabinet, par un décret du 9 décembre 1857, confiant les portefeuilles aux hommes les plus éminents de son parti. Son secrétaire Fernandez prit celui de l'intérieur ; don Tomas Frias, celui des finances ; don Lucas Mendoza de la Tapia se chargea de l'instruction publique et de l'agriculture, et le général Perez, de la guerre. Les travaux publics, de création récente, revinrent au docteur Buitrago. Il réduisit, en même temps, la dotation des hauts fonctionnaires publics, en commençant par celle du président qui, portée à 30.000 pesos sous Ballivian, fut ramenée à 18.000, et à 4.000 celle des ministres. Les subventions aux journaux furent interdites, ne servant qu'à favoriser le parasitisme des incapables et des louangeurs impudents des actes du gouvernement.

Par un autre décret du 24 de ce même mois, un Conseil d'État, composé de 18 membres, fut créé pour servir de corps consultatif au pouvoir exécutif. De plus, la République fut partagée en 24 divisions politiques centralisant l'administration, qui, par divers intermédiaires, aboutissait au pouvoir exécutif.

Peu après, en février 1858, un nouveau code de procédure criminelle fut promulgué, et l'on divisa la République en trois districts judiciaires : Sucre, La Paz et Cochabamba, et en deux autres secondaires : Beni et Cobija.

Le désordre était grand dans toutes les branches de l'administration, surtout dans celle des finances. Le Dictateur créa une commission de liquidation des crédits en retard, améliora la monnaie et s'appliqua à réaliser des économies.

Le grand problème de l'instruction et, de préférence, celui de l'éducation, ne fut pas négligé ; mais les mesures, qui furent prises à ce sujet, firent perdre à Linares une partie de son prestige et contribuèrent, plus tard, à sa chute.

Il voulut d'abord réformer le clergé, dont les vices, qui avaient soulevé auparavant la colère indignée de l'archevêque Moxo, n'avaient fait que croître depuis cette époque, en décidant de fonder dans plusieurs départements des séminaires, entretenus par les prêtres eux-mêmes, qui devaient s'y interner par groupes et s'y soumettre à une discipline sévère.

Tous ces actes, destinés à arrêter les progrès de cette démoralisation intolérable, commencèrent à lui faire perdre la confiance d'un grand nombre de ses partisans qui se crurent lésés dans leurs espérances.

Linares finit par adopter franchement la dictature. Le décret qu'il rendit à cet effet, le 31 mars 1858, ordonnait que les délits contre la sûreté de l'État seraient soustraits à la juridiction ordinaire et soumis aux mesures discrétionnaires que le gouvernement jugerait bon de prendre.

La menace était évidente, et Linares devint impopulaire.

Ce changement de l'opinion éveilla la méfiance naturelle du Dictateur. L'armée, pensait-il, devait être la première à protester ; il fallait la devancer. Il fit donc dissoudre le bataillon formé des troupes désagrégées de Córdova, que son chef, avec l'assentiment tacite du ministre de la guerre, avait peut-être réuni en vue d'événements futurs. Le chef abandonna sa charge et le ministre de la guerre, le général Perez, rendit son portefeuille. Linares accepta les deux démissions. Le soldat et le fonctionnaire, arrêtés aussitôt, passèrent en jugement. Le procès ne révéla aucun plan secret ; mais Linares, écoutant les perfides conseils de son ministre Fernandez, fit exiler le général Perez, et perdit ainsi un excellent ami et un serviteur dévoué.

Les militaires, déjà mécontents de la diminution de leur solde et des ordres destinés à refréner leurs excès, saisirent cette occasion pour caresser des projets de révolte, en vue de mettre fin au gouvernement de Linares.

Le 10 août, un groupe de soldats, aux cris de « Vive Belzu ! », toujours cher à la foule, attaque une caserne à La Paz et s'achemine, ensuite, vers le Palais, dans l'intention d'assassiner le président. Linares, à ce moment,

donnait audience au général Prudencio, qui lui ressemblait physiquement. En entendant le tumulte, les deux hommes se précipitèrent au balcon et Prudencio, qui devançait le dictateur, roula, mortellement blessé par une balle. La garde du Palais sortit en armes et dispersa la foule à coups de fusil.

Mais le bruit de la mort de Linares s'était répandu. Aussitôt, il donne l'ordre de rassembler les troupes sur la place et se présente devant leurs rangs à cheval, revêtu des insignes présidentiels et accompagné du ministre de la guerre. Acclamé par les soldats, il parcourt la ville et les faubourgs, suivi de son cortège, et, rentrant au Palais, il ordonne que le colonel Ortiz, chef du bataillon dissous et toujours en prison, soit exécuté à l'instant comme instigateur et complice de la conspiration avortée. Malgré les prières et les avis de ses amis, Ortiz est conduit au lieu du supplice ; mais l'officier qui commande le peloton refuse d'exécuter l'ordre verbal qui lui a été transmis, en attendant l'ordre écrit. Alors, les amis du condamné, supposant que ce contretemps était voulu, intercédèrent de nouveau pour lui, et le terrible dictateur, redevenu plus calme, condescendit à leurs prières, mais à condition qu'Ortiz serait exilé de la République.

Dix-huit personnes se trouvèrent compromises, et parmi elles, un moine, le franciscain Porcel. Le 30 août, elles furent toutes condamnées à mort et la sentence fut soumise à la délibération du gouvernement. Dans le conseil les voix se trouvèrent partagées ; mais Linares, par son vote, confirma le jugement du tribunal. Pour que la sentence pût être exécutée, il fallait que le Père Porcel fût d'abord dépouillé de son caractère sacerdotal. L'évêque, pris d'une sainte horreur, refusa d'accomplir cet acte et s'enfuit à la campagne. Ramené en ville, il fut obligé de dégrader le prêtre, que Linares fit fusiller avec les autres condamnés, brisant ainsi l'opposition du clergé.

Celui-ci, son évêque en tête, lui devint franchement hostile. Linares, sans hésiter, donna l'ordre au procureur de la République de poursuivre l'évêque. C'était atteindre dans sa racine la religiosité du peuple et, dès lors, s'incrusta dans l'esprit de la masse « le devoir d'immoler le tyran, comme une exigence du patriotisme et de la conscience ».

Le clergé eut recours à l'appui de son plus ferme soutien, celui des plus hautes dames de la République, qui signèrent des pétitions demandant la suspension du jugement. Linares, qui prévoyait tout, feignit alors la clémence et pardonna.

Mais c'était déjà trop tard.

Les deux anciens présidents, Belzu et Córdova, réfugiés au Pérou, et que la correspondance de leurs amis tenaient au fait des événements, voulurent tenter le sort des armes contre le dictateur. Avec l'aide du Pérou, ils organisèrent une expédition qui pénétra dans le territoire de la République jusqu'au Desaguadero ; mais elle dut se retirer, en apprenant que Linares envoyait des troupes pour la combattre.

Peu après, en février 1859, profitant de l'éloignement de Linares, ils envoyèrent une nouvelle expédition, commandée par le général Agreda, hier leur ennemi irréconciliable, aujourd'hui leur défenseur. Linares accourut aussitôt d'Oruro, et arriva sur les hauteurs qui dominent la ville de La Paz, en même temps que les troupes d'Agreda apparaissaient au sommet du Calvaire, colline élevée qui, de l'autre côté de la vallée, ferme aussi l'horizon de la ville.

Les deux armées, placées face à face, mais séparées par le large fossé au fond duquel se dressent les maisons de La Paz, descendirent les flancs dénudés des hauteurs pour se rencontrer sur les pentes du Calvaire. Là eut lieu, après une vigoureuse résistance, la défaite des troupes d'Agreda, qui dut s'enfuir avec son lieutenant Córdova jusqu'au Pérou.

Linares adressa à cette République une sérieuse réclamation pour la participation ostensible de ses autorités aux deux expéditions révolutionnaires. Le Pérou était alors gouverné par le vieux général Castilla qui, plus que jamais, avait la prétention d'exercer une influence sur les destinées de l'Amérique espagnole et particulièrement sur celles de la Bolivie. Linares accrédita comme ministre à Lima don Ruperto Fernandez, dont l'action se trouva paralysée par les atermoiements du cabinet péruvien et le peu de cas qu'il faisait des demandes d'explications du gouvernement bolivien. Le cabinet de La Paz fut alors obligé de demander la raison du rassemblement de troupes aux frontières des deux pays. La réponse donnée le 23 avril 1860 fut sèche, brève, cassante. On y accusait tout simplement réception des communications envoyées, ajoutant qu'il fallait, avant tout, résoudre la question des réclamations du Pérou pour la violation du territoire, lorsque Belzu fit une promenade militaire à Copacabana à la tête de ses troupes

Fernandez demanda ses passeports et, le 14 mai, le gouvernement de la Bolivie déclarait rompues les relations entre les deux pays, se préparant, dès cet instant, à la guerre imminente, sous la vigoureuse impulsion du ministre Fernandez. Mais personne en Bolivie, pas même le dictateur, ne

désirait la guerre, et c'est pourquoi, peu de mois après, un décret déclara rétablies les relations commerciales entre les deux pays.

Ces alarmes dissipées, Linares partit pour l'intérieur du pays, avec le désir secret de jouir des charmes de son foyer, sacrifiés depuis de longues années aux soucis de l'administration. Il vint donc à Sucre et ce furent quatre mois de plaisir et de tranquillité passés au sein de sa famille, avec la conviction d'avoir rempli ses devoirs d'homme d'État et donné un certain éclat aux hautes fonctions de président.

Cependant des lettres anonymes, dédaignées par lui, l'avertissaient de se tenir en garde contre les machinations du ministre Fernandez. Un jeune militaire, Narciso Campero, voulut aussi lui dire quelque chose à ce sujet. Linares se fâcha. Pouvait-il douter d'un serviteur si dévoué et si reconnaissant qui lui donnait le nom consolateur de « père » ? Sa conscience lui répondait : non !

Or, les craintes de ses amis étaient fondées.

Personne n'eut osé s'insurger contre lui, car on le savait capable de noyer dans le sang toute tentative d'insubordination. D'un autre côté, on était convaincu qu'il n'avait pas d'autre préoccupation que celle de remédier au désordre épouvantable de la patrie et, bien qu'on critiquât les moyens employés pour y parvenir, on sentait devant lui une sorte de crainte respectueuse, tempérée par l'admiration.

Après quatre mois de repos à Sucre, Linares revint à La Paz pour éteindre les révoltes de caserne qu'il savait être fréquentes dans cette ville ; mais son erreur fut de croire qu'il atteindrait son but en poussant à l'extrême les mesures de rigueur.

La presse se mit à critiquer avec aigreur sa conduite comme chef du pouvoir : il lui interdit expressément l'examen des actes administratifs, la discussion des questions politiques et toute publication capable de troubler l'ordre public.

Cette mesure absurde et arbitraire répondait à la conviction du dictateur que la presse était inutile dans son pays.

Il fit plus. Il ordonna de suspendre, comme inutile et peu honorable, toute subvention aux journaux. Cette décision fut fatale à beaucoup d'entre eux. *El Telegrafo*, qui avait eu, après *La Epoca*, la confiance et l'appui du gouvernement de Córdova, agonisa pendant quelques jours et cessa de paraître, faute d'argent, le 4 février 1860. Mais *El Telegrafo* n'était pas

mort tout à fait : un mois après il renaissait de ses cendres encore chaudes. Tout s'explique.

Le gouvernement de Linares durait déjà depuis trois ans. Quand finirait-il ? Nul n'aurait su le dire. L'armée semblait dévouée et fidèle au dictateur ; ses ennemis, découragés, se contentaient de le dénigrer dans la presse des pays voisins; il avait confiance dans ses collaborateurs, préoccupés de donner des preuves de la fermeté de leur concours.

Mais Linares changeait de plus en plus tous les jours. Son caractère, naturellement sévère, devenait sombre et renfermé. A peine parlait-il, et toujours d'un ton grave et préoccupé. Une lettre qu'il reçut dans les premiers jours d'août 1860 vint alors changer le cours de ses préoccupations.

L'homme qui l'écrivait agonisait sur son lit de douleur, après avoir joué un rôle prépondérant, peut-être le premier, dans l'histoire de la fondation de la République. Sa vie politique avait été sinueuse, rude, batailleuse. En tout temps, avec tous les gouvernements, il avait été du parti de ceux qui s'élevaient pour les abandonner ensuite, quand son ambition ou ses espérances avaient été déçues, et Olañeta, — car c'est de lui qu'il s'agit, — restait comme une énigme devant le jugement des hommes.

La lettre, pleine de fautes d'orthographe et fort incorrecte, n'était pas de la main d'Olañeta, qui l'avait seulement signée. Il demandait compte à Linares de la liberté que le peuple avait remise entre ses mains et il lui ordonnait d'abandonner la dictature, s'il ne se sentait pas capable de « relever la patrie de son abaissement ».

Olañeta mourut six jours après à Sucre, le 12 août 1860.

De quel esprit Linares accueillit-il le contenu de cette lettre accusatrice ? Il serait difficile de le dire ; mais, ce qu'il y a de certain, c'est que, depuis cet instant, il songea à modifier sérieusement son système de gouvernement, en réunissant les Chambres pour en recevoir des inspirations et des règles de conduite politique.

Des symptômes de révolution vinrent aussitôt retarder les projets de réforme constitutionnelle qu'il méditait en silence. Le 12 septembre, une conspiration fut découverte dans une partie de l'armée qui fit défection aux cris de vive Belzu ! Le dictateur fit faire leur procès aux militaires compromis et ordonna d'en fusiller treize qui avaient été condamnés à mort.

En même temps, se sentant de plus en plus fatigué et malade, il fit part à ses ministres de son désir d'abandonner le pouvoir et leur donna des

instructions pour convoquer les collèges électoraux et réunir le Congrès, devant lequel il rendrait compte de ses actes.

Il est à supposer que ces mesures durent contrarier les desseins secrets de quelques-uns de ses ministres, car, dès cet instant, il y eut quelque chose de convenu entre eux qui refroidit leurs relations avec le président.

Linares devint plus méfiant et prit quelques mesures de sûreté.

Le premier de l'an, aux réceptions du Palais, les témoignages de dévouement et de fidélité dissipèrent un peu sa secrète inquiétude sans lui faire abandonner, cependant, ses projets de démission. Bientôt il dut garder le lit, ne se levant que pour expédier les affaires pendantes.

Amis et collaborateurs, vu l'absence de la famille, entouraient souvent son lit, et l'un des plus empressés était le ministre Fernandez, qui suivait avec anxiété sur le visage du malade les progrès du mal. Était-ce pour saisir avec précision l'heure où il lui serait impossible de le surmonter et où il pourrait, lui, Fernandez, réaliser impunément ses horribles et sinistres desseins ?

Le soir du 13 janvier, il se présenta comme de coutume dans la chambre du dictateur. Linares se sentait plus fatigué que jamais. Fernandez s'en aperçut et, dans la matinée du 14, il se présenta dans une caserne, fit prendre les armes au bataillon et lui annonça le changement du gouvernement. Ses complices en faisaient autant dans les autres casernes....

Le dictateur, pendant ce temps, reposait dans son lit, quand un de ses subalternes lui apporta un pli cacheté. Linares le lut et un amer sourire plissa ses lèvres : ses ministres Acha et Fernandez, l'un son protégé, l'autre son favori, lui annonçaient que, par leur volonté et par celle de l'armée, il cessait de remplir les fonctions de président. Linares haussa les épaules et, comme s'il éprouvait une répugnance invincible à prononcer le nom du traître principal, il dit : « Il savait bien que je devais réunir le Congrès et que j'allais mettre fin au martyre de ma situation. Que n'a-t-il pas attendu ? »

Au jour, Linares quitta la résidence présidentielle, suivi de ses deux ministres fidèles et au bras de la veuve de l'ex-président Ballivian, chez laquelle il trouva un amical refuge. Peu après, les ministres rebelles, constitués en Junte de gouvernement, prirent possession du Palais dont on doubla les gardes devant l'indifférence du public, accouru à la nouvelle de la fin de la dictature.

Cinq jours après, Linares abandonna la ville. En arrivant à Viacha il

tomba évanoui de son cheval, et les médecins qui l'accompagnaient déclarèrent qu'il allait mourir. Il parvint, malgré tout, et après un long et pénible voyage, à Valparaiso, regrettant sa patrie où il aurait voulu passer les derniers jours de son existence, déjà si courte, auprès de sa femme et de sa fille unique, séparées de lui depuis si longtemps ; mais ceux qui l'avaient renversé n'y consentirent pas. Les journalistes et les mauvais poètes ne tardèrent pas, selon leur coutume, à vanter l'attitude des ministres triomphants et à écrire des choses abominables contre le vaincu.

II. — LE TRIUMVIRAT. — PRÉSIDENCE D'ACHA

La moralité des hommes qui avaient fait la révolution était nulle, et, au point de vue intellectuel, ils ne valaient pas grand'chose.

L'avocat argentin Fernandez se détachait du groupe par son habileté dans l'intrigue, sa parole insinuante et son amour démesuré des honneurs et des richesses. Quant à Acha, c'était un soldat, comme tant d'autres, sans grands moyens, qui avait conquis ses grades en servant successivement les gouvernements de Santa Cruz, de Ballivian et de Belzu, et en se mêlant, avec une certaine ruse, à toutes les conspirations destinées à les renverser. Caractère conciliant, il était partisan de toutes les libertés violées ou supprimées par les hommes qui se succédèrent au pouvoir.

Le Triumvirat qu'ils formèrent avec le préfet Sanchez essaya d'expliquer, dans un décret du 16 janvier, les causes qui lui avaient fait renverser le gouvernement de Linares : l'incapacité et, enfin, l'impopularité du dictateur. Il promettait, en échange, d'assumer l'exercice du pouvoir exécutif jusqu'à la réunion de la représentation nationale, qu'il allait convoquer immédiatement. Le 29, en effet, un autre décret appelait le peuple à élire le Congrès et réglait la manière de faire les élections.

Le pays entier se mit en mouvement, car il comprit que la rivalité des membres du gouvernement le laisserait plus libre de préparer les élections. On fit une propagande effrénée, non sur les idées politiques, mais sur la valeur personnelle des candidats. Les partisans de Belzu, les amis d'Acha et de Fernandez se distinguèrent, surtout, par leur ardeur, comprenant qu'à la fin la lutte se passerait entre eux. Une liberté relative présida aux élections et l'Assemblée, qui en sortit, s'installa le 1er mai 1861.

Sa composition était hétérogène. Beaucoup de partisans de Linares étaient parvenus à se faire élire, ainsi qu'un bon contingent de belzuistes ; mais la majorité se composait d'adeptes du Triumvirat. Tous se détestaient cordialement et désiraient assouvir leurs ressentiments et leurs rancunes.

L'objet principal de l'Assemblée était d'élire un président intérimaire. Un député linariste, don Tomas Frias, émit l'avis de nommer un Directoire de cinq membres. D'autres avancèrent les noms d'Acha, de Sanchez et de Perez, l'ancien ministre de Linares, revenu d'exil avec la couronne des persécutés. Ce fut le général Acha qui fut élu.

A peine installé, Acha organisa son cabinet où il appela les plus hautes personnalités de tous les groupes, sans oublier ses amis et ses complices dans ses aventures politiques. Fernandez eut sa place dans ce cabinet, ainsi que Bustillo, fervent serviteur de Belzu ou de tout autre qui parviendrait au pouvoir.

L'atmosphère de la Chambre s'échauffa bientôt, quand parut une brochure de l'ex-dictateur, sorte de testament politique, rédigé à Valparaiso à la veille de sa mort. Ce document présenté à l'Assemblée fut éloquemment défendu par les docteurs Frias, Valle et Ballivian, contre les attaques ardentes de plusieurs députés, partisans d'Acha et de Fernandez.

Cette discussion n'eut pas d'autre résultat que d'augmenter encore les dissentiments entre les congressistes. On passa, ensuite, à la discussion de la septième constitution, c'est-à-dire à l'adaptation au goût du jour de l'expérience politique du Libérateur.

Le projet de loi concernant la nationalité à accorder au ministre Fernandez et au colonel Flores, nés dans l'Argentine, donna lieu à des discussions passionnées. Les deux Argentins furent, malgré tout, déclarés Boliviens et l'on donna ainsi un libre essor aux aspirations de Fernandez qui travaillait ostensiblement à se faire élire président de la République.

L'Assemblée se sépara le 15 août, après avoir approuvé divers traités avec l'Espagne, la Belgique et les États-Unis, une nouvelle loi sur la presse et un décret d'amnistie générale, dont profitèrent aussitôt la plupart des exilés politiques, l'ex-président Córdova tout le premier, qui se trouvait au Pérou avec Belzu, son beau-père, récemment revenu d'Europe.

Les rapports de ces deux hommes étaient loin d'être cordiaux ; mais ils s'accordaient pour reprendre la présidence, l'un parce qu'il se croyait nécessaire et l'autre parce qu'il avait, peut-être de bonne foi, la candeur

d'alléguer des droits inaliénables à cette haute fonction, ayant gardé jalousement en sa possession la médaille du Libérateur qui servait d'insigne au président.

Mais il y en avait d'autres qui se remuaient en cachette, comme le colonel Morales. Acha, alarmé, décida de se transporter à Cochabamba où se trouvait celui-ci, et, comme il restait à La Paz un noyau respectable de partisans de Belzu et de Córdova, il crut pouvoir éviter tout conflit en mettant dans le chef-lieu du département un homme incorruptible. Il nomma donc commandant général de La Paz le colonel Placido Yañez, ennemi mortel de Belzu.

A peine Acha s'était-il éloigné de La Paz que des bruits alarmants commencèrent à circuler dans la ville. On disait que les partisans de Córdova et de Linares préparaient un mouvement contre les pouvoirs établis. Yañez s'empressa d'avertir le gouvernement et de faire arrêter plusieurs des principaux conjurés, parmi lesquels se trouvaient le frère de Belzu, Córdova lui-même, un ex-ministre d'État et une trentaine de leurs adeptes. L'état de siège fut proclamé le 5 octobre.

Pendant ce temps, le gouvernement s'efforçait de désarmer la révolution et d'attirer à lui les hauts personnages et le peuple, sans ménager ses adversaires secrets ou déclarés. Dans un festin, présidé par Acha et dont les convives étaient les ministres d'État, les hauts chefs de l'armée et les personnalités distinguées de Potosi, on but abondamment, comme de coutume, et dans les toasts, particulièrement expressifs, on parla des événements de La Paz et l'on fit allusion à la trahison de Fernandez envers son ancien maître et ami Linares. Le ministre, irrité, releva le gant : « Je n'ai pas trahi Linares, — dit-il. — Cet homme ne voulait pas comprendre sa situation et le moment était venu où il fallait choisir entre lui et la patrie. » Et, se tournant vers le président, il ajouta : « Si le général Acha s'écarte des principes de la cause de septembre, il se verra abandonné par les amis mêmes qui l'entourent, par l'armée qui est la vigie de septembre, et il sera obligé de descendre ignominieusement du pouvoir. »

Quoi de plus audacieux et de plus cynique !

Bustillo, ancien serviteur de Belzu, voulut prendre la défense du proscrit et dut se réduire à faire l'apologie d'Acha. Le président, enfin, qui n'avait pas tout à fait perdu la raison, essaya de dissiper la tempête sur le point d'éclater, en portant un toast à l'union de tous les partis pour le bien de la

patrie. Il fut interrompu par la voix rude de Morales, l'agresseur de Belzu, qui s'écria, aux applaudissements de tous les convives : « Que parle-t-on de Belzu et toujours de Belzu ?... De même qu'autrefois je lui fis baiser les pieds de mon cheval, je jure de le faire encore toutes les fois qu'il prétendra revenir en Bolivie !.... »

A La Paz, l'arrestation et l'emprisonnement des partisans de Belzu avaient jeté la consternation dans la ville, où coururent aussitôt des bruits d'un prochain soulèvement. Mais le commandant d'armes, Yañez, veillait, prêt à employer tous les moyens pour maintenir l'ordre, et, sachant bien que ses prisonniers, en cas de fuite, tireraient de lui une terrible vengeance, il surveillait lui-même le Loreto où ils étaient enfermés.

D'ailleurs, l'occasion de s'en débarrasser ne tarda pas à se présenter. En effet, la nuit du 23 octobre eut lieu une sorte d'émeute, excitée, dit-on alors, par Yañez lui-même, pour mettre les détenus en liberté. Le commandant se leva et se dirigea vers la place, plongée dans une profonde obscurité, car on n'avait pas l'habitude de laisser allumées les chandelles de suif qui l'éclairaient, et, en arrivant au Loreto, il fut informé par le capitaine de garde que Córdova avait tenté par deux fois de forcer les sentinelles. — « Qu'on lui envoie quatre balles ! » — ordonna-t-il d'une voix irritée.

Un officier et plusieurs soldats s'élancèrent pour accomplir l'ordre, à l'instant précis où Córdova, qui était couché, sortait de son lit et se disposait à s'habiller. On ne lui laissa pas le temps de se défendre et on le cribla de balles d'une façon atroce.

Ce fut le signal de l'horrible massacre. Tous les prisonniers furent sacrifiés à la fureur bestiale de la haine des partis. Il y eut plus de soixante-dix victimes, dont la plupart appartenaient aux meilleures familles de la localité.

Au matin, la population, terrifiée, n'osa pas protester contre les événements de la nuit, par crainte de représailles. Vers les neuf heures, un bruit de cuivres et de timbales troubla le triste silence de la ville. C'était un bataillon qui accourait d'Achocalla, petit village distant de douze kilomètres, à la nouvelle des événements. On savait que son chef, le colonel Cortes, était un brave et honnête homme, ce qui fit croire qu'on l'envoyait pour punir les forfaits d'Yañez ; mais quelle ne fut pas la déception générale, quand on vit qu'il acceptait, sans protester, les faits accomplis.

Le lendemain, Yañez fit part au gouvernement de ce qui était arrivé,

signalant la conduite de son fils dont l'avancement, disait-il, était laissé à la volonté du pouvoir suprême. Sa conduite fut approuvée.

Cependant, les partisans de la dictature, qu'on appela dès lors les *rouges*, ainsi que la presse étrangère, protestèrent avec indignation, accusant le président d'avoir été le promoteur de ce sauvage massacre, et obligèrent leurs gouvernements à intervenir dans cette affaire.

C'est alors qu'on apprit la mort de Linares dans son exil de Valparaiso.

La situation du gouvernement, à Sucre, n'était ni paisible, ni agréable. Le président voyait surgir autour de lui des rivaux et des mécontents, parmi lesquels se distinguait son compagnon en perfidie, Fernandez, qui ne cachait à personne ses menées en vue de la présidence.

Des amis conseillèrent à Acha de changer de cabinet, pour ruiner ainsi les plans de l'Argentin ; mais le président savait par expérience où mènent les ambitions contrariées, et il n'eut pas le courage de suivre le conseil. La seule mesure qu'il prit fut de partir pour La Paz et de changer quelques chefs. Le colonel Melgarejo fut mis à la tête du bataillon de Flores, trop dévoué à Fernandez, et le colonel Balsa, qui lui inspirait des craintes sérieuses, allait être remplacé à Oruro.

Balsa, obéissant aux ordres de Fernandez, s'était rendu à La Paz, sous prétexte de prêter son concours à Yañez. A peine arrivé, il voulut s'emparer du bataillon commandé par Cortes ; mais officiers et soldats lui opposèrent une résistance tenace et soutinrent un combat sanglant dans la rue et à la porte de la caserne.

La population contemplait la bataille sans y prendre part, mais prête à profiter de l'occasion pour venger le sang versé un mois auparavant dans le Loreto. Cortes fut tué dans le combat et son bataillon mis en déroute. Alors, les habitants s'armèrent comme ils purent et, courant à la place à la rencontre de Yañez, ils le blessèrent mortellement d'une balle sur le toit du Palais, où il avait cherché un refuge. Son cadavre fut traîné dans les rues, complètement nu et abandonné à la fureur vengeresse de la populace.

Le président, en prévision de ces faits, avait pressé sa marche vers La Paz. Il fut reçu dans le plus grand calme par la « Société de l'Ordre », qui venait de se constituer. Se voyant acclamé par la foule, il accorda l'amnistie générale qu'on lui demandait pour les coupables ; puis, déplorant les événements des derniers jours, il dénonça le véritable auteur des assassinats du 23 octobre en disant : « Yañez est mort et son instigateur vit encore ! »

Deux jours après, Acha apprenait que cet « instigateur », Fernandez, avait fait une révolution à Sucre, s'entourant de quelques mécontents, comme Morales, et d'une fraction de la multitude.

Le président fit appel à son armée pour combattre le « traître infâme » qui s'était revêtu du pouvoir suprême. L'ancien ministre de Linares pouvait impunément appeler « traître infâme » son collègue, se basant sur ce qu'il avait dit dans une autre circonstance : « En Bolivie, on n'a pas de mémoire. » Il partit de La Paz, le 6 décembre ; mais la tentative de Fernandez avait complètement échoué et le « traître » avait dû se réfugier en Argentine. Acha décida alors de réduire l'armée à 1.731 hommes, ce qui allait lui permettre d'écarter de ses rangs tous les éléments qui n'avaient pas sa confiance. Acteur et témoin dans les luttes de son milieu, il savait qu'on ne pouvait compter sur personne. Civils et militaires se livraient sans scrupule à toutes les transactions qui devaient les mener au triomphe. Comment alors s'appuyer sur de tels éléments ?

Restait la masse : si on défalquait les trois quarts de la population, composée d'Indiens, on y trouvait encore assez de monde, force aveugle qu'employaient les chefs politiques dans leurs moments difficiles. Il fallait, comme avait fait Belzu, l'attirer et la séduire. Les moyens ordinairement employés, à cet effet, étaient les fêtes et les banquets en plein air et dans le Palais, où l'on célébrait dans des discours les vertus du « peuple souverain ».

A l'approche des élections présidentielles, voulant donner une preuve de sa tolérance, Acha publia un décret d'amnistie en faveur de tous les exilés politiques, excepté Belzu, Fernandez, Morales et quelques autres personnages marquants et dangereux.

Les candidats qui se présentèrent furent Acha, lui-même, le général Perez et le docteur Frias, proposé par le parti de Linares, et, malgré les fraudes, communes dans ces démocraties naissantes, la lutte fut calme et la majorité des voix se porta naturellement sur le nom d'Acha, qui obtint 10.935 suffrages sur un total de 16.939.

Acha fut proclamé président par le Congrès et, quatre jours après, un mouvement révolutionnaire se produisit à La Paz en faveur du général Perez, dont la candidature avait obtenu une majorité indiscutable dans plusieurs cercles électoraux importants. La meilleure partie de l'armée et la population entière de la ville avaient embrassé sa cause, et il se trouva bientôt à la tête de 8.400 hommes.

Acha marcha contre lui et, uniquement entraîné par l'entêtement du colonel Melgarejo, il accepta, malgré tout le monde, le combat que le général Perez lui offrit dans la campagne de San Juan, à seize kilomètres d'Oruro. Les gens de La Paz, malgré la supériorité du nombre, furent vaincus par la division de Cochabamba, commandée par Melgarejo. Cette victoire, bientôt suivie d'une autre, excita l'orgueil des vainqueurs des rudes populations du désert, dont La Paz était la capitale, au point que celles-ci, n'écoutant que leur immense fureur régionale, conçurent, un moment, le projet inique de s'unir au Pérou et d'abandonner la Bolivie.

La paix se trouvant ainsi rétablie, un des ministres d'Acha, don Lucas Mendoza de la Tapia, proposa, dans un conseil de cabinet, de réunir une Convention, chargée de modifier la constitution et de donner au gouvernement les pouvoirs les plus étendus pour réprimer et prévenir les mouvements séditieux de toute sorte.

Cette idée fut bien accueillie par les autres ministres et par le président lui-même ; mais les opposants ne manquèrent pas une occasion aussi favorable de soulever un énorme scandale *contre le gouvernement* et son « coup d'État contre la constitution ». Adolfo Ballivian, fils de l'ancien Président, se distingua entre tous.

Le gouvernement, intimidé, suspendit l'état de siège, mesure qui entraîna la démission de Mendoza de la Tapia et celle des autres ministres. Acha fit alors appel à la collaboration de certains personnages qui avaient figuré dans les gouvernements antérieurs et se disposa à entreprendre quelques travaux d'utilité publique désirant ainsi réaliser une œuvre gouvernementale honorable.

Pour soulager les souffrances de la race indigène, le ministre des finances, don Melchor Urquidi, remit en vigueur le décret publié par le Libérateur à Cuzco, le 4 juillet 1825. Ce décret adjugeait des terres en propriété aux Indiens et disposait que les enfants de cette race seraient obligés de fréquenter les écoles que l'on construirait, sous peine d'amendes pécuniaires. Il imposait aussi aux Indiens l'obligation de construire dans leurs propriétés, dans l'espace d'un an, des maisons commodes, spacieuses et aérées, comme si des décrets et des lois pouvaient changer la mentalité d'un peuple et fixer des règles de conduite individuelle et collective.

Les routes que possédait alors la Bolivie étaient les mêmes que celles qui existaient au temps de la conquête, et leur état n'était guère meilleur.

Pour les améliorer et en ouvrir de nouvelles, on fit des concessions léonines à des particuliers et on créa un corps d'ingénieurs : rien ne fut construit ; tout se réduisit à de bonnes intentions.

En 1863, la nouvelle se répandit dans le public que, sur le littoral de la Bolivie, sec, stérile et désert, on avait découvert d'immenses gisements de guano et de nitre, grâce à l'esprit entreprenant des Chiliens et de quelques Boliviens. On apprit aussi, par la presse, que le gouvernement chilien faisait valoir des droits sur ce territoire et qu'il voulait se l'annexer sous des prétextes spécieux. Le gouvernement se hâta de réunir un Congrès extraordinaire à Oruro, pour lui soumettre le cas et agir conformément à ses avis. La Bolivie avait demandé que les concessionnaires des gisements cessent leur travail en attendant que, par les voies légales de la diplomatie et de la jurisprudence, on fût arrivé à un accord. Pour toute réponse, le Chili avait occupé Mejillones avec quelques-uns de ses vaisseaux, sans tenir compte de la note de protestation du chancelier don Rafael Bustillo. Cette attitude du Chili irrita fortement l'Assemblée.

Malgré la pénurie du Trésor et la ruine de la fortune publique, elle donna au gouvernement l'autorisation de faire la guerre, tant que le Chili n'aurait pas restitué les territoires occupés. Quelques voix, cependant, conseillèrent de ne pas pousser à l'extrême les provocations du Chili, et le Congrès se sépara.

La situation devenait intolérable, et Acha était la première victime de ses œuvres et de sa faiblesse. Les chefs politiques, réfugiés à l'étranger, surent en profiter, surtout Belzu, qui se distinguait des autres par l'audace de ses attaques et la violence de ses injures, répandues par des feuilles volantes, que ses amis se chargeaient de faire circuler dans les provinces de l'intérieur.

III. — SOLIDARITÉ AMÉRICAINE. — CHUTE D'ACHA

De graves affaires absorbaient alors l'attention du continent sud-américain. Une escadre espagnole avait occupé les îles Chinchas, sur les réclamations particulières des sujets espagnols, et obligé les gouvernements à resserrer leurs rapports de cordialité et de solidarité. Il y eut un congrès de plénipotentiaires à Lima, où vinrent les représentants de la Bolivie, de la Colombie, du Venezuela, de l'Équateur, du Chili, du Pérou et de l'Argen-

tine, qui solutionnèrent différentes questions de frontière, entre autres celles du Pérou et de la Bolivie. Le Chili, seul, refusa de remettre à ce congrès le soin de limiter son territoire.

Sur ces entrefaites, en Bolivie, la période des élections législatives arriva et, grâce à une active propagande, plusieurs chefs de la minorité furent élus, tels que don Tomas Frias, don Alfonso Ballivian, don Mariano Baptista et d'autres de moindre importance.

Le Congrès, réuni à Cochabamba, inaugura sa session par un chaud débat sur la validité de l'élection de don Agustin Morales, élu député par la capitale, et sur qui pesait encore une sentence de mort, prononcée par un conseil de guerre pour son attentat contre la vie de Belzu. Morales présenta d'abord sa défense avec une modération affectée, puis, lâchant la bride à ses instincts d'agression, il se mit à injurier brutalement ceux qui prétendaient lui couper la parole pour modérer son langage rude et grossier. Il fut rappelé à l'ordre et, enfin, exclu, grâce à l'énergique intervention du général Agreda.

L'Assemblée passa ensuite à l'examen des mémoires présentés par les ministres. Celui des finances laissait voir un tableau terrifiant de la situation du pays.

Un incident curieux fut soulevé par la demande des députés d'être protégés par le gouvernement contre les attaques des journalistes. Les représentants de la nation se jetèrent à la face leurs fautes et leurs faiblesses, et il se trouva que presque tous étaient dans l'impossibilité de présenter avec orgueil un passé sans tache.

Un autre débat, provoqué par le jeune et déjà célèbre orateur Mariano Baptista, au sujet des massacres du Loreto, donna lieu à une débauche de développements historiques et, aussi, à des allusions personnelles qui faisaient les délices du public oisif des tribunes.

Pendant ce temps, les chefs politiques s'agitaient sans cesse, surtout Belzu, qui ne tarda pas à poser sa candidature à la présidence. Cette décision fut accueillie avec joie par le peuple, dont Belzu était resté l'idole, et avec tiédeur par les hautes classes, malgré les nouvelles rassurantes qui circulaient sur le changement du caractère du chef, instruit par son séjour en Europe. Elle obligea tous les personnages qui aspiraient à la présidence à dévoiler leurs projets électoraux. Les candidats surgirent de tous les côtés, et les plus actifs furent les généraux Melgarejo et Agreda. Ce dernier avait

l'avantage d'être appuyé par le gouvernement, qui ne cachait pas sa préférence.

L'histoire de ce chef était liée aux faits politiques les plus retentissants, accomplis en Bolivie pendant les cinquante dernières années. Petit de taille, on l'appelait familièrement le *nain* Agreda. Homme rude et d'un courage téméraire, sa vie politique n'était qu'une pure et lamentable contradiction. Entêté, irritable et susceptible à l'excès, il lutta avec tous et contre tous, sans jamais procéder d'une façon conséquente avec personne. Il ne voulut jamais reconnaître une autorité supérieure à la sienne ; aussi, sa vie ne fut-elle qu'une bataille constante, sans repos.

Les journaux officiels lancèrent sa candidature qui fut acclamée dans une réunion du Palais, présidée par Acha, même par les autres aspirants à la présidence et, en particulier, par le général Melgarejo.

Celui-ci jouissait d'une grande influence au Palais, grâce à ses rapports adultères avec la femme du président. Cette liaison contribua même à accentuer les particularités de son caractère audacieux et indiscipliné, et à lui donner une grande confiance en sa supériorité. Aimant les liqueurs et les femmes, il laissait paraître, quand il était ivre, ce qu'il cachait prudemment dans son état normal. Aussi le bruit courut-il bientôt qu'il préparait un coup de main qui le porterait au pouvoir. Pour l'éloigner du Palais, où il était réellement craint, Acha lui offrit la charge de préfet de Cochabamba et, peu après, cette ville étant alors la résidence du gouvernement et la place où se trouvait concentré un grand nombre de troupes, il le transféra à Santa Cruz avec la même dignité. Melgarejo consentit à partir ; mais il ne se hâta pas, devant, disait-il, mettre en ordre ses affaires personnelles.

Pendant ce temps, le parti *rouge*, ou de l'opposition, continuait à combattre la candidature d'Agreda et travaillait très habilement dans l'ombre pour don Adolfo Ballivian, alors l'un des hommes les plus éminents du pays.

Ballivian correspondit activement avec tous les mécontents, civils et militaires, et ses amis ne tardèrent pas à ourdir la trame d'une révolution. Le gouvernement, instruit du complot, fit arrêter deux des principaux conjurés, les militaires don Eliodoro Camacho et don Lizandro Penarrieta. Un capitaine, nommé Avila, craignant pour sa propre personne, communiqua, pour se sauver, tout le plan à Melgarejo, qui souleva un régiment, le matin du 18 décembre, et put avec son concours s'emparer des troupes de la garnison, excepté celles qui gardaient le palais présidentiel.

La confusion régna dans le gouvernement. Le président, dans son effarement, ne trouvait aucun moyen de salut. L'ombre de Melgarejo, agrandie par la terreur, semblait peser sur la tête de ses officiers attristés.

A la tombée de la nuit, la porte du Palais s'ouvrit et un parlementaire vint, sur l'ordre du président, demander au chef rebelle une trêve jusqu'au lendemain. Le refus de Melgarejo détermina la défection d'une partie des troupes fidèles, et Acha, se décidant enfin à partir, alla se réfugier chez une de ses sœurs. Le sous-secrétaire d'État, don Jorge Oblitas, qui l'avait accompagné jusqu'à la porte de son asile, l'abandonna alors et courut, comme les autres, se mettre aux ordres du triomphateur...

Ainsi finit le gouvernement d'Acha, qui résuma toutes les passions et toutes les erreurs de quarante ans d'une vie sociale maladive et enfiévrée. Sa modération et sa prudence firent oublier sa noire trahison envers Linares. Il avait voulu rendre au peuple sa liberté et il avait accompli sa promesse : c'est là son grand mérite. Il fut prudent, avisé, circonspect, et ces qualités, quelque étrange que cela paraisse, précipitèrent sa chute. On les prit pour de la faiblesse, alors qu'on semblait avoir besoin du bras ferme, mais adroit, d'un conducteur de foules qui aurait été, en même temps, un homme d'État.

CHAPITRE V

LES CHEFS BARBARES

I. — MELGAREJO

Le chef, qui avec tant d'audace venait de se mettre au premier plan, n'avait aucune notion des fonctions de gouvernement. Il n'incarnait aucun principe de doctrine, et n'était soutenu par aucun homme ayant arboré un drapeau et gagné les sympathies populaires. On ignorait donc tout de ses projets et de ses intentions à l'égard des candidats à la présidence, même de Ballivian à qui l'unissaient de forts liens d'amitié et de reconnaissance. La seule chose qu'on pouvait affirmer, c'est qu'il avait fait une révolution ; mais pour qui ?

On le sut le lendemain même, quand on apprit la nomination, faite par Melgarejo, de don Mariano Donato Muñoz comme secrétaire général...

Les deux hommes se valaient.

Sorti du peuple, et élevé dans la discipline dissolvante de la caserne, la vie tout entière de Melgarejo n'était qu'un terrible tissu de trahisons et de félonies, toutes plus viles et détestables les unes que les autres. D'abord simple soldat, il obtint vite des grades et des distinctions par son courage aveugle et son audace cynique, considérés, alors, comme de grandes vertus militaires. Absolument dépourvu de toute culture, mais fortement musclé, grossier et endurci, il se fit connaître par ses coups de tête sous le gouvernement de Ballivian qui, craignant son caractère indiscipliné et son brutal ascendant sur la soldatesque, le gardait à son service, mais en le faisant changer continuellement de bataillon. Il ne pouvait, en effet, rester longtemps dans aucun d'eux sans commettre quelque sottise retentissante. Il parcourut ainsi les points les plus éloignés de la République, sans laisser

nulle part le souvenir d'une seule bonne action. En 1857, déjà colonel, il se mit au service de Linares et, deux ans après, il le trahissait. Il fit de même avec Belzu et avec Acha. Grand, brun et laissant pousser toute sa barbe, il avait des manières brusques et sans grâce. Tout son passé de misère et de basses fréquentations se trahissait dans le moindre de ses gestes, car tous accusaient la grossièreté, la stupidité populacière, une lamentable ignorance.

Son secrétaire général, don Donato Muñoz, avocat sans clientèle et habile dans l'art des intrigues, ne pouvait pas non plus invoquer un passé net de bassesses et d'humiliations. Peu d'années auparavant, en 1863, inculpé comme l'un des auteurs d'une sédition à Potosi, il protesta de sa fidélité au gouvernement et à la personne d'Acha, avec une chaleur qu'il savait sans doute devoir amener plus tard le rouge de la honte sur son visage.

Dans les trente premiers jours qui suivirent son avènement, le nouveau chef du pouvoir publia deux décrets abolissant, l'un, la constitution de 1861, l'autre, supprimant les municipalités. Il centralisait ainsi dans ses mains, et soumettait à sa seule volonté, tous les services de l'administration.

Ces mesures suscitèrent des protestations et des révoltes ; mais Melgarejo était décidé à défendre sa proie. Il imposa à Cochabamba un emprunt forcé pour payer ses troupes et se mit en route pour La Paz, où il croyait ne pas trouver un milieu favorable à ses aspirations. Or, il y fut reçu sans hostilité par le peuple, mais avec une certaine réserve par la haute société. Melgarejo voulut s'attirer complètement la sympathie de la population en flattant son esprit particulier et ses coutumes locales. Il ordonna l'érection d'un monument à la révolution du 16 juillet 1809 et rendit au peuple « la liberté de ses carnavals, qu'un ordre municipal avait défendus comme indignes d'un pays éclairé ». De plus, il organisa dans le Palais des réunions et des fêtes, où il convia les personnages les plus distingués de la ville. Il lui arriva, plus d'une fois, se trouvant en état d'ébriété, de répondre à ses invités de la façon la plus grossière et la plus méprisante.

Pendant ce temps, il se produisit à Cochabamba, à Sucre et à Potosi, des séditions armées, qui furent comprimées par les troupes, commandées, en partie, par le colonel Morales. Craignant des complications plus sérieuses, Melgarejo partit de La Paz, le 6 mars, pour se rendre dans ces villes, après avoir laissé le commandement de l'armée nationale à don Casto Arguedas. A son arrivée à Oruro, il apprit, non sans émoi, que La Paz s'était soulevée

en proclamant le nom de Belzu, et qu'elle se préparait à la défense sous la direction du chef populaire.

Belzu était usé au physique et au moral. Sa fortune, dissipée dans ses voyages en Europe et ses séjours à l'étranger, il revenait au pays, assoiffé d'honneurs et de richesses, et convaincu qu'il était nécessaire de prendre des mesures d'une extrême violence pour extirper ce qu'il appelait la corruption publique et qui n'était, en réalité, que le manque de préoccupations morales et les conséquences de l'ignorance épouvantable de gens sans éducation et sans culture.

Belzu était à La Paz, le 22 mars. Dès qu'il le sut, Melgarejo, sans donner de repos à ses soldats, leur ordonna de retourner à l'endroit d'où ils étaient partis.

La route était longue, mais peu pénible pour ces hommes accoutumés à parcourir sans cesse le vaste territoire de la République. Chacun d'eux portait dans son sac quelques morceaux de viande desséchée (charqui) et des pommes de terre cuites en gelée (chuño) ; à leur côté pendait le bidon, plein d'eau ou de liqueur, et ils marchaient les pieds nus dans des sandales, le pantalon retroussé jusqu'au genou, et la couchette blanche autour de la ceinture. Les grands chefs et les officiers montaient de petites bêtes, prises de force aux Indiens, et personne, pas même le général en chef, n'avait une tente de campagne pour se garantir de la fraîcheur de la nuit, ou même un simple lit pliant. Le chemin à parcourir était désert, car les Indiens avaient transporté leurs denrées à la ville pour les offrir au chef révolutionnaire, et l'on dut vivre du contenu des sacs et des besaces.

A l'aube du 24, les troupes de Melgarejo arrivèrent sur la hauteur qui domine la ville dans laquelle, faute d'armes et de matériel de défense, on élevait des barricades, on creusait des fossés et les gens se préparaient au combat, qui semblait devoir être furieux et acharné. Melgarejo et Campero s'avançaient à la tête de leurs troupes. Ce dernier écoutait son chef qui se plaignait des gens de La Paz et montrait sa prévention contre le lieutenant-colonel Cortes, qu'il accusait d'avoir été l'un des premiers à acclamer Belzu. A cet instant, des tirailleurs ennemis se montrèrent au sommet de la hauteur, tirèrent quelques coups de fusil et disparurent dans le bas du vallon, occupé par la ville. En même temps, plusieurs individus, échappés de la place, vinrent se joindre aux forces de Melgarejo. Parmi eux se trouvait précisément le colonel en question. A sa vue, Melgarejo arma son revolver

et s'élança vers lui en proférant des phrases de menace grossière. Cortes courut à son agresseur et l'empêcha de se servir de son arme. En même temps, d'une voix troublée par la frayeur, il demandait grâce pour sa vie et essayait de justifier sa conduite.

« Voyons, fusiliers, tuez-le cheval et tout ! » Cet ordre cruel fut exécuté à l'instant, et le colonel tomba le crâne brisé à coups de crosse. En sacrifiant l'un de ses meilleurs amis, Melgarejo avait espéré mettre fin à la désertion de ses soldats, mécontents de combattre contre Belzu.

Immédiatement, l'assaut de la ville commença et ce fut un échec pour Melgarejo. Ses soldats se battaient sans conviction et même avec répugnance. Ils ne tardèrent pas à se replier en abandonnant leur chef.

Alors Melgarejo, considérant sa cause comme perdue, voulut mettre fin à son existence. Campero l'en dissuada et lui donna le conseil de tenter un nouvel effort, quelque désespéré qu'il parût. Melgarejo se rendit à cet avis et, groupant autour de lui quelques lanciers, il se dirigea vers le Palais à travers la multitude qui célébrait avec une grande joie la victoire de son chef. Entré dans la place avec six cuirassiers, son apparition surprit tout le monde et, pendant quelques instants, on n'entendit que le bruit des pas de ses chevaux. Il pénétra dans le Palais, mit pied à terre et monta les marches qui conduisaient au salon. Belzu, muet d'étonnement, s'était avancé sur le perron au bras d'un haut personnage. Quand les deux chefs se trouvèrent en face, il y eut un moment de stupeur parmi les personnes de leur suite. Melgarejo tendit son bras armé d'un revolver et voulut tirer sur Belzu ; mais Campero le retint. Il s'ensuivit, entre les deux adversaires, un court échange de phrases. A ce moment, on entendit une détonation et l'on vit Belzu, mortellement blessé, tomber dans les bras de l'un de ses suivants.

La terreur paralysa les uns et mit les autres en fuite. Alors, Melgarejo s'avança vers la fenêtre et, paraissant au balcon, adressa ces mots à la foule qui continuait à acclamer le vainqueur :

« Belzu est mort ! Eh bien, qui vive, maintenant ? »

Et la multitude, subjuguée, vaincue, répondit avec crainte et admiration :

Vive Melgarejo !

On ne vit jamais un changement aussi complet et aussi immédiat dans la conscience des foules. Aussitôt, Melgarejo fut entouré par ceux qui

l'avaient abandonné quelques instants auparavant, et avec eux il se mit à parcourir à cheval toute la ville, toujours suivi des acclamations de la multitude. Il ne rentra au Palais que le soir. Près de la tombée de la nuit, Juana-Manuela Gorriti, la veuve de Belzu, vint réclamer le corps de son mari qui lui fut remis, dépouillé de ses bijoux et des meilleures parties de ses vêtements.

Comme unique moyen de vaincre la résistance des habitants de La Paz et d'assurer la stabilité du pouvoir, son secrétaire général lui conseilla de constituer un cabinet avec des éléments complètement dévoués à sa personne.

Le conseil était mauvais. On s'attendait à le voir s'entourer des meilleurs hommes politiques du pays, et la déception fut grande quand on apprit qu'il choisissait comme conseillers des individus qui avaient toujours donné des preuves d'un profond égoïsme, comme Jose Oblitas et Donato Muñoz. Aussi le vide continua-t-il à se faire autour de lui.

Pour se consoler de cet isolement, Melgarejo convertit sa résidence en un lieu de plaisir facile où l'on mena une véritable vie de débauche. Sa liaison avec dona Juana Sanchez et les orgies que leur couple infâme présidait dans le Palais, mirent le comble à l'horreur et à l'indignation des honnêtes gens.

En attendant, les fonds diminuaient dans les caisses nationales et il n'y avait pas de quoi subvenir aux frais des services publics ; mais, ce qui préoccupait le plus Melgarejo, c'était de ne pas pouvoir payer les soldats, les meilleurs soutiens de sa cause, et cela le rendait inquiet. Dans sa profonde ignorance en matière de finances, il concevait les projets les plus insensés et noyait ses soucis dans l'ivresse et l'excès des plaisirs sensuels.

Un jour, qu'il était moins ivre que de coutume, il fit appeler le colonel Campero, devenu préfet de la ville, et, tous deux, se mirent à causer et à boire. A ce moment, un aide de camp annonça l'arrivée des ministres qui furent introduits, et l'un d'eux, Bustamente, exposa que le général Santa Cruz avait signé en Europe une proposition avantageuse pour exploiter les gisements de guano récemment découverts à Mejillones. « Les contrats... »

Melgarejo ne le laissa pas conclure. Les gisements, les contrats, etc., n'étaient que des rêves de docteurs abusés. Ce qu'il lui fallait tout de suite, c'était de l'argent pour payer ses troupes qui pouvaient, d'un moment à l'autre, mettre la ville à sac, et le seul moyen de les en empêcher était à la

portée de tout le monde, excepté de ses ministres. Il fallait faire la guerre au Pérou : des emprunts forcés fourniraient les fonds et l'on occuperait ainsi les soldats. Il fallut se résigner et accepter cette dernière résolution.

Le départ fut précipité, car on apprit que les départements du Sud venaient de se soulever contre Melgarejo, qui partit de La Paz, le 13 mai 1865, laissant Campero dans la ville.

La situation de ce dernier était difficile. Il n'y avait pas d'argent dans la caisse du département et les soldats n'avaient pas été payés depuis trois mois. De plus, le désir de venger Belzu avait grandi d'une manière terrible dans l'esprit des basses classes.

Le 16 mai, une délégation d'artisans vint demander à Campero l'autorisation de célébrer les obsèques de Belzu. La cérémonie se fit avec pompe et on prononça des discours menaçants contre l'assassin Melgarejo. N'étant pas assez fort pour les punir, Campero dut faire semblant de les ignorer.

Le nom que la foule invoquait de préférence était celui du colonel Casto Arguedas, alors sous-préfet du district. Arguedas, par sa situation officielle, ne pouvait se prêter à aucune manœuvre. Il voulut quitter la ville, après avoir averti le gouvernement ; mais, le 15 mai, la multitude assiégea la préfecture et proclama Arguedas commandant général du département.

Ce même jour, Melgarejo partit d'Oruro pour Potosi, où le mouvement contre son absurde pouvoir semblait prendre des proportions formidables, et ce ne fut que trois jours après qu'il apprit le soulèvement de La Paz. En arrivant à Potosi, on lui annonça qu'Oruro avait proclamé, comme La Paz, la constitution de 1861 et nommé comme chefs, le journaliste don Francisco Velasco et le docteur en droit Vasquez, les deux plus éminents personnages de la ville.

Melgarejo poursuivait sa route, s'adonnant de plus en plus à l'ivresse et commettant, outre les extravagances les plus étranges, des actes d'une immoralité inouïe. Il entra triomphalement à Potosi où il accorda un court repos à ses troupes ; mais son beau-frère, le colonel Rojas, témoin complaisant de ses infidélités à sa sœur, ne fut pas reçu à Cochabamba et dut revenir à Oruro. Les troupes révolutionnaires étaient parties de cette ville, le 8 juin, pour se joindre à celles de La Paz et constituer une force suffisante pour renverser la domination de Melgarejo. Ce résultat ne fut pas atteint, grâce aux dissentiments qui s'élevèrent entre les dirigeants des deux départements pour de futiles motifs d'amour-propre.

Le 9 juillet, Arguedas fut élu, à l'unanimité, chef supérieur de la République et, le 10, il lança son premier décret, convoquant le peuple aux élections.

En août, Cochabamba se souleva de nouveau contre l'usurpateur, et la République se trouva ainsi tout entière debout contre le soldat qui, en présence de la répulsion du pays et le désarroi des siens, semblait acquérir plus d'audace et un désir plus ardent de commander.

Melgarejo se hâta d'accourir à Cochabamba et, en deux jours, il franchit avec ses troupes les 160 kilomètres qui le séparaient de la ville rebelle. S'il mit tant d'empressement à venir étouffer cette révolte, c'est qu'il tirait de Cochabamba le seul aliment que consommaient ses soldats, admirables de sobriété et de résignation : le maïs grillé.

Mais il n'eut pas besoin de forcer la place. Les révolutionnaires de la région avaient abandonné leurs foyers pour aller grossir les rangs des insurgés de Sucre et de Potosi, dont les chefs, pour des motifs identiques à ceux de La Paz, étaient loin de s'entendre. Ils voulaient tous jouer le premier rôle, ambitionnant le titre de chef supérieur de la Révolution du Nord, comme Arguedas l'était de la Révolution du Sud. Aussi, quand Melgarejo se présenta, on n'eut plus à adopter, en fait de tactique, que celle de montrer les talons et de se faire battre comme le firent à Letanias, le 24 décembre, Arguedas et les siens. Après avoir erré sur les plateaux, sans plan ni entente, il vint échouer tristement à quelques kilomètres de la ville.

C'est ainsi que Melgarejo affermit son pouvoir, grâce à l'ambition et à l'incompétence de ses adversaires. Tout le monde se soumit au vainqueur, et les meilleurs éléments du pays s'empressèrent de lui offrir leurs services, de sorte qu'il crut pouvoir disposer à son gré du pays. La presse, qui l'avait combattu, se mit à louer ses extravagances même.

Mais il eut le tort de ne pas tenir compte du sentiment de pudeur et de délicatesse des femmes, qui refusaient énergiquement d'entrer en contact avec dona Juana Sanchez, cette fille qui s'était emparée du cœur et des sens de Melgarejo au détriment de l'épouse légitime, abandonnée et vivant dans le mépris et la misère. Il conçut, pour les réduire, un plan diabolique : du jour au lendemain, il fit arrêter, sous prétexte de complot, leurs parents les plus proches et les plus respectables, les destinant à l'échafaud. Les prières, les suppliques ne purent apaiser la colère simulée de Melgarejo, et

les dames durent vaincre leur répugnance et venir demander à doña Juana d'intercéder pour les condamnés.

C'est alors que don Juan Ramón Muñoz Cabrera publia son livre : *La Guerre de quinze ans*. Cet ouvrage, qui aurait pu servir à éclairer la conscience publique, passa inaperçu des dirigeants et de leur indigne maître. Comme tous les despotes, Melgarejo méprisait les hommes intelligents, n'ayant d'admiration que pour la soldatesque, ignorante et dégradée, à laquelle il rendait le culte de la force brutale.

Le pays était donc tombé entre les mains d'un barbare, et il allait bientôt supporter les conséquences de sa complicité ou de son impuissance. Ce fut, en effet, le moment que mirent à profit les pays voisins pour élargir leur territoire aux dépens de la Bolivie.

Le Chili et le Brésil, qui connaissaient bien la vanité et l'ignorance de notre homme, accréditèrent auprès de lui des missions spéciales, chargées d'examiner les questions de frontières restées en suspens.

La mission du Chili se composait du ministre Vergara Albano et du secrétaire Walker Martinez, deux hommes très versés dans l'art de séduire et de tromper. Le secrétaire devint le favori de Melgarejo, et le ministre le nomma général de division de l'armée du Chili. Ils l'amenèrent, par leurs flatteries, à lui faire signer le traité du 10 août 1866, qui fixa une frontière assez imprécise entre les deux pays et disposa que les produits, découverts et exploités dans la zone comprise entre le 23e et le 25e degré de latitude, seraient la propriété commune des deux Républiques. C'était, selon un autre diplomate chilien, « la dernière expression de l'absurde ».

Les démarches de Lopez Netto, le plénipotentiaire brésilien, ne furent ni plus difficiles ni moins fructueuses. Cet ambassadeur se présenta avec tout le faste dont s'entourent d'ordinaire les plénipotentiaires portugais, remplissant d'étonnement et de stupeur le peuple misérable et même les petits personnages, sortis des basses classes et n'ayant presque aucune idée du luxe et de la vie large.

Des titres sonores et de brillantes décorations pour Melgarejo, de riches joyaux pour sa concubine, disposèrent tous les esprits en faveur de ces agents magnifiques qui, en peu de jours, enlevèrent un traité accordant au Brésil tout ce qu'il demandait. Les limites de la Bolivie étaient reportées du cours moyen du Madera à sa source, et elles l'auraient été plus au sud, si les prétentions des Portugais ne s'étaient arrêtées au confluent du Beni.

Pero Neto considéra qu'il fallait consolider sa conquête par un vote solennel des Chambres. Il montra donc à Melgarejo la nécessité de réunir un Congrès qui approuverait le traité convenu et donnerait un caractère légal à ses actes antérieurs. Des élections eurent lieu, sans aucune garantie, et l'Assemblée, qui en sortit, rédigea une nouvelle constitution provisoire, accordant au Grand Chef de Décembre, « le Capitaine du Siècle », « le Brave Guerrier des Andes », les pouvoirs nécessaires pour aplanir les difficultés avec les pays limitrophes.

Melgarejo, satisfait, voulut fêter de si grands triomphes et donna un festin où furent conviés les représentants de la nation, les chefs de l'armée, les diplomates et des personnages d'un rang élevé. A l'heure des toasts, un député crut devoir louer la nouvelle charte politique votée par le Congrès et à laquelle l'illustre Melgarejo saurait conformer tous ses actes.

La réponse catégorique et brutale du soldat, ivre et cynique, ne se fit pas attendre :

« Que le docteur qui vient de parler sache, dit-il, en montrant successivement les deux poches de son pantalon, et que tous les honorables députés sachent aussi, que j'ai mis dans cette poche la constitution de 1861, qui était excellente, et que je mettrai dans cette autre celle de 1868, qui est meilleure, de l'avis de messieurs les docteurs, et que personne que moi ne gouverne en Bolivie !... »

Cela, tout le monde le devinait aux actes de vandalisme et aux crimes que commettaient impunément les favoris du tyran. Il ne manquait pas, cependant, de patriotes assez fous pour oser lever l'étendard de la révolte, aussitôt rougi par le sang de généreuses victimes.

L'un des premiers à se soulever fut le docteur Mariano Reyes Cardona, de Sucre, qui, dans le dernier Congrès, s'était brillamment dressé contre les ambitions démesurées du Brésil. Le messager qui apporta cette nouvelle à Melgarejo, le soldat Hilarion Daza, franchit les 688 kilomètres, qui séparent Sucre de La Paz, en trente-six heures, par des chemins inondés par les pluies persistantes de l'hiver, et à dos d'animal.

Melgarejo chargea le ministre de la guerre, le général Rojas, son beau-frère, d'étouffer ce mouvement. Trois jours après, une autre estaffette apportait la nouvelle que Cochabamba se soulevait aussi, proclamant, comme Sucre, la présidence de don Lucas Mendoza de la Tapia et la constitution de 1861. Les autorités principales de cette ville s'étaient enfuies à

Tarata, petit village, élevé au rang de ville par un décret du 5 septembre 1866, en honneur de Melgarejo, dont il était le lieu de naissance.

Alors Melgarejo partit de La Paz à la tête de ses troupes ; mais il apprit en route que les soulèvements de Sucre, de Potosi et de Cochabamba avaient été vaincus. Cependant, il poursuivit sa marche pour visiter son village, à seule fin de se rassasier de chicha (boisson de maïs fermentée), spécialité de la région qu'il préférait.

Le 31 janvier de cette même année, Melgarejo était de retour à La Paz et trois jours après il faisait fusiller un pauvre fou, échappé de l'hôpital, pour avoir jeté deux pierres sur le président et sur sa suite. L'acte de ce dément transformé en tentative d'assassinat fit supprimer toutes les garanties individuelles. Le gouvernement assuma la dictature.

Ce fut le commencement d'une série de crimes abominables et scandaleux et, en peu de temps, on put compter par centaines les victimes de ce régime de corruption et d'ignorance.

Le jour de Pâques tomba cette année le 28 mars, jour anniversaire de la naissance de Melgarejo, qui voulut fêter cette coïncidence par des réceptions et un banquet. Le troisième jour de cette ignoble orgie, un de ses aides de camp, le chilien Santiago Bascunan, fut assassiné par ordre du général Sanchez. En apprenant le fait, le ministre du Chili, don Ramon Sotomayor Valdes, homme de beaucoup de talent et témoin oculaire de la plus grande partie des événements de cette époque de luttes, courut au Palais réclamer contre ce crime.

Tous ces forfaits, couverts par les représentants mêmes de l'Église, jetèrent la terreur et la confusion dans le pays ; mais personne n'avait le courage de se révolter. Les opprimés s'enfuirent du pays ; la correspondance privée était violée ; tout moyen de répandre des idées de révolte était supprimé ; la prison, l'exil, la mort même, étaient décrétés au moindre soupçon.

Cependant, il y eut parfois des hommes de courage qui conseillèrent à Melgarejo d'adoucir les plans de son système politique et d'user de plus de modération dans ses plaisirs. A cela il répondait : « Laissez-moi jouir, puisque j'en ai l'occasion maintenant. »

Jouir était sa préoccupation dominante, à laquelle il sacrifiait les deniers publics ; mais, souvent, les caisses étaient vides et, pour les remplir, il fallait recourir à mille expédients.

On lui suggéra l'idée de vendre les communaux détenus par les Indiens. Il l'accueillit volontiers, car elle lui permettait de satisfaire, plus que ses propres intérêts, ceux de ses favoris, de sa concubine et de sa propre famille.

Jusqu'alors, les Indiens n'avaient inspiré aucune pitié ni reçu aucun soin de la part des pouvoirs publics. L'unique gouvernement qui publia quelques décrets en faveur de cette race, fut celui du Libérateur. Il leur restitua leurs terres et leur accorda certains privilèges, qui restèrent lettre morte. Et l'Indien, assujetti à la tyrannie du patron, vivait misérablement, esclave et exploité sans merci. Le *pongo* (indien qui sert de domestique) servait à tout et était un objet de risée.

On distribua donc les terrains appartenant aux Indiens, sous prétexte de les mettre dans des mains plus actives et plus entreprenantes. Cette spoliation eut lieu au milieu des pleurs et du désespoir d'une race, soumise à des hécatombes barbares et impitoyables, qu'il serait triste et répugnant de décrire. Qu'il suffise de savoir que les victimes immolées furent plus de deux mille dans la seule région de Taraco et qu'il y eut des propriétaires, comme dona Juana Sanchez, qui entrèrent en possession de quatre-vingts fermes très étendues, ou, comme le général Antezana, qui s'empara de plus de cent lieues de terrain, situé sur les bords fertiles du Titicaca.

Le 28 décembre, jour anniversaire de la prise du pouvoir par Melgarejo, la fête revêtit une importance particulière, parce qu'on avait déjoué une terrible conspiration tramée par le colonel Agustin Morales. On crut que Melgarejo avait affirmé définitivement son pouvoir, et beaucoup d'hommes politiques, qui s'étaient tenus à l'écart, se rallièrent à son gouvernement, comme le général Agreda, Ballivian, don Ricardo Bustamente, Jorge Oblitas et d'autres. On appela Melgarejo « l'Homme nécessaire de la Bolivie », et l'on disait qu'en cinq ans d'administration, il avait changé la face de la République...

Le grossier soldat acceptait ces éloges intéressés comme un acte de justice. Il croyait sincèrement avoir bien mérité de la patrie et, pour en donner une nouvelle preuve, il ordonna la continuation d'une rue et fit ouvrir un passage dans une colline de La Paz qui reliait la ville aux plaines de Potopoto, aujourd'hui Miraflores, travaux insinués par certain ministre.

Vers le milieu de l'année 1870, Melgarejo se rendit à Oruro pour ouvrir une Assemblée qu'il avait convoquée. Quelques jeunes gens en profitèrent pour attaquer une caserne et la prendre ; mais cette tentative n'eut pas

d'autre résultat. Peu après, on mit en circulation un manifeste du docteur Lucas Mendoza de la Tapia, excitant l'opinion contre le gouvernement brutal et autoritaire du dictateur et invoquant le règne de la Constitution. A la fin de cette année, on apprit que cette protestation de la Tapia avait déterminé le soulèvement de Potosi, dirigé par le général Rendon.

Les dirigeants accueillirent cette nouvelle avec inquiétude ; mais ils cachèrent leur trouble à l'aide de phrases d'un burlesque exagéré. Il n'y avait de réellement regrettable, disaient-ils, que l'accident arrivé au Grand Capitaine, qui avait eu le pied fracturé par une ruade de son cheval à Oruro ; mais, à cette date, les cruelles douleurs avaient disparu et il se préparait à châtier en personne les séditieux qui, à son nom, s'enfuiraient épouvantés.

Le 3 novembre, Melgarejo partit pour Potosi avec ses troupes et, à peine s'était-il éloigné de la ville, que le lieutenant-colonel Hilarion Daza, commandant le fameux 3e bataillon, et l'un de ses partisans les plus dévoués, qui avait reçu la garde de la capitale, se laissa acheter pour la somme de 10.000 pesos, fournis par une souscription entre la jeunesse des meilleures familles de La Paz. En se vendant ainsi, cet officier ne montra pas l'élan généreux de l'homme qui met les moyens dont il dispose au service de son pays, mais la grossière ambition de l'égoïste pour qui rien n'est sacré, quand il s'agit d'argent.

En même temps, les journaux indépendants, réduits au silence depuis six ans, réapparaissaient, publiant des articles pleins de haine contre l'infâme tyrannie qu'ils désiraient ardemment renverser.

La révolution éclata, presque unanimement, le 24 novembre, et, le 25, Morales fut reçu dans la ville et acclamé avec enthousiasme. Le 26, on le nomma chef supérieur de la Révolution avec le docteur Casimiro Corral pour secrétaire. Les deux hommes s'occupèrent aussitôt d'organiser des troupes sur la base du 3e bataillon et de les armer avec les fusils que Morales avait apportés du Pérou. Dans des réunions en plein air, on prononça des discours très violents contre Melgarejo et on se livra à toutes sortes de démonstrations patriotiques, au chant de l'hymne national, et en acclamant les effigies de Bolivar et de Sucre.

C'est alors qu'arriva la terrible nouvelle de la sanglante défaite des révolutionnaires de Potosi. Le 28 novembre, Melgarejo avait donné l'assaut à la fameuse ville des trésors, où les soldats du tyran se livrèrent avec fureur au pillage pendant vingt-quatre heures, après avoir massacré plus de 400 hommes.

Cette nouvelle ne fit qu'exciter l'ardeur des citoyens et les décider à en finir, une fois pour toutes, avec la tyrannie barbare, ou à s'ensevelir sous les décombres de la malheureuse capitale.

Melgarejo connaissait le caractère de la ville et, sans se faire de grandes illusions, il ordonna le départ immédiat de son armée. La marche fut rude pour tous. Melgarejo, encore mal guéri de son pied, voyait de tous les côtés se fermer l'horizon de ses plaisirs. La plupart de ses amis l'avaient abandonné et il ne comptait que sur la loyauté ferme et désintéressée de ses soldats et de son secrétaire Muñoz. Les autres villes, Oruro, Sucre, Cochabamba et la lointaine Santa Cruz, s'étaient unies à ses ennemis, et maintenant il restait seul, seul avec ses fidèles soldats, en face de la nation debout, qui le répudiait implacablement. Et alors, accablé de douleur et d'inquiétude, il sentit peser sur lui la réprobation nationale et, avec plus d'intensité encore, l'ignorance de ce qu'était devenue la femme qu'il idolâtrait...

Le matin du 15 janvier 1871, les troupes présidentielles arrivèrent sur la crête des coteaux qui dominent la ville, fatiguées et abattues par les 600 kilomètres qu'elles venaient de parcourir. Leur chef, amaigri et vieilli, marchait presque toujours muet et le visage contracté par un pli de douleur. En arrivant au faîte, il avança seul et se mit à contempler la ville ; puis, appelant quelques-uns de ses officiers et de ses soldats les plus fidèles, il leur recommanda, les larmes aux yeux, de faire tout leur possible pour amener dona Juana dans ses bras.

Le choc fut brutal et passionné des deux côtés, bien que, tout d'abord, on s'aperçût que les soldats du terrible général n'attaquaient pas avec leur décision et leur héroïsme accoutumés. Les gens de La Paz se défendaient avec plus de bravoure, de sorte que le combat dégénéra en un carnage cruel et impitoyable, bientôt accru par l'horreur de l'incendie, qu'on dut allumer pour déloger des maisons les soldats du gouvernement.

Vers huit heures du soir, Melgarejo s'enfuit, accompagné de la plupart de ses partisans et de ses principaux officiers. Il fuyait sans avoir pu rien apprendre au sujet de dona Juana Sanchez, emportant dans son cœur le chagrin et la haine. Les fuyards furent poursuivis par les Indiens, imprudemment appelés au secours de la ville par les révolutionnaires, et fort peu d'entre eux purent atteindre la frontière du Pérou. Ainsi, les Indiens, dépossédés de leurs terres et injustement maltraités, se vengèrent de ceux qui leur avaient ôté la seule chose qui donne du prix à la vie...

De cette manière finit aussi ce président sans culture, dont les exploits, les crimes et les excès dépassèrent tout ce que l'esprit peut imaginer d'incroyable, d'énorme, de chaotique : scènes sanglantes, massacres, orgies, folles ivresses, qui eurent pour théâtre une nation, et dont les acteurs furent des militaires aux uniformes chamarrés d'or, des magistrats, des moines, des courtisanes, des entremetteurs et même des diplomates...

II. — MORALES

Le peuple tout entier se tourna vers le vainqueur de Melgarejo et le proclama son nouveau Libérateur. « En Bolivie, on n'a pas de mémoire » — avait dit le président Acha, et, en effet, la vie de Morales, peut-être plus que celle d'aucun homme de ce temps, n'avait été qu'une série humiliante de défaillances, de trahisons et de toutes sortes de vilenies, qu'aujourd'hui, devant la séduction du succès, tout le monde oublie tristement.

Soldat dès les premiers temps de la République, il avait mérité par des exploits fameux le titre de « vaillant parmi les vaillants », que tout le monde lui accordait, sans marchander ses mérites.

Il était ignorant, n'ayant fréquenté que les écoles primaires et arrivé à l'adolescence, il avait suivi l'exemple des jeunes gens qui, ne pouvant plus étudier le droit ou la théologie, se faisaient soldats pour conquérir des grades, des titres et des honneurs et aspirer, enfin, à la présidence de la République, but visé par tous les militaires d'alors. Pour y parvenir, l'audace, l'intrigue, la trahison étaient les moyens ordinaires, et c'est ainsi, qu'après avoir servi successivement les gouvernements de Velasco, Ballivian, Belzu, Cordova et Linares, Morales les avait trahis et combattus.

Acclamé président, son premier décret fut pour faire rendre aux Indiens les terres dont on les avait dépouillés ; puis, il lança une proclamation au pays où il promettait de convoquer une Assemblée constituante et donnait l'assurance de ses meilleures dispositions pour faire le bien et mettre en pratique, dans toute leur pureté, les principes démocratiques

Ce programme eut le don de conquérir l'adhésion de tous les citoyens, sans distinction.

Le 6 février, Morales convoqua l'Assemblée générale, engageant les députés à n'élire qu'un citoyen libre de tout engagement envers ses cama-

rades et n'ayant pas de vengeances à exercer : « Plus de liberté et moins de gouvernement », tel fut le thème principal de ses discours.

Tout d'abord, il mit rigoureusement ces idées en pratique. Il appela au gouvernement les hommes les plus honnêtes de tous les partis et défendit aux employés publics d'intervenir dans les élections. Cependant, cette tolérance était démentie par tout son passé, et beaucoup de citoyens ne tardèrent pas à s'en méfier.

Au milieu du mois, Morales se rendit à la capitale et, le 18 juin, il installa l'Assemblée, qui, pour la première fois, peut-on dire, fut en Bolivie la véritable expression de la volonté du peuple.

Le docteur Tomas Frias la présidait.

Dans son message, après avoir flétri le gouvernement de Melgarejo, Morales offrit de se démettre du pouvoir, déclarant sa mission terminée. Il se dépouilla donc d'une manière théâtrale de la médaille léguée par les fondateurs de la République, et sortit de l'Assemblée, suivi de ses amis et de ses partisans les plus fanatiques, qui ne cessaient de l'acclamer avec grand bruit.

Aussitôt, le débat commença par un discours de l'orateur Evaristo Valle, qui s'éleva contre cette pratique établie de récompenser toujours par la présidence tout acte de rébellion contre le despotisme, et, au grand scandale des représentants, amis du gouvernement actuel, il conseilla d'accepter la démission de Morales. D'autres députés proposèrent de laisser la présidence vacante.

Le lendemain, 19 juin, l'Assemblée reçut deux documents révélateurs et significatifs : l'un de la part des officiers de l'armée qui demandaient « que d'aucune manière on n'acceptât la démission du colonel Morales » ; l'autre, du secrétaire général de la présidence, exprimant la surprise du président de voir qu'on n'avait rien décidé au sujet de sa démission et qu'il attendait que « l'honorable Assemblée constituante se prononce sur elle ».

Devant ces deux requêtes, en apparence contradictoires, l'Assemblée se vit obligée de nommer une commission qui connaîtrait de l'affaire. Elle donna deux avis : l'un, celui de la majorité, qui refusait la démission du président; l'autre, signé par don Evaristo Valle, qui concluait à l'acceptation.

Les députés qui suivaient avec un calme relatif le cours du débat ora-

geux et passionné qui s'engagea, ne cessaient de déplorer le conflit provoqué entre les deux pouvoirs par l'ambition d'un chef vulgaire, et furent d'avis qu'on laissât pour un an encore le gouvernement à Morales.

On savait que c'était un homme impulsif et violent, totalement dépourvu de sentiments généreux, et l'on craignait qu'il ne commît quelque acte arbitraire dont on aurait à se repentir ensuite.

Effectivement, Morales se trouvait dans un terrible état de contrariété. Il avait cru qu'en se montrant soumis et désintéressé il tournerait en sa faveur les sceptiques, et il constatait avec stupeur et colère, — ce que son ignorance ne lui avait pas laissé prévoir, — que ses manœuvres, trop grossièrement conduites, allaient lui faire perdre l'objet de ses désirs.

Alors, mettant de côté scrupules et considérations, il convoqua au Palais un certain nombre de notables habitants de la ville, auxquels il communiqua son projet de dissoudre le Congrès, qui voulait pousser le pays à l'anarchie. Les assistants furent consternés et plusieurs d'entre eux lui conseillèrent de ne pas donner suite à cette résolution, tandis que d'autres se montraient de son avis. Ils se séparèrent, enfin, et Morales resta seul dans ses salons, furieux et poussant des rugissements.

Mais ses serviteurs ne s'endormaient pas et, le soir, on vit des groupes de mauvais sujets, en état d'ivresse, parcourir les rues en criant : « Vive Morales ! A bas l'Assemblée ! Mort aux députés qui sont pour la démission ! »

Deux jours après, l'Assemblée siégeait à huis-clos, quand on entendit des coups furieux aux portes de la salle, qui s'ouvrirent aussitôt, livrant passage à Morales. Il repoussa brutalement la sentinelle et apparut dans l'enceinte de la Chambre, haletant, bouleversé, suivi d'une trentaine de généraux et d'officiers : « Je viens siéger », dit-il, et, se laissant tomber sur le fauteuil d'honneur à côté du président, il ajouta : « Pas de secrets, messieurs, quand il s'agit du salut de la patrie. »

La multitude qui, derrière lui, avait fait irruption dans la salle du Congrès, la remplissait de ses cris de « Vive Morales ! Vive notre père ! A bas le Congrès ! »

Et Morales, apaisant d'un geste impérieux les clameurs de ses partisans, fit entendre sa grosse voix dans un discours incohérent qui montrait son ignorance et sa vanité exaspérée. Il reprocha aux députés de perdre leur temps en s'occupant trop de son humble personne et pas assez du peuple

affamé ; il déclara qu'il n'avait besoin de personne, et encore moins de docteurs et d'anarchistes, pour rendre heureuse la Bolivie ; et, frappant sur sa poitrine des coups qui faisaient résonner toute l'enceinte, il ajouta : « Je me suffis, moi, et je prends toutes les responsabilités devant Dieu et devant les hommes. Je suis le seul libéral ; moi seul, j'ai assez de valeur pour faire la République grande et heureuse... »

Les députés écoutaient avec stupéfaction cet étrange discours et ils ne laissèrent pas de s'interroger avec inquiétude, quand le soudard conclut ainsi : « Pour éviter des difficultés et pour le bien de la patrie, je retire ma démission ; oui, oui, je la retire. »

Le trouble fut grand parmi les députés quand le président fut sorti de la Chambre. Les uns voulaient abandonner leur siège et rentrer dans leurs foyers ; d'autres, moins bien inspirés, disaient que le président ayant retiré sa démission, le pouvoir législatif restait debout. Le lendemain, le secrétaire général les engageait à suspendre leurs travaux, tandis que le président faisait appeler les parlementaires les plus éminents et, après leur avoir présenté ses excuses pour ce qui s'était passé la veille, leur exposait que son désir était de gouverner en collaboration avec les meilleurs éléments du pays, amis ou opposants. A cette fin, il avait décidé de former son cabinet en faisant appel au concours des parlementaires hautement appréciés don Tomas Frias, don Lucas Mendoza de la Tapia, don Mariano Reyes Cardona et don Nicaso Campero...

Ceux-ci, comme ministres, furent interpelés le lendemain par le député Calvimonte, qui voulut connaître leur programme politique. Ils répondirent en invoquant les arguments toujours convaincants de « la paix publique », « les devoirs envers la patrie », etc., etc...

Ainsi, toutes les difficultés se trouvèrent aplanies, toutes les aspirations satisfaites, tous les scrupules réduits au silence, et l'Assemblée, dans sa session du 26 juin 1870, investit solennellement Morales de la présidence provisoire, pour laquelle il prêta serment, promettant de se soumettre au statut de 1861, et de réparer les maux causés par l'administration antérieure.

La Chambre put alors se livrer entièrement à ses fonctions. L'un de ses premiers actes fut de discuter la nullité de la vente des communaux, autorisée par Melgarejo. La loi du 9 août permettait aux Indiens de rentrer en possession de leurs biens, par des procès coûteux, et dépouillait les fami-

S. Dilhan. — 7

liers de Melgarejo des territoires étendus qu'ils s'étaient adjugés par force en versant des torrents de sang et à des prix dérisoires. Deux autres lois, votées par l'Assemblée, annulaient tous les actes accomplis par Melgarejo et déclaraient non valables tous les avancements militaires, tant prodigués par le tyran.

On s'occupa ensuite de l'affaire Church, qui fixa l'attention du pays jusqu'à ces derniers temps, où la légation de Bolivie à Paris, confiée au docteur Montes, fit, en 1913, les derniers arrangements.

En 1867, le colonel Jorge E. Church avait signé à New-York un contrat avec l'agent diplomatique de Bolivie pour la navigation du rio Madera. Par ce contrat, approuvé par le gouvernement de Melgarejo, il s'engageait à former aux États-Unis une compagnie au capital de un million de pesos et à contracter un emprunt en Europe de un ou deux millions de livres sterling, garanti par les revenus généraux de la nation. Cet emprunt se réalisa à Londres, le 18 mai 1871. Morales approuva ce contrat et, bien qu'une minorité de l'Assemblée jugeât ce projet irréalisable, il fut voté à une grande majorité.

Cette discussion sembla réveiller tout à coup dans le pays la fièvre industrielle et l'amour des affaires, et l'on proposa plusieurs projets de constructions ferroviaires ; mais l'Assemblée avait des préoccupations plus graves qui consistaient à changer la loi fondamentale de la République et de substituer le système fédéral au système unitaire. Le 28 août, elle vota dans un sens favorable au système unitaire, et ce vote entraîna la démission des ministres d'État, la Tapia et Frias, défenseurs du système fédéral, et, par solidarité, celle des deux autres ministres, Cardona et Campero.

L'Assemblée autorisa, enfin, la création de la Banque nationale de Bolivie, si prospère dans la suite, puis elle se sépara, non sans s'être donné le luxe de voter la septième constitution. Morales profita de cette clôture pour mettre en relief son amour des libertés publiques et sa haine du despotisme. Cependant, les faits qui s'étaient déjà produits révélaient assez son caractère ; mais il savait qu'en Bolivie les actes perdent leur valeur et leur signification devant les affirmations sonores et catégoriques.

En novembre, il se mit en route pour La Paz. On apprit alors que Melgarejo avait été assassiné à Lima par un de ses favoris, et le contentement général fut accru par la nouvelle que l'emprunt Church avait complètement réussi. Tout faisait prévoir un avenir séduisant pour la Bolivie. Des

compagnies étrangères s'empressaient de faire des propositions pour exploiter les richesses minérales du pays et pour construire des routes et des chemins de fer, presque inexistants et, cependant, si nécessaires.

A cette époque, les voyages se faisaient encore à dos d'animaux et le service des voyageurs était assuré par des postillons, qui logeaient leurs clients dans les maisons de postes, moyennant dix centimes par nuit. Ils devaient transporter des colis n'excédant pas le poids de quatre kilogs, à moins d'entente spéciale avec l'expéditeur. Chaque postillon marchait près du voyageur et il était défendu, par une ordonnance postale de 1872, de faire plus de deux lieues à l'heure sur les animaux loués à la poste.

Ces mêmes postillons étaient chargés de transporter la correspondance particulière, service assez défectueux, qui se prêtait à mille abus de la part du gouvernement lui-même. On arrêtait les postillons pour des motifs quelconques et le secret de la correspondance était violé, surtout si le gouvernement craignait des troubles.

La période des élections présidentielles approchait et le pays s'agitait autour des candidats, qui étaient les généraux Morales, Quedevo et José Manuel Rendón, le docteur Lucas Mendoza de la Tapia et don Adolfo Ballivian. Les plus en faveur étaient Morales et Ballivian ; ce dernier se trouvait en Europe et devait sa popularité aux soins et à l'intelligence de ses amis qui l'avaient désigné comme candidat.

La candidature de Quevedo fut reçue avec indignation, parce que cet homme avait été l'un des plus vaillants défenseurs de Melgarejo et avait répandu le sang de ses compatriotes sur les barricades de Potosi et de La Paz. Un an à peine après les massacres du 15 janvier, il osait se présenter, donnant raison à la phrase d'Acha : « En Bolivie, on n'a pas de mémoire. » Les protestations que souleva cette attitude audacieuse satisfaisaient Morales, qui était décidé à reprendre la présidence par tous les moyens. Il le montra bientôt à l'arrivée de Ballivian : craignant un insuccès électoral, il lui demanda une entrevue et lui fit voir qu'il était résolu de rester à tout prix au pouvoir. Ballivian n'avait aucune ambition politique et détestait les révolutions ; il consentit donc à se désister de sa candidature et accepta une mission en Europe.

Le nom de Ballivian ayant disparu de la liste électorale, la plupart de ses partisans se rallièrent à la candidature de la Tapia ou s'abstinrent ; bien peu se décidèrent, bien malgré eux, à donner leur voix à Morales.

Les élections eurent lieu et, comme on devait s'y attendre, Morales en sortit vainqueur ; mais on apprit bientôt qu'on avait découvert une terrible conspiration et qu'il fallait exiler les conjurés, ce qui fut fait immédiatement. Parmi les proscrits se trouvèrent naturellement ceux qui avaient combattu la candidature du président. Il avait patiemment supporté leurs attaques, attendant le moment où il lui serait permis de satisfaire ses désirs de vengeance.

Le Congrès, réuni le 15 août à La Paz, fut inauguré par la lecture du message présidentiel, document typique où la fausseté, la vanité et l'hypocrisie se donnaient la main et formaient une trinité sombre. Œuvre du ministre de l'intérieur Corral, il ne contenait qu'une vérité, exprimée autrefois par Belzu, stigmatisant la corruption des gouvernements antérieurs qui avaient entretenu le peuple dans l'ignorance, le vice et la paresse, ruiné le commerce, les mines, les arts et l'agriculture, et laissé le pays sans routes et sans moyens de communications.

A la fin de la séance, il fut proclamé président constitutionnel de la République.

Quelques jours après, l'Assemblée examina les mémoires ministériels et l'on constata, qu'en matière de finances, on se trouvait en présence d'un déficit considérable et que, dans les relations internationales, l'exécution du traité, concernant les affaires avec le Chili, devenait particulièrement difficile, malgré les efforts de Bustillo à Santiago.

Vers la fin de la session de la Chambre, il se produisit des scènes honteuses qui démasquèrent le président et le firent connaître sous son véritable aspect. On censurait sa vie privée et sa conduite licencieuse. Dépourvu de toute culture, il n'éprouvait pas le moindre désir de se perfectionner moralement ou intellectuellement. Il ne se plaisait que dans les orgies vulgaires où, entouré de femmes du peuple, il s'enivrait de boissons de choix, seule chose où il montrait un goût raffiné. La nation en était dégoûtée et inquiète, car on l'accusait aussi de dilapider les deniers publics pour satisfaire ses plaisirs. Le scandale allait éclater à propos de fonds concernant l'instruction publique, et Morales, qui suivait les débats avec anxiété, prévoyant que son autorité allait en sortir diminuée, ordonna que les musiques militaires vinssent à la Chambre interrompre la discussion en exécutant de retentissantes fanfares à la porte du Congrès.

Le lendemain, les députés s'abstinrent de venir à la Chambre, où Morales

se rendit accompagné d'un nombreux cortège, en costume de parade, et, devant une salle vide de députés et des galeries pleines de monde, il déclara, avec des cris et des gestes de colère furieuse, la clôture de l'Assemblée constitutionnelle de 1873, dont les membres, dit-il, n'étaient « qu'une bande de traîtres, d'infâmes, de vendus, etc... ».

Et, toujours suivi de son cortège, il revint au Palais où l'on se mit à célébrer son énergie par des libations répétées.

Le lendemain, 26, le public apprit, non sans stupéfaction, que trois ministres avaient rendu leur portefeuille. Morales, mis au courant de ce bruit, fit appeler le ministre Corral et voulut se livrer sur lui à des voies de fait, quand il fut en sa présence. Celui-ci se réfugia immédiatement à la légation américaine. Morales crut que l'homme qui avait tant fait pour lui allait se mettre à la tête d'une insurrection armée. Il voulut s'entourer de tous ceux qui lui restaient fidèles ; mais il n'avait confiance en personne. Une terrible exacerbation s'empara de lui et il se voyait circonvenu de toutes sortes de pièges.

Le soir du même jour, il voulut répéter son exploit contre un de ses aides de camp et tenta de le jeter par une fenêtre du Palais donnant sur la place. Alors, son neveu, Federico La Faye, dont on disait que le président courtisait la femme, mais sans succès, s'interposa pour mettre fin à cette scène odieuse. Morales, au comble de l'irritation, se tourna vers La Faye et le frappa du poing. Celui-ci répondit à cette attaque en déchargeant sur son agresseur les cinq coups de son revolver, qui l'étendirent mort dans son salon.

La consternation au Palais fut immense, mais ne se répandit pas dans le public à cause de l'heure avancée. Le lendemain, 28 novembre, sur le conseil même des habitués du Palais, le docteur Frias réunit à la Chambre les quarante-deux députés qui restaient encore dans la ville. Ils nommèrent un conseil d'État, composé de neuf membres, dont les directeurs élus furent les docteurs Frias et Baptista Le premier fut proclamé président de la République.

Les scènes d'horreur qui venaient de se dérouler mirent les esprits dans un état de dépression qui devint évidente dans les discours du président de l'Assemblée et du président de la République le jour de la remise des insignes du pouvoir, qui s'accomplit au milieu des larmes de tous les assistants.

CHAPITRE VI

LA GUERRE INJUSTE

I. — PRÉSIDENCE DE DON ADOLFO BALLIVIAN

Frias ne s'était chargé de la présidence qu'à cause de la gravité de l'heure et avec la résolution formelle de réunir au plus tôt les comices électoraux. Il le fit le lendemain même de sa proclamation comme président, par son décret du 29 novembre.

Les candidats ne tardèrent pas à se faire connaître. Le premier fut don Casimiro Corral ; puis le général Quintin Quevedo et don Adolfo Ballivian, qui se trouvait en Europe. Les généraux Perez et Rendon posèrent aussi leur candidature ; mais ils comptaient peu d'adhérents.

Le docteur Frias accorda la plus grande liberté aux élections, laissant les groupes lutter à armes égales ; mais aucun candidat ne réunit le nombre de suffrages suffisant pour être élu. On laissa donc au Congrès le soin de choisir par le vote de ses membres le nouveau président de la République.

L'Assemblée, réunie en session extraordinaire, le 28 avril 1873, entendit la lecture du message du docteur Frias. Puis les difficultés, surgies dans les rapports avec le Chili pour l'application du traité signé en 1866, au temps de Melgarejo, retinrent quelques instants l'attention des députés. On procéda, enfin, à l'élection du président qui, après deux tours de scrutin, désigna don Adolfo Ballivian, par 41 voix contre 19 au docteur Corral.

L'homme qui venait d'être appelé par le vote des représentants de la nation à la première magistrature de la République, était le fils aîné de l'ex-président, le général don Jose Ballivian. Élevé en dehors du pays, généralement en Europe, il était d'un caractère réservé et assez faible, d'une culture extrêmement variée et un peu diffuse, qui répondait à son talent d'assimilation facile, mais peu sûr. Au physique, c'était un élégant et beau

garçon, possédant les purs caractères de la race, la blancheur de la peau et la régularité des traits.

Animé d'un amour sans limites pour la liberté et pour les pratiques républicaines, sa vie morale offrait des traits de noblesse, de désintéressement et de générosité, qualités qui faisaient de lui un homme dans la belle acception du mot.

Constamment poursuivi par les gouvernements militaires, il vécut généralement à l'étranger, souvent dans la gêne, mais toujours fier et ne mendiant les faveurs de personne.

A peine arrivé au pouvoir, Ballivian voulut effacer les aigreurs de la lutte passée en offrant à Corral le ministère des affaires étrangères ; mais celui-ci déclina cette offre et disparut peu après de la ville.

Il organisa ensuite son cabinet en y appelant les hommes les plus marquants de son parti, — Baptista, Bustillo, Calvo et Mariano Ballivian, — et réunit l'Assemblée en session extraordinaire pour discuter et résoudre de graves problèmes économiques et financiers.

Son plan était de contracter à l'étranger un emprunt important qui lui permettrait de centraliser toutes les dettes et de mettre fin à des abus ruineux et même usuriers. La majorité du Congrès se prononça contre l'idée du gouvernement, le laissant seul en présence des besoins pressants du pays, qu'il ne savait comment satisfaire. Le Congrès, en effet, se sépara le lendemain même de ce vote.

Peu de jours après, Bustillo, prenant possession de son ministère, fut consterné de voir l'état déplorable des finances publiques. Il regrettait d'avoir accepté ce poste. Le seul moyen d'y remédier et d'éviter la crise était de convoquer de nouveau le Congrès, ce qui fut fait le 10 juillet ; mais, au bout de peu de jours, Bustillo mourait et le président, malade et affaibli, se sentit impuissant contre l'opposition. On ne voulait pas s'imposer de nouvelles obligations, bien qu'on connût la nécessité de se préparer à la guerre contre le Chili, qui ne se montrait pas décidé à résoudre par des moyens pacifiques la question des frontières.

Ballivian se rendit à la capitale où le Congrès devait s'installer et fonctionner. Il voyagea avec une simplicité qui faisait contraste avec les marches triomphales des chefs militaires, ses prédécesseurs.

Le 8 octobre, Ballivian lut son message à l'Assemblée, causant une énorme sensation chez les députés. Atteint d'une maladie incurable, il

lisait d'une voix affaiblie, respirant péniblement et faisant des pauses fréquentes. Il se plaignit de n'avoir pas pu obtenir du dernier Congrès l'autorisation de réaliser ses plans financiers, assurant que son gouvernement était résolu à s'abstenir de toute initiative financière, afin de rendre plus digne la politique intérieure du pays et élever sa pratique à une région de paix, de tolérance et d'harmonie.

L'Assemblée s'occupa d'abord de l'affaire Church, qui se trouvait en mauvaise condition, parce que les fonds n'étaient pas en rapport avec la grandeur de l'entreprise. La Chambre vota imprudemment une loi pour la continuation de l'œuvre et, après avoir approuvé plusieurs dispositions « pour sauver la situation économique du pays », elle ferma ses portes le 15 novembre, laissant le gouvernement dans les mêmes embarras qu'auparavant.

Comme dans les pays où l'initiative et l'industrie font défaut, les hommes, en Bolivie, se mirent à rechercher les emplois publics et à se lancer, de plus en plus, dans la politique. Les partisans de Corral, excités par leur chef, retiré à Puno, ne cessaient de combattre le gouvernement, prenant comme prétexte ses plans économiques. Le peuple, alarmé, recourait, plus que jamais, à la force armée, représentée par Daza, promu général de division, et qui continuait à commander le 1er bataillon de ligne, ou *Colorados*, le plus nombreux et le plus aguerri de tous ceux qui composaient la petite armée nationale.

Le président voyait avec indifférence toutes ces intrigues et, bien qu'il se sentît mourir peu à peu, il se refusait le repos que lui demandaient ses amis. Il voyait que ses adversaires voulaient profiter du mauvais état de sa santé pour troubler l'ordre, et il s'obstinait à ne pas leur céder la place.

Enfin, n'en pouvant plus, il dut laisser la première magistrature au docteur Frias, président du conseil d'État, et, peu de jours après, il cessait de vivre, laissant l'impression d'un homme politique correct, mais assez médiocre. Il avait pourtant prévu les difficultés du pays avec le Chili et tenté d'en éviter les conséquences désastreuses, ce que l'empêcha de faire la coalition méprisable des politiques militants.

Immédiatement, le docteur Frias assuma la présidence effective de la République, appelant dans une proclamation les Boliviens à la concorde, et manifestant sa ferme intention de faire respecter scrupuleusement les lois, par tous les moyens.

II. — GOUVERNEMENT DE FRIAS

A la disparition de Morales, le docteur Frias avait refusé de se charger du gouvernement, qui lui revenait de droit ; mais en cette occasion difficile, il prit le pouvoir et se mit à administrer les affaires publiques avec le cabinet de Ballivian, dont il refusa la démission.

Frias, comme son prédécesseur, se préoccupait de la situation financière du pays et voulut exercer un contrôle sur la gestion des fonds publics dans les villes et les communes. Cette mesure attaquait certainement les privilèges les plus élémentaires des municipalités ; aussi ne manqua-t-elle pas de provoquer de sérieuses résistances.

La Paz, Cochabamba, et un grand nombre de communes du territoire, taxèrent d'inconstitutionnelle la disposition du gouvernement et s'organisèrent sous la direction d'opposants déterminés. Le gouvernement n'avait d'autre appui que l'armée, représentée par le général Daza et son 1er bataillon *Colorados*. L'autorité de ce général sur les soldats, et sa notoriété parmi les civils, lui inspiraient un orgueil sans limites.

Le danger semblait plus menaçant de ce côté et il fallait le prévenir. Frias voulut que Daza, qui se trouvait alors à La Paz, allât rejoindre son bataillon à Sucre ; mais l'ordre ne fut pas obéi. Alors Frias, laissant le gouvernement dans la capitale, se rendit à Oruro pour offrir personnellement le ministère de la guerre au général désobéissant. Celui-ci, soupçonneux et défiant, vint à l'entrevue, accompagné de son bataillon. De là, on se rendit à Sucre où, le 13 mai, fut rédigé le décret qui nommait le général Hilarion Daza ministre de la guerre en lui laissant le commandement de son bataillon. Cette concession préoccupa souverainement l'opinion publique, car elle faisait prévoir de graves événements.

Les élections législatives eurent lieu, alors, avec la plus grande probité, donnant la victoire au parti du gouvernement. Le nouveau Congrès, réuni le 10 août, procéda à la validation de ses membres, et passa ensuite à l'examen des comptes rendus ministériels. Celui des finances accusa un déficit de 219.993 pesos.

A ce moment, on apprit les incidents suscités à La Paz par Corral et ses partisans. Elu député de cette ville, Corral ne voulut pas aller occuper

son siège, préférant rester en contact avec la tourbe qui composait son parti. Sa maison était devenue une sorte de palais du gouvernement, car il y avait des sentinelles à la porte et un mot de passe, que connaissaient seuls ses intimes et ceux qui tramaient ostensiblement avec lui la révolution.

Il fallait prendre une mesure. Le préfet fit notifier à Corral qu'il eût à dissoudre les réunions qui se tenaient chez lui et à livrer les armes en sa possession. Corral obéit à la première injonction ; mais, quant à des armes, il déclara qu'il n'en avait pas. On dut attaquer la maison et prendre de force ce qu'on n'avait pas pu obtenir de bon gré. Corral et plusieurs de ses amis furent mis en prison.

Les partisans de Corral, bien que peu nombreux à la Chambre, prirent hardiment la défense de leur chef, qui eut le tact politique d'envoyer sa démission de député. Elle fut acceptée. On traita d'inconstitutionnels les actes des autorités de La Paz et l'on put croire à un soulèvement inévitable.

Le Congrès autorisa le gouvernement à prendre des mesures de sûreté, et se mit à discuter l'affaire compliquée des communaux indigènes. Une loi disposa que tout indigène, possesseur de terrains à quelque titre que ce fût, en était le maître absolu, avec toutes les facultés appuyées sur le droit. Une fois les titres de propriété présentés, la loi ne reconnaissait plus les communautés, etc., etc.

Enfin, et ce fut l'affaire la plus débattue dans ce Congrès, on passa à l'examen du traité des frontières avec le Chili. On sait déjà les conventions absurdes signées, en 1866, par Melgarejo et les difficultés qu'elles avaient soulevées. Un accord plus avantageux était survenu, le 5 décembre 1872, le pacte Corral-Lindsay, qui contenait un engagement explicite de négocier amicalement et pacifiquement la revision ou même l'abrogation du traité du 10 août 1866, afin de faire disparaître tout motif de querelles futures.

Depuis, un autre traité des frontières avait été conclu entre le ministre des affaires étrangères don Mariano Baptista et le chargé d'affaires du Chili, don Carlos Walker Martinez. C'était celui qui était présenté au Congrès. On y remarquait deux points essentiels :

1° La limite entre la Bolivie et le Chili suivra le 24e parallèle depuis la mer jusqu'à la Cordillère des Andes ;

2° Les dépôts de guano, existants ou qui seront découverts dans le périmètre dont parle le précédent article, seront partagés par moitié entre la Bolivie et le Chili.

Le traité fut approuvé, malgré l'opposition de certains représentants qui, peut-être avec l'assentiment du gouvernement, essayèrent de démontrer que le pacte, en ce qui concernait les frontières, était inexact, obscur, dangereux.

On s'occupa ensuite d'une autre affaire, non moins grave, celle relative au chemin de fer Madera-Marmore. On avait fini par s'apercevoir, qu'au fond de cette affaire, il n'y avait que les manœuvres habiles et intéressées du colonel Church. On était à peu près certain qu'il n'avait pas les capitaux nécessaires à cette entreprise ; néanmoins, la majorité ne voulut pas se rendre à l'évidence et confirma, sur tous ses points, le contrat stipulé autrefois.

Le Congrès se sépara le 25 novembre, et, le 30, un bataillon se mutinait à Cochabamba, sous prétexte qu'il n'était pas payé régulièrement, et proclamait Quevedo général en chef, et, deux jours après, Daza président de la République.

Aussitôt le gouvernement envoya le ministre de la guerre, Daza lui-même, pour étouffer la révolte avec son bataillon. Daza eut le bon esprit de désapprouver le mouvement, bien qu'il se sentît flatté dans son amour-propre de chef militaire.

Immédiatement aussi, les partisans de Quevedo renouvelèrent à La Paz le mouvement de Cochabamba et, en l'apprenant, le général partit précipitamment pour Sucre, où il entra le 5 janvier 1875, acclamé par ses adhérents qui, maîtres de La Paz, avaient constitué leurs propres autorités.

Tout autre était la conduite de Corral, réfugié à Puno, où il apprit par des lettres de ses partisans les mouvements de Cochabamba et de La Paz. Il conçut alors le projet de se soumettre au gouvernement et de lui donner son appui, pour arranger ensuite les faits de manière qu'ils tournent à son profit.

Ses calculs étaient logiques et simples. Il ne pouvait pas s'accorder avec Quevedo, qu'il avait combattu de toutes les façons et en toutes circonstances. En défendant aujourd'hui les pouvoirs établis, il ne faisait que donner plus de relief à sa personne et désarmer ceux qui lui avaient été hostiles à cause de son opposition à un gouvernement honnête et légal.

Dans cette intention, il lança de Puno un manifeste à la nation, où il condamnait les voies de fait et promettait de se ranger du côté de la loi. Puis il se mit en route pour La Paz, où il eut une entrevue avec Quevedo,

dont on ne connaît que les résultats. Le 8 janvier, les deux chefs publiaient en commun un manifeste, assurant ne s'être alliés que pour « sauver la nation » et exercer le pouvoir exécutif « en participation égale »....

Frias vint aussitôt à La Paz, accompagné de son cabinet et de sa seule escorte d'aides de camp. Il avait à cette époque soixante-dix ans et, pour le moment, il représentait la plus haute figure morale du pays.

Né à Potosi en 1805, de parents riches, il avait obtenu à vingt et un ans le titre d'avocat, qu'il n'utilisa pas pour se consacrer au commerce. Peu enclin à la politique, il ne s'en occupa que parce qu'il voyait les affaires publiques devenir le patrimoine des intrigants. Son caractère et sa culture devaient le désigner pour de hautes fonctions et, après avoir rempli avec succès la représentation politique en France et au Chili, il fut successivement préfet de Potosi, sous Ballivian, et, ensuite, ministre des affaires étrangères. Belzu le laissa en exil et Linares en fit son ministre des finances. A cette époque de sa laborieuse présidence, c'était un vieillard d'une verdeur remarquable et que tout le monde admirait.

Frias parvint à Oruro, le 11 janvier, et, après avoir rétabli l'ordre dans la ville, il poursuivit son voyage vers La Paz, que les révolutionnaires durent abandonner pour ne pas l'exposer à la fureur de la soldatesque.

Près de La Paz, à une journée de distance, le général Daza vint, avec son bataillon, se joindre à Frias, et ce fut au petit hameau de Chaccma qu'eut lieu la rencontre où l'adversaire défait dut s'enfuir après un très court combat. Les chefs se réfugièrent au Pérou et, le 19 mars, Frias fit son entrée triomphale dans la ville, où l'on fit quelques exécutions. Il en partit bientôt pour continuer la campagne contre les départements de l'intérieur.

Le Littoral, Oruro et Cochabamba s'étaient soulevés et, de tous côtés, les ennemis de l'honnête vieillard montraient leur désir de renverser son gouvernement. A peine s'était-il éloigné de La Paz que la population se mutina, le 20 mars, et attaqua le Palais du gouvernement où les ministres s'étaient réfugiés. Le combat dura toute la journée, et les amis de Corral et de Quevedo ne purent prendre le Palais qu'après l'avoir incendié.

Pendant ce temps, Frias marchait sur Cochabamba ; mais, en recevant en route la nouvelle des événements de La Paz, son indignation se fit agressive. Il fut dur dans le châtiment de la ville rebelle, et il se montra inflexible dans l'exécution des prisonniers.

La paix rétablie après « l'une des plus vastes conspirations militaires qu'enregistre l'histoire de la Bolivie », le gouvernement s'établit à La Paz pour assurer l'ordre et préparer les élections présidentielles qui approchaient.

Les peuples d'Amérique étaient fatigués de ces luttes stériles et aspiraient à une paix durable, qui permît de s'occuper de l'éducation sociale et d'exploiter les richesses du sol. Les pays voisins, où l'industrie et surtout la construction des chemins de fer étaient encouragées, commençaient à offrir l'aspect enviable des nations organisées.

En Bolivie, il n'y avait rien de cela : les routes étaient à peu près impraticables ; les institutions gisaient à terre ; il n'y avait presque pas de probité morale, et les hommes vivaient sans connaître ces idéals qui rehaussent la dignité humaine. Tous voulaient commander, et ceux qui obéissaient c'étaient les Indiens et les Métis, masse passive, tourbe naïve, sans notion d'aucun principe, ignorante, illettrée, corrompue.

Par suite, la vie sociale était d'une monotonie accablante. Il n'y avait ni arts, ni commerce, ni industrie. Le commerce était laissé aux mains des étrangers qui amassaient, à l'ombre des révolutions et des révoltes, des fortunes respectables dont ils allaient ensuite jouir dans leur pays. Les vrais Boliviens, quand ils n'étaient pas avocats, se lançaient à corps perdu dans la politique, lui demandant la considération et souvent les moyens journaliers d'existence.

Les gens instruits ignoraient ce qui se passait au delà des frontières, et, le peu qu'on en apprenait, arrivait, non par les journaux, mais par les négociants qui, pour leurs affaires, venaient à Tacna et Arica, seuls ports de la Bolivie. De là, une vie bornée, comme morte ; une médiocrité désespérante, ne s'intéressant qu'aux choses purement personnelles ; un fanatisme pour certains chefs, et le dégoût pour les travaux agricoles et industriels.

Il fallait mettre ordre à tout cela, si l'on voulait éviter la ruine ou la dissolution de la République. Pour accomplir cette œuvre, on avait besoin d'un *bras fort*, d'une volonté énergique et d'un patriotisme élevé et éprouvé. Le peuple, qui s'en rendait compte, crut trouver l'homme réunissant ces qualités dans le général Daza.

Daza était fier et satisfait des hommages du peuple ; mais il feignait de n'y attacher aucune importance. Il fermait aussi l'oreille à ceux qui lui suggéraient de recourir à la force pour donner satisfaction aux aspirations

de la collectivité, et, à tout propos, il jurait spontanément fidélité au gouvernement et soumission aux lois de l'État.

Cette attitude ne dura pas longtemps. Bien qu'il eût conservé le portefeuille de la guerre et le commandement du 1er bataillon, les campagnes électorales, qu'allaient entreprendre quelques chefs politiques considérés, ne manquèrent pas de l'alarmer. Il posa donc sa candidature à la présidence, qui fut accueillie avec satisfaction par les classes moyennes et les masses populaires de la nation. Les autres candidats furent don Belisario Salinas, homme estimé qui avait rempli plusieurs charges; don Jorge Oblitas, l'homme de tous les compromis et de toutes les contradictions ; don Jose Maria Santivanez, enfin, candidat de la haute société, écrivain à ses moments perdus et patriote profondément convaincu.

Le prestige de ce dernier réveilla chez Daza des craintes que ne lui inspiraient pas les autres. Il alla demander à Frias son appui ; mais le président, respectueux de la légalité, le lui refusa catégoriquement et lui dit que, pour la correction des actes administratifs, il était convenable qu'il abandonnât le ministère de la guerre et le commandement de son bataillon.

Daza le comprit ainsi et renonça au portefeuille; mais il refusa d'abandonner le commandement de son bataillon, montrant en cela ses intentions secrètes. Appuyé par ses soldats, il se sentait fort et était capable de tout. Cependant, feignant la soumission et le respect des pratiques républicaines, il restait impassible devant les manœuvres de ses adversaires.

Mais il n'eut pas la patience d'attendre la date des élections. Son attitude devenait provocante et ses amis ne cachaient pas qu'ils préparaient une révolution. On conseillait à Frias d'arrêter le soldat et de l'envoyer en exil ; mais le président ne voulut pas faire ce coup d'État.

Il décida qu'il valait mieux envoyer une circulaire privée aux préfets, leur recommandant le respect des décisions des corps électoraux. On croyait que ceux-ci se prononceraient pour le candidat Santivanez, qui venait de recevoir l'adhésion de Salinas et de son parti. Daza connut ce document, et résolut d'agir pour son propre compte, ayant reçu, de son côté, l'adhésion d'Oblitas et de son groupe.

Ce personnage horrible avait fait exprès le voyage de Cochabamba dans le seul but d'offrir son concours à Daza et le décider à agir sans attendre l'épreuve de la lutte électorale.

Daza suivit le conseil d'Oblitas. Trois jours avant l'élection, le 4 mai 1875, il fit placer des sentinelles aux portes du Palais, avec ordre de ne laisser sortir personne. Quelques instants après, le président et ses ministres étaient mis au secret ; mais, sur les instances du ministre des États-Unis, Frias fut conduit au couvent des Récollets. Il put quitter secrètement sa prison et se réfugier au Pérou où il eut la faiblesse de solliciter l'appui de Quevedo et de Corral. Voyant qu'il n'y avait rien à faire et que les populations s'attachaient aux pas du vainqueur, il partit pour l'Europe, plein de tristesse et d'amertume.

Il s'en alla pauvre et sans aucune sorte d'espérances. Son unique désir était de finir ses jours en Italie, la patrie des arts....

III. — PRÉSIDENCE DE DAZA

On connaît maintenant l'homme de la dernière révolution : au cours des derniers événements de l'histoire, son nom s'est trouvé invariablement lié à des faits humiliants et même délictueux.

Daza était grand, bien musclé et d'une force herculéenne. D'un tempérament ardent, glouton, sensuel, la vie facile et les plaisirs grossiers le séduisaient et lui enlevaient tout scrupule moral. De son père, — un métis vulgaire qui, sur enjeux, avalait des crapauds et dévorait de la viande crue en public, — il avait hérité un invincible penchant pour les tours de force et les traits de cynisme, et, aussi, la manie de s'approprier le bien d'autrui.

Un comice populaire, réuni à l'instigation de ses amis, le proclama président provisoire de la République. A son tour, il nomma don Jorge Oblitas secrétaire général. Un document singulier rendit compte au pays des raisons qui l'avaient poussé à renverser le gouvernement. Frias, prétendait-il, avait faussé les pratiques républicaines en soutenant l'un des candidats à la présidence ; le cercle qui l'entourait était trop excessif, etc.

La nation accepta ces explications et s'inclina devant le nouveau chef. Il y eut, cependant, quelques soulèvements à Santa Cruz et même à Cochabamba ; mais ils furent vite étouffés. Ils manquaient de l'appui franc de l'opinion, fatiguée de cette vie stérile de toujours faire et défaire les gouvernements.

Daza sut profiter de cette situation pour exécuter ses plans d'égoïsme

personnel. Vaniteux, rancunier, autoritaire, il voulait gouverner sans contrôle. Il exila donc tous ceux qui avaient condamné sa prise d'assaut de la présidence, interdit les journaux qui le combattaient et tint les autres en bride.

Alors, il fit faire les élections, et l'Assemblée constituante qui en sortit se réunit à La Paz, le 15 novembre 1877. Elle commença par nommer Daza président provisoire de la République, approuvant par ce choix tous ses actes administratifs. Puis, elle vota des lois sur les mines, la construction de chemins de fer illusoires, la concession de terrains dans les contrées lointaines et inconnues de l'Orient de la Bolivie, et, enfin, pour couronner ses travaux, selon la coutume établie, elle rédigea une nouvelle constitution, la dixième depuis la fondation de la République, et dont l'unique disposition digne d'être mentionnée, était celle qui établissait le système des deux Chambres dans le Congrès.

L'un des premiers actes arbitraires du gouvernement fut la restitution à la famille Sanchez des biens que lui avait ôtés l'Assemblée de 1871, et dont les revenus étaient affectés au service des hôpitaux. La municipalité de La Paz résista et alors, Daza, exaspéré, outragea quelques-uns des conseillers et envoya les autres en exil.

Le pays avait réclamé un *bras fort,* et le soldat pugiliste, plein de mépris pour les hommes et les institutions, avait pris le mot dans sa rigoureuse acception : les coups de poing furent l'un de ses moyens favoris de gouvernement.

Devant la gravité des faits, le cabinet donna sa démission. Daza s'empressa de l'accepter. L'un des ministres du nouveau cabinet, le docteur Reyes Cardona, exigea que Daza jurât d'observer fidèlement à l'avenir la constitution de l'État. Le président, indigné, fit répondre qu'il n'avait pas d'autres principes que ceux qu'avait proclamés la révolution du 4 mai.

Nécessairement, Cardona fut remplacé et les nouveaux ministres se mirent à l'œuvre le 20 juin. Leur travail allait être fécond en responsabilités pour l'avenir, car, à ce moment, la chancellerie chilienne préparait en secret l'odieuse trame qui devait entraîner le pays dans la plus déchirante des luttes nationales.

L'Assemblée de cette année avait adopté un impôt de dix centimes par quintal de nitre, exporté par une compagnie de capitalistes chiliens. Cette

S. Dilhan. — 8

compagnie [1], établie à Atacama, sur le territoire bolivien, avait obtenu du gouvernement de Melgarejo le droit d'exploiter gratuitement les salpêtrières du dit territoire. Elle refusa de se soumettre à cette décision de l'Assemblée et réclama auprès du gouvernement.

Il s'agissait donc nettement d'une affaire privée entre le gouvernement de la Bolivie et une société anonyme du Chili qui, si elle se sentait atteinte dans ses droits, pouvait parfaitement recourir à la justice ordinaire ; mais elle n'agit pas ainsi. Elle remit sa cause entre les mains du gouvernement chilien sous prétexte que son domicile principal et celui de la majorité de ses actionnaires était à Valparaiso.

Le Chili attendait cette occasion, qu'il avait cherchée, et constitua immédiatement un de ses représentants auprès du gouvernement de la Bolivie. Ce représentant, don Pedro Nolasco Videla, demanda purement et simplement le retrait de la loi du 14 février, qui grevait d'un impôt de dix centimes le quintal de nitre exporté, comme contraire, à son avis, à une stipulation antérieure par laquelle le gouvernement de la Bolivie s'était engagé à ne pas imposer de plus grandes charges aux industries et aux capitaux chiliens.

La chancellerie bolivienne démontra facilement que le diplomate chilien pénétrait dans le domaine des affaires privées et que la contestation, où il intervenait, ressortait uniquement des tribunaux de la région des terrains exploités.

Le représentant du Chili persistant dans sa première argumentation, le gouvernement de la Bolivie annula son contrat avec la compagnie. Nolasco Videla émit alors l'idée de soumettre le litige à un arbitre, accordant au ministre bolivien un délai péremptoire de quarante-huit heures pour lui faire connaître sa réponse. C'était un ultimatum.

Le gouvernement de la Bolivie l'interpréta ainsi, et, comme le ton du plénipotentiaire accusait une résolution irréductible, il ne répondit pas.

Alors, le 12 février, le diplomate chilien demanda ses passeports en déclarant, au nom de son pays, les relations rompues avec la Bolivie. Deux jours après, le 14 février, les troupes chiliennes débarquaient dans le port d'Antofagasta et l'occupaient militairement.

Ce fait révèle clairement que le Chili suivait en cela une politique cal-

1. Compagnie des Nitres et Chemins de fer d'Antofagasta.

culée et méthodique. Faute de lignes télégraphiques, une nouvelle importante mettait quinze ou vingt jours pour parvenir à l'extérieur : c'est donc avant d'avoir reçu la confirmation de la rupture des relations entre les deux pays, que le Chili fit occuper le littoral bolivien.

Le Pérou vit clairement l'intention du Chili de s'emparer, à tout prix et sans aucune considération, des régions riches en substances fertilisantes, tandis que les Boliviens, éloignés de la mer, ignoraient ces richesses ou s'en désintéressaient. La politique agressive du Chili attira l'attention de quelques hommes prévoyants et sages, et de là sortit le pacte défensif signé par les deux pays en 1873.

Le 20 février, le gouvernement de la Bolivie, ignorant encore le débarquement des troupes chiliennes à Antofagasta, s'adressait à celui du Chili pour lui dénoncer la conduite précipitée de son représentant diplomatique, dans l'espoir que tout finirait par s'arranger à l'amiable.

La réponse du Chili fut sa déclaration de guerre.

C'était le temps du carnaval, et le « Satrape indigène » qui gouvernait la Bolivie se livrait à ses plaisirs vulgaires, quand arriva la nouvelle de l'occupation d'Antofagasta. Pour ne pas troubler les fêtes, il ne la communiqua à personne, pas même à ses intimes, et ce ne fut qu'après plusieurs jours d'orgie et de libertinage qu'éclata l'indignation comique que simulait le soudard hypocrite et grossier, s'exhalant en menaces d'extermination contre la nation perfide qui envahissait le sol de la patrie.

Daza se reposait et s'amusait quand tout semblait conspirer pour abattre la foi de la nation dans la justice de sa cause : le trésor public vide d'argent, l'armée manquant absolument d'armes modernes et d'équipements, et pour comble de malheur, le spectre de la faim dévastant les villes où les gens mouraient de consomption....

Et la Bolivie, épuisée et toute saignante, fit la guerre pour sauvegarder son prestige et son honneur national.

Les Chiliens débarquèrent donc à Antofagasta le 14 février. Deux jours après, Caracoles et Meguillones étaient occupés sans résistance. Il n'en fut pas de même à Calama, où une poignée de soldats, cent trente-cinq en tout, sous la conduite d'un civil, le docteur Ladislas Cabrera, avait pris la résolution d'arrêter la marche triomphale de l'orgueilleux envahisseur.

La guerre étant commencée, le Pérou, fidèle à sa parole, se mit noblement et héroïquement du côté de la Bolivie, après avoir épuisé tous les moyens

de conciliation entre les belligérants. Le Chili, qui se croyait sûr de l'emporter par les armes, repoussa toutes ses tentatives.

La situation des pays alliés était difficile. L'armée de la Bolivie comptait à peine 2.232 hommes et celle du Pérou, 6.000, répartis entre Iquique et Lima. Dans les premiers moments, la Bolivie put réunir jusqu'à 4.500 hommes, la plupart sans armes, et le Pérou 8.000.

Le Chili se présentait dans la lutte dans de meilleures conditions. Il comptait, le 2 avril 1879, 13.000 hommes et pouvait disposer d'un égal nombre d'autres, qui furent mis en ligne dès le commencement de la guerre, ce qui rendit sa supériorité énorme, non seulement en hommes, mais aussi en matériel de guerre.

Cela, on ne le savait pas en Bolivie, et nous croyons qu'on ne le savait pas davantage au Pérou. La diplomatie de ces pays se préoccupait de surveiller strictement les proscrits politiques et de demander, à l'occasion, leur extradition ou, au moins, leur éloignement des frontières. Le reste ne l'intéressait pas.

Cette ignorance berçait le peuple bolivien dans des rêves de victoire. Tous croyaient au triomphe final. On comptait sur la valeur surhumaine du soldat bolivien et, surtout, sur le 1er bataillon *Colorados*, invincible dans les guerres civiles. Daza fit annoncer qu'il allait se mettre à la tête de l'armée, et l'on crut que sa présence seule suppléerait aux connaissances techniques, qu'ignorait complètement le général.

Daza donna une loi d'amnistie générale, et les proscrits se hâtèrent d'accourir pour activer l'enrôlement volontaire de leurs partisans.

La concentration des troupes se fit à La Paz et l'armée partit de cette ville, le 17 avril. Le 30, elle entrait à Tacna, au milieu de l'enthousiasme des Péruviens, convaincus aussi de la victoire finale. Elle arrivait presque sans armes et sans bagages et, alors, commença cette vie monotone, inactive et énervante, où les fêtes et les banquets se succédèrent presque journellement.

Au milieu de cette effervescence, on recevait tous les jours des nouvelles des prouesses légendaires du *Huascar*, le bateau fantôme, commandé par Grau, et qui, en moins de six mois de courses, avait terrifié les populations côtières du Chili. Chaque nouvelle du prodigieux bateau était acclamée et célébrée par des fêtes où l'on n'épargnait pas l'alcool ni les discours enflammés de patriotisme. Les présidents du Pérou et de la Bolivie, établis dans

cette ville, se rendaient des visites de pure courtoisie, avec un apparat civil et militaire qui constituait une des principales distractions des habitants de Tacna et d'Arica.

Cette vie durait depuis six mois et l'énervement était général, quand arriva, enfin, l'armement demandé aux États-Unis, qui permit de distribuer des armes à presque tous les soldats.

Mais les maladies infectieuses causaient déjà des ravages parmi les troupes oisives et en proie à la nostalgie, et, alors, se produisit fatalement ce que l'on attendait : les hommes se mirent à déserter, abandonnant leur poste d'honneur.

Le mécontentement des troupes se traduisit en public par des murmures contre les directeurs de la guerre et, en particulier, contre Daza. Elles étaient convaincues que le président ne s'intéressait qu'à son bien-être personnel. En Bolivie, même, on jugeait nécessaire de le destituer. Ces mouvements de protestation étaient, disait-on, provoqués par les partisans de la paix à tout prix avec le Chili, et on enleva au Pérou son port d'Arica pour empêcher sa trahison et gagner l'estime du pays et de l'étranger.

Les Péruviens ne négligèrent pas ces manèges et la défiance régna entre les alliés, de sorte que les rapports entre les soldats des deux nations devinrent d'une fragilité peu enviable.

Sur ces entrefaites, on apprit que le *Huascar* avait été pris par l'escadre chilienne et que des troupes nombreuses avaient été débarquées sur la côte péruvienne. On s'aperçut, aussi, avec épouvante, que les ennemis s'étaient préparés à la guerre depuis longtemps, tandis que rien n'avait été prévu du côté des alliés. Toute la phraséologie des chefs ne put relever le courage abattu des soldats, qui étaient restés sans combattre, alors que la mer était ouverte et libre pour les Chiliens qui pouvaient débarquer des troupes sur le point stratégique qui leur convenait, sans trouver presque de résistance.

C'est ce qu'ils firent, le 2 novembre, à Pisagua.

Ce port démantelé était défendu par les deux bataillons *Victoria* et *Independencia*, et une petite colonne péruvienne de 200 hommes, formant un total de 900 combattants. Cette poignée de soldats, retranchée dans les rochers de la côte, lutta avec ténacité, tout le jour, contre toute l'escadre chilienne et les dix mille hommes de troupes qu'elle amenait, ne cédant le champ de bataille qu'après avoir vu tomber la moitié de son effectif.

Le découragement des alliés devint plus grand quand ils apprirent que

les Chiliens avaient débarqué 12.000 hommes à Pisagua. Néanmoins, on résolut de marcher à leur rencontre pour leur offrir le combat. Le 8 novembre, Daza se mit en mouvement à la tête de 2.350 soldats, satisfaits de secouer l'oisiveté et la monotonie de la vie de Tacna, mais en proie aux ravages de l'alcool, de la chaleur et bientôt des privations.

Le 13 novembre, la colonne arriva, enfin, au col de Camarones dans un état de démoralisation lamentable. Elle n'alla pas plus loin. Le président du Pérou, Prado, mis au courant par Daza de l'état sanitaire et de l'esprit des troupes, lui répondit de reculer, si tel était son avis.

Et la retraite se fit, malgré l'opposition de quelques chefs, comme le colonel Eliodoro Camacho. On avait la conviction douloureuse que quelque chose de terrible et d'anormal avait conseillé à Daza de procéder ainsi. C'était le commencement de la catastrophe finale.

Le 18 novembre, les troupes boliviennes entrèrent dans Arica, accueillies par des démonstrations franchement hostiles. On avait répandu la nouvelle que les Boliviens, d'accord avec le Chili, avaient décidé de prendre Tacna et Arica, de s'emparer de ces territoires pour avoir une issue dans le Pacifique et de rompre l'alliance avec le Pérou.

Daza était resté à Camarones avec la *légion bolivienne*, désirant éviter les huées des alliés à Arica et retourner ensuite en Bolivie pour raffermir son gouvernement.

Le 21 novembre, arriva au campement la terrible nouvelle que la division alliée avait été détruite sur les coteaux de San Francisco y Dolores, dans une triste et lamentable action où manqua, surtout, une idée directrice. Officiers et soldats furent d'accord pour condamner sans réserves l'attitude de Daza à Camarones.

Le 23 novembre, Daza entra dans Tacna et fut mal accueilli. Le 27 eut lieu l'affaire de Tarapaca, où les vaincus de San Francisco infligèrent à l'ennemi une défaite, qui n'eut pas d'autre conséquence que de jeter un peu d'éclat sur cette campagne désastreuse.

Pendant ce temps, l'excitation du Pérou et de la Bolivie contre les présidents Prado et Daza prit des proportions énormes. On les accusait d'être la cause des désastres des armées alliées par leur incapacité, leur pusillanimité et leur manque de patriotisme noble et élevé.

On accusait surtout Daza de trahison, car tout le monde croyait qu'il s'était retiré à Camarones d'accord avec les Chiliens. On tint donc des

réunions populaires dans le but manifeste de le déposer de la présidence.

Et Daza, exaspéré par ces nouvelles, ne songeait qu'à retourner en Bolivie pour essayer les canons Krupp, récemment arrivés, contre les ennemis de son gouvernement, et, dans sa fureur, il s'écriait : « La Bolivie verra ce que c'est qu'un tyran ! »

Il résolut donc de partir. La situation n'était d'ailleurs plus tenable. Prado était retourné à Lima, le laissant comme directeur suprême de la guerre ; mais les chefs péruviens, surtout le général Montero, ne faisaient aucun cas des dispositions prises par le président de la Bolivie et agissaient pour leur propre compte.

Prado venait d'être renversé à Lima par Pierola. Daza, voyant un danger dans cet exemple, se disposa à partir pour la Bolivie. Le 27 décembre, il se rendit à Arica pour prendre congé du général Montero. Il n'avait aucun soupçon se croyant sûr de son bataillon *Colorados*. Le soir, en allant prendre le train pour retourner à Tacna, il apprit avec stupeur, par un message de Montero lui-même, que l'armée en révolte s'était donné pour chef le colonel Eliodoro Camacho, sans rencontrer de résistance....

En même temps, la population de La Paz, révoltée par les abus et les insuccès de Daza, s'était soulevée, le 28 décembre, contre le conseil des ministres et avait formé un gouvernement provisoire. Ce gouvernement ne fut pas reconnu par les autres villes de la République, qui se prononcèrent presque à l'unanimité en faveur du général Campero.

Daza dut s'enfuir.

IV. — PRÉSIDENCE DE CAMPERO

Don Narciso Campero était, sans contredit, le militaire le plus instruit de la Bolivie, ayant fait des études spéciales dans quelques Académies de l'Europe, où il avait été envoyé pour le compte du gouvernement et en mission diplomatique.

Ayant assumé la présidence, par décret du 19 janvier 1880, et convoqué une Convention nationale, il déclara d'abord qu'il désirait voir établir le principe de l'alternance, promettant de ne pas se présenter aux élections d'un nouveau président. Tout cela fut accueilli avec une satisfaction marquée.

On savait que Campero, éloigné des luttes politiques depuis le temps de Melgarejo, s'était livré dans sa retraite à son goût pour l'étude et qu'il ferait un bon président. Mais l'ambition vulgaire d'un soldat, inapte et sans crédit, Uladislao Silva, souleva les troupes, marchant avec elles sur La Paz, qui fut prise malgré la résistance de Campero.

Immédiatement, ce chef se proclama président de la République ; mais les protestations du pays firent échouer cette tentative.

Campero reprit possession de la présidence et s'occupa aussitôt d'organiser une nouvelle division de 1.500 hommes, avec laquelle il partit pour Tacna, où il arriva le jour même où les Chiliens occupaient Zama.

Sa présence produisit une bonne impression, sans toutefois faire disparaître le désaccord qui régnait entre les Boliviens et les Péruviens. Ce fut au milieu de la confusion et du désarroi, causés par cette situation, qu'eut lieu le choc qui donna la suprématie définitive aux armées chiliennes, mieux organisées et supérieures en nombre.

Sur un haut plateau des Andes, appelé, depuis, *Alto de la Alianza,* à quelques kilomètres de la ville de Tacna, 11.200 alliés se battirent, avec un courage héroïque, contre 22.000 Chiliens, préparés pour une cause injuste. Les soldats de l'alliance furent sacrifiés, et la patrie de Bolivar et de Sucre, privée de son littoral, tomba dans la condition d'un État vassal.

Campero n'eut plus qu'à retourner en Bolivie, ramenant les troupes, incapables désormais de défendre les alliés, car les Chiliens s'étaient emparés du Callao et marchaient sur Lima.

Pendant ce temps, la Convention nationale formait des projets brillants pour le relèvement de la patrie victorieuse, quand la nouvelle de la défaite vint jeter la stupeur, mais non le découragement, parmi ses membres, qui nommèrent, presque sans opposition, le général Campero président constitutionnel de la République.

Campero arriva à La Paz le 10 juin et, le 19, il prit possession du pouvoir. Peu après, il forma son cabinet avec les meilleurs hommes du moment : Carillo, Guijarro, Calvo et Salinas.

Le nouveau président était partisan de la guerre à outrance avec le Chili ; aussi, l'un de ses premiers actes fut-il de décréter l'état de siège pour lever des contingents et réunir des ressources. Pendant ce temps, la diplomatie des deux pays s'efforçait de jeter les bases d'une confédération que des résistances tenaces firent échouer.

A ce moment, les États-Unis offrirent leur médiation, qui fut acceptée, et les représentants des trois pays se réunirent à bord du *Lackawanna*, mouillé à Arica, le 22 octobre 1880.

Les représentants du Chili demandaient la cession pure et simple des territoires occupés ; une indemnité de vingt millions de pesos ; l'abrogation du traité d'alliance défensive entre la Bolivie et le Pérou et l'occupation, par le Chili, des provinces de Moquega, Tacna et Arica jusqu'à la complète exécution des bases proposées.

Les représentants du Pérou déclarèrent ces conditions inacceptables, et ceux de la Bolivie proposèrent l'arbitrage des États-Unis, que les Chiliens refusèrent, de sorte que les pourparlers furent suspendus le 27 de ce mois d'octobre.

La guerre à outrance avec le Chili était devenue impossible, grâce à la pénurie du Trésor et au manque d'esprit guerrier des populations épuisées.

Un groupe d'hommes, compact et actif, dirigé par le vice-président Aniceto Arce, industriel énergique et habitué à voir les choses sous leur aspect réel et d'utilité immédiate, entretenait cette dépression morale. Sa propagande déplut à Campero, qui exila Arce et le journaliste Salinas Vega, rédacteur de *La Patrie*, organe de la politique du vice-président.

Quelques mois après, la Convention nationale se réunit de nouveau à La Paz et le président se borna à lui demander de maintenir l'état de guerre avec le Chili, jusqu'au moment où interviendrait une négociation honorable pour le pays. L'Assemblée ayant abondé dans son sens, Campero se mit, en qualité de capitaine-général, à la tête de l'armée et se disposa à partir pour la frontière. Il lui suffit de peu de temps pour mettre sur le pied de guerre une armée de 7.000 hommes ; mais comme, avec si peu d'hommes, il ne pouvait pas prendre l'offensive, il dut rester dans l'attente des événements, impuissant à les résoudre à son gré.

C'est alors que se réunit le Congrès de 1882, divisé, pour la première fois, en deux Chambres. Le vice-président, Arce, qui devait le diriger étant en exil, on dut nommer un président électif, qui fut l'éminent orateur Baptista.

Ce Congrès ouvrit l'ère politique où les partis s'appuyèrent sur des idées et des principes et, non plus, comme avant, sur le nom d'un chef. Les députés se divisèrent en deux groupes : les partisans de la paix à tout

prix et ceux de la guerre à outrance. Les uns s'appelèrent plus tard conservateurs, et les autres libéraux.

L'abandon d'une partie du territoire pour éviter les maux de la guerre fut soutenu avec éloquence par Baptista, et, chose étrange, cette idée fut adoptée, puis abandonnée, successivement, par les deux partis. Actuellement, celui de la paix, dirigé par Arce, s'en était emparé comme indiquant une solution des affaires liées aux intérêts vitaux de la collectivité ; mais le parti du gouvernement et même la masse du peuple l'écartait, parce qu'elle mettait en jeu l'intégrité du territoire, quelque problématique que fût la possibilité de le défendre. Baptista, lui-même, comme homme et comme gouvernant, ne pouvait s'entendre d'une façon quelconque avec l'ennemi, quand cette entente devait laisser dans l'isolement l'allié d'hier dont le territoire était envahi.

Les élections présidentielles devaient avoir lieu en 1884; aussi les groupes opposés s'efforçaient-ils de rallier à leur cause le plus grand nombre d'adeptes. On vit surgir, dès l'année 1883, la candidature du riche industriel don Gregorio Pacheco, lancée à Sucre et à Cochabamba. Les libéraux serrèrent leurs rangs autour de don Eliodoro Camacho, estimé pour son désintéressement et pour sa conduite héroïque au *Alto de la Alianza* où il était tombé grièvement blessé.

Bientôt parut la candidature de Baptista, et les trois groupes luttaient en commun sur la base du maintien de l'ordre public, en étouffant pour toujours les soulèvements révolutionnaires qui avaient compromis la stabilité du pays. C'est ce que déclara Camacho, chef du parti libéral à Arce, qui dirigeait le parti adverse, dans une entrevue qu'ils eurent entre eux.

Après une semblable déclaration, Arce, qui avait obtenu le désistement de Baptista en sa faveur, se consacra tout entier à sa campagne électorale, imitant et même dépassant Pacheco dans les procédés malheureux, qui bientôt se généralisèrent dans les usages démocratiques du peuple bolivien.

La lutte entre ces deux hommes riches, et qui se détestaient cordialement, se décida sur le terrain des transactions purement commerciales. Campero voyait avec indignation les méthodes fatales des deux adversaires et, pour enrayer le mal, il fut tenté de faire un coup d'État; mais plutôt que de déroger à ses principes, il préféra laisser le chèque pachequiste s'opposer au chèque arciste, et les caractères faibles se courber devant la fortune en faisant un vide relatif dans les rangs du parti libéral.

Le résultat des élections surprit tout le monde, car aucun des candidats n'obtint le nombre suffisant de suffrages pour être proclamé élu. C'était donc au Congrès que revenait le soin d'élire le président de la République pour la période allant de 1884 à 1888.

Alors, les politiques professionnels s'agitèrent pour trouver une solution avantageuse pour eux.

Le leader libéral Mendez proposa que son parti s'unît au groupe démocratique, dirigé par Pacheco, et duquel il semblait se rapprocher le plus; mais l'indifférence de Camacho rendit ces efforts inutiles.

Baptista se fit l'agent d'Arce, et, pour donner plus de force à son parti, il songea aussi au parti démocratique, bien qu'il se défiât des tendances réformatrices du groupe créé par Camacho, assez modérées, cependant.

Il n'y avait qu'un obstacle à cette fusion : c'était l'inimitié ardente des deux chefs qui, une fois, avait failli se manifester par de lamentables voies de fait.

Mais Baptista ne se découragea pas. La connaissance de son milieu lui avait appris que les hommes ne tardaient pas à s'incliner devant des convenances qui se traduisaient en argent ou en situations.

Le Congrès réuni, le colonel Campero donna lecture de son dernier message, curieux document, qui peint avec une exactitude simple et presque candide le caractère chevaleresque et parfaitement honnête de son auteur, disciple fidèle du Grand Maréchal d'Ayacucho.

Baptista avait réussi à mettre d'accord les candidats Pacheco et Arce, en obtenant le désistement de celui-ci. Le coup fut rude pour le parti libéral ; mais, comme il avait inscrit sur son programme le respect de l'ordre, il dut se soumettre à la décision de la majorité.

CHAPITRE VII

LA POLITIQUE CONSERVATRICE

I. — PRÉSIDENCE DE PACHECO

Les partisans de Pacheco qualifiaient leur chef d'*homme nouveau*, laissant entendre par là qu'il était indépendant des influences de son milieu. En réalité, Pacheco était nouveau dans la politique, dont il ne s'était occupé que peu de temps et sans grand éclat.

Tout son prestige lui venait de sa puissante situation industrielle et des grands capitaux qu'il avait su accumuler pendant des années d'exploitation minière, et qui le présentaient aux yeux des masses faméliques sous un aspect séducteur et irrésistible.

Pour diriger ces masses, il avait deux hommes qui savaient les mettre au service de leurs desseins secrets, quand il s'agissait de troubler l'ordre public ou de miner les institutions. Ces meneurs, Oblitas et Corral, habiles jongleurs politiques, jouissaient du triste privilège de sortir indemnes de toute situation, quelque compromise qu'elle fût.

Pacheco avait mis la main sur ces deux hommes, arborant avec eux l'étendard de la démocratie, qu'ils confondaient avec la démagogie, c'est-à-dire le culte des bas-fonds de la populace, dont ils se montraient tous les trois de fervents admirateurs. Pacheco donna à ce culte l'aspect d'une tendance à la concorde, en amenant les partis à suspendre leurs querelles pour le bonheur de la patrie.

Ces idées vagues faisaient le fond de tous les documents publics et privés que produisait Pacheco. Quant au prestige du gouvernement, il se réduisait pour lui à des cérémonies militaires et civiles où les mandataires devaient faire acte de présence.

Le jour même de son investiture officielle, il lança des proclamations à l'armée et à la nation, où il promettait de gouverner en évitant le système des classifications politiques ; mais il manquait des conditions morales et intellectuelles nécessaires pour les accomplir.

Né dans un village des environs de Potosi, en 1823, de parents pauvres, il s'était vu obligé de travailler rudement, de très bonne heure, pour vivre avec décence et honnêteté. Il crut que, de posséder de l'argent, c'était un titre plus que suffisant pour aspirer aux honneurs et aux prérogatives du pouvoir ; aussi négligea-t-il la réflexion et l'étude pour les soucis du lucre positif et immédiat. Vaniteux et vulgaire, autant qu'ambitieux, il offrait le type parfait du *parvenu*.

Comme son élévation suscitait la défiance du parti radical et du sien, malgré leur fusion, il voulut tout d'abord donner à ses actes un semblant d'impartialité. Il publia un décret d'amnistie générale et constitua son cabinet avec les hommes les plus influents des deux partis. Enfin, pour gagner l'armée qu'il voyait affiliée en majorité à la cause libérale, il lui fit des concessions qui minèrent sa moralité et sa discipline, déjà ébranlées.

Le Congrès de cette année, 1884, s'occupa principalement de la ratification du traité de paix avec le Chili, signé à Santiago par deux plénipotentiaires boliviens. Ce traité reportait les limites territoriales des deux pays du 23e degré de latitude à l'embouchure du fleuve Loa, enlevant à la Bolivie tout son littoral. De plus, les produits des deux pays devaient jouir de toutes les franchises, ce qui mettait la Bolivie dans l'entière dépendance économique du Chili.

Ce fut le seul acte important réalisé sous le gouvernement de Pacheco, signalé comme l'un des moins féconds dans l'histoire des peuples d'Amérique. Aussi ses messages présidentiels ne sont-ils que des documents sans valeur et d'un vide déconcertant.

L'administration de Pacheco eut pour résultat principal de donner, si c'était possible, plus d'activité aux agitations de la vie politique.

Le parti libéral ne pouvait pas se résigner à sa défaite et se livrait à une active propagande en vue des futures élections présidentielles. L'obstacle le plus sérieux qu'il rencontrait consistait dans l'apport considérable de son talent et de son influence que faisait Baptista au parti conservateur.

La conception indéterminée des principes de doctrine favorisait la

conduite flottante des adeptes qui allaient d'un groupe à l'autre, au gré de leurs convenances personnelles. Les journaux et les hommes de lettres ne donnaient pas de meilleures preuves de constance.

A ce moment, certains journaux ouvrirent leurs colonnes aux écrivains nationaux et étrangers dont les œuvres plaisaient le mieux à la partie cultivée de la population du pays ; mais la presse libérale et conservatrice n'avait guère d'autre objet que la polémique politique. Le parti conservateur trouva sa plus terrible arme d'attaque dans l'anathème d'hérésie jeté au parti libéral. Tout libéral qui ne suivait pas avec dévotion et d'une manière très ostensible toutes les cérémonies du culte, était réputé franc-maçon. Les problèmes touchant l'immigration, les mines, l'industrie, le commerce, n'avaient d'intérêt pour personne.

L'agriculture se trouvait dans un état d'abaissement tel, que les produits du pays revenaient plus cher que ceux que l'on importait de l'étranger. Le change ne pouvait être, dans ces conditions, que très favorable au développement des industries et de l'émigration. Sur Londres, il se cotait à trente-deux pence et demi, ce qui donnait à la livre anglaise une valeur dérisoire en considération du change actuel. Malgré tout, le nombre des illettrés dépassant les 90 p. 100, les Boliviens ne se risquaient guère à voyager à l'étranger. Ceux qui le faisaient étaient regardés avec admiration, acquérant une influence souvent peu en rapport avec leur valeur personnelle.

Les chemins de fer étaient à peu près inconnus, et l'on n'employait comme moyens de locomotion que le cheval ou la mule et, exceptionnellement, les véhicules qui desservaient quelques centres importants. Les incidents de route, très fréquents, donnaient lieu à des scènes comiques, qui n'en faisaient pas oublier les désagréments, et, quand une troupe de comédiens ou un cirque se risquaient à venir au milieu des populations de l'intérieur, le public l'accueillait avec enthousiasme et payait avec usure les peines des impresarios.

Pendant ce temps, les questions politiques ne cessaient pas d'être agitées. Le pacte conclu entre Pacheco et Arce, qui assurait à ce dernier la succession à la présidence de la République, devait s'accomplir. En 1887, Arce fut nommé ministre de Bolivie auprès des principales cours de l'Europe. Il en profita pour attirer sur lui, par son luxe et ses dépenses énormes, l'attention de ses compatriotes, tandis que la presse du gouvernement et

la sienne recommandaient la fusion des partis libéraux et conservateurs comme logique et convenant aux intérêts du pays.

En mai 1887, la candidature d'Arce fut posée. Il avait fait, disait-il dans une lettre adressée à ses amis, le sacrifice de renoncer à la présidence, en 1884, « sur les autels de la tranquillité publique »; il se présentait maintenant, résolu à lutter jusqu'au bout à la tête de son parti.

Mais la propagande de cette candidature ne se faisait pas seulement sur le terrain de la doctrine : on en revint aux distributions d'argent, et des agents secrets furent chargés de cette besogne.

Les libéraux n'avaient d'autre recours contre elle que l'appui de la loi, appliquée par le gouvernement, et les protestations de la presse. La campagne fut violente et honorablement soutenue par les journaux libéraux ; mais, devant les procédés déloyaux de ses adversaires, le chef du parti libéral demanda au président des garanties de neutralité dans les élections. Pacheco, conseillé par Baptista, répondit que ces garanties existaient et, qu'en appelant au gouvernement des hommes de tous les partis, il avait donné des preuves suffisantes de neutralité. Quant à la subornation, pratiquée dans tous les pays civilisés, c'était un acte privé qui échappait aux atteintes de la loi.

Devant une pareille réponse, les journaux libéraux se mirent à proclamer, presque ouvertement, le droit à la force comme moyen de modérer l'arbitraire des pouvoirs publics.

C'est sous cette impression que s'effectua la rentrée des Chambres de 1887, où devaient se préparer les élections présidentielles de l'année suivante. Pacheco lut son message qui, dans son insignifiance, passa aussi inaperçu que les autres.

Le désir de mettre en harmonie les aspirations des partis amena les deux candidats à avoir une entrevue dans le petit village de Paria, en février 1888. Ils convinrent qu'ils poursuivaient les mêmes buts et que leurs programmes étaient identiques ; mais leurs groupes voulaient le pouvoir, uniquement pour gouverner. Le général Camacho proposa alors le partage du pouvoir, et que lui et Arce gouverneraient chacun deux ans. Celui-ci repoussa cette proposition singulière, et la rupture se fit entre les deux chefs, qui se séparèrent d'un air presque menaçant.

Trois jours après, sous prétexte de prévenir le trouble de l'ordre annoncé par les libéraux, Pacheco partit pour La Paz.

Ce déploiement d'énergie et l'attitude des partis coalisés finit par intimider les libéraux, qui décidèrent de s'abstenir aux élections en présence de la partialité et de la mauvaise foi du gouvernement.

Les élections donnèrent 25.396 voix à Arce et 7.813 à Camacho. Le premier fut proclamé élu ; mais la majorité de l'opinion se crut frustrée dans ses désirs, et ce sentiment dégénéra en un dépit ardent chez le parti vaincu.

De véhémentes protestations s'élevèrent, et l'on se mit à mépriser le nouveau gouvernement dont le caractère inflexible n'était pas fait pour gagner l'affection et encore moins la confiance de ceux qui vivaient à l'écart de son influence.

Le gouvernement de Pacheco touchait à sa fin.

Le 6 août 1888 eut lieu la rentrée des Chambres, et Pacheco lut son dernier message, aussi vide de faits que les précédents, mais demandant toujours la réunion du Congrès tous les deux ans, qui, chez lui, était une louable obsession. Pacheco rentra dans l'ombre, satisfait de son rôle, mais avec la vague intuition de n'avoir rien fait pour relever le moral du pays.

II. — PRÉSIDENCE D'ARCE

Dès les premières sessions du Congrès de 1888, les membres de la minorité cherchèrent à faire annuler l'élection présidentielle, faussée par la pression du gouvernement. Cette prétention fut repoussée et Arce, proclamé président de la République, reçut l'investiture le 13 août.

Son premier décret annonça qu'il conservait le cabinet du dernier président et, peu de jours après, en homme méthodique et laborieux, il fit connaître, par un avis officiel, l'emploi de son temps.

Le 8 septembre, le pouvoir exécutif dut, pour la première fois, figurer dans les cérémonies de la fête de Notre-Dame de la Guadalupe, patronne de la ville de Chuquisaca. Pendant la messe, au moment de l'élévation de l'hostie, on entendit des coups de feu, une véritable fusillade, sur la place et aux portes de la basilique.

Une confusion vraiment tragique s'ensuivit parmi les fidèles ; mais Arce parvint à sortir de la ville, déguisé en moine, et, le soir même, il arrivait à Cochabamba où il savait qu'il trouverait du secours. De là, il envoya

ses instructions au reste de la République pour qu'on vînt défendre l'ordre troublé.

Le mouvement révolutionnaire avait éclaté sans accord préalable. Les chefs ne semblaient pas avoir de plan bien arrêté, car, tandis que Camacho hésitait à se prononcer à La Paz, le sénateur Belisario Salinas, à Sucre, conférait continuellement avec le vice-président Baptista, réfugié dans une légation, qui lui faisait entrevoir mille complications diplomatiques pour les excès de la soldatesque. Celle-ci avait criblé de balles l'écusson et le drapeau du Chili et réclamait à grands cris « la tête d'Arce pour boire de la *chicha* dans son crâne ».

Pendant ce temps, Arce concentrait ses troupes à Oruro et battait les révolutionnaires dans les environs de Potosi. Le Congrès, sur une motion du représentant Valda, approuva l'exclusion de tous les députés libéraux qui avaient pris part à l'insurrection du 8 septembre.

Arce se montra dur et sans pitié. Il fit flageller jusqu'à la mort plusieurs soldats et, sous prétexte de poursuivre les coupables, ses troupes et ses agents dévastèrent les vignobles centenaires de la vallée de Cinti.

Cet acte de vandalisme eut pour résultat d'exciter la haine contre l'administration d'Arce, qui aurait pu accomplir une œuvre des plus fécondes, sans les contre-temps issus de son intransigeance, qui valut au président le surnom de « bolivien de fer ».

Le Congrès ordinaire de 1889, réuni à La Paz, se signala par deux véhémentes discussions : l'une au sujet du transfert de la capitale à La Paz, l'autre se rapportant à la prolongation du chemin de fer de Uyuni jusqu'à la dite ville.

La première de ces propositions donna lieu à une demande de renvoi, formulée par les députés de la majorité, qui voyaient un danger à traiter cette question en présence des droits acquis par Chuquisaca. Le 10 septembre, l'Assemblée se prononça pour le renvoi, retardant ainsi la discussion d'une mesure qui, dix ans plus tard, devait être réglée par la force des armes.

Dans la session du 25 octobre, on discuta en grand les projets de loi sur la construction de chemins de fer qu'Arce avait tant à cœur. La compagnie minière de Huanchaca offrait de prolonger la voie ferrée de Uyuni à La Paz, en passant par Oruro, « à condition qu'on lui accorderait la garantie du 6 p. 100 sur le capital engagé ». Beaucoup de députés trouvèrent cette

garantie trop forte, sachant qu'en Europe les capitaux ne rapportaient communément que le 4 p. 100. D'autres croyaient que le chemin de fer, prolongé jusqu'à La Paz, ne donnerait pas de sérieux rendements, et les représentants de ce district en auraient préféré un qui, partant de La Paz, irait aboutir à un point quelconque de la côte péruvienne.

Croyant deviner que le président, principal actionnaire de la compagnie de Huanchaca, poursuivait un intérêt personnel et immédiat, l'opposition des libéraux devint violente, mais n'empêcha pas le vote du projet, qui eut lieu le 26 octobre.

Pendant l'examen des détails, les passions ne firent que s'exciter, et la presse, abusant de son droit de critique, alla jusqu'à attaquer avec insolence la personne du président. Peu disposé à se laisser vilipender, Arce fit arrêter les rédacteurs de *El Imparcial* et suspendit le journal, qui s'était constitué le bélier le plus formidable contre le régime conservateur.

Ces mesures arbitraires provoquèrent de nouvelles conspirations qu'inspirait à ce moment Zoilo Flores, directeur de *El Imparcial*, détenu par ordre du gouvernement. Dans un procès qu'il avait intenté au ministre des finances, Isaac Tamayo, Flores voulait prouver que l'indignité de cet homme consistait dans son incompétence, sa malhonnêteté et son immoralité.

Ce fut une dure épreuve pour le ministre, car l'un de ses collègues, Baptista, convint du bien-fondé de l'accusation.

Il fallait étouffer ce scandale. Flores fut mis en liberté après trois mois de détention et, peu après, Tamayo abandonnait le portefeuille des finances pour aller remplir des fonctions diplomatiques.

Les élections de 1890 furent pénibles et le sang coula à torrents dans certains districts. Les libéraux exaspérés proclamèrent le droit à la révolte et se mirent à la suite de leur chef Camacho.

La tolérance, dans ce cas, aurait été considérée comme une faiblesse, et l'énergie d'Arce était bien connue. Il ordonna donc que les agitateurs fussent poursuivis et emprisonnés ; puis il désigna, pour aller combattre à la frontière du Pérou les forces rebelles organisées par Camacho, un militaire dépourvu d'instruction, mais extrêmement énergique et rigoureux en fait de discipline, dont la vie, illustrée par des actions d'éclat, était commentée avec plaisir pour les incidents comiques qu'y découvraient les désœuvrés des salons.

Le général Gonzalez, animé d'un zèle excessif, viola le territoire de la nation voisine en allant poursuivre sur le sol étranger les troupes dispersées, hésitantes et peu aguerries du chef libéral.

Aussitôt commencèrent les difficultés avec le Pérou, qui demanda entre autres réparations la destitution du général. Elle fut accordée malgré les efforts du chancelier Baptista, qui soutint des théories dangereuses pour la souveraineté de la nation.

El Imparcial fut de nouveau suspendu et l'état de siège fut déclaré dans la République. Les mesures de surveillance furent extrêmes et confiées à des bandits et à des vagabonds, transformés en agents secrets.

Les chefs libéraux ne s'en montraient que plus audacieux. Le colonel Pando n'hésita pas à attaquer Colquechaca, le centre même du foyer arciste, et à répandre le désordre dans cette population minière. On parlait même de la venue en Bolivie de l'ex-président Daza, qui voulait se disculper de toutes les accusations qui pesaient sur lui.

Cependant, la grande œuvre de rédemption nationale se réalisait sans difficulté, malgré cette agitation subversive, car le chemin de fer d'Uyuni à Oruro se construisait avec une activité digne d'éloges.

La veille de sa clôture, le Congrès de 1890 proclama la candidature présidentielle de don Mariano Baptista, bien que le personnel du pouvoir exécutif ne dût être renouvelé que dans deux ans. Les libéraux et les démocrates, rapprochés par leurs communes déceptions, virent alors se former contre eux le parti du gouvernement sous la direction de Baptista.

Sur ces entrefaites arriva la fête qui fut toujours célébrée en Bolivie avec plus ou moins de pompe : l'anniversaire du président. Cette année, pour mettre en relief la figure morale du chef du gouvernement, on donna à cette fête un éclat exceptionnel et, à cet effet, on confectionna un programme qui rappelait, en petit, ceux du temps de Belzu.

Le 17 avril, jour de l'anniversaire, le journal officiel publia un décret d'amnistie générale, qui devait « couvrir du voile de l'oubli les erreurs politiques passées ».

Les chefs des deux partis adverses n'en continuèrent pas moins à travailler en vue de la coalition des libéraux et des démocrates, sans parvenir à tomber d'accord sur le parti qui devait désigner le candidat à la présidence et de la part qu'aurait chacun d'eux dans l'administration. En présence de cette coalition qui réunissait la majorité consciente du pays, et désirant

imposer à tout prix la candidature de Baptista, le gouvernement eut de nouveau recours au système de la terreur et de la délation comme moyen de combat.

Les libéraux se mirent, de leur côté, à flatter outre mesure la classe laborieuse, base principale, croyaient-ils, des démocraties. L'ouvrier manuel, le métis paresseux et illettré devint pour les journaux « l'âme et le bras de la démocratie,... le soldat incorruptible de la loi et du droit ».

La propagande fit des prosélytes et le résultat désiré fut atteint. Il consistait dans l'agitation de la multitude des métis pour la mettre au service des plus audacieux.

Pendant ce temps, le candidat officiel, Baptista, en mission diplomatique à Buenos-Ayres, commença sa campagne électorale par des lettres à ses amis, destinées à prôner un candidat dont la renommée, au dire de ses partisans, était universelle.

Baptista revint au pays, au commencement de l'année 1892, parcourant les provinces éloignées pour y gagner des adeptes. Ses adversaires lui reprochaient son adhésion à un gouvernement despotique et arbitraire qui diminuait son prestige ; mais il possédait l'instrument le plus formidable de domination dans les démocraties. Baptista était un orateur au suprême degré. Sa laideur physique, qui faisait impression, disparaissait quand il parlait et, transfigurée par son éloquence, toute sa personne acquérait un certain attrait.

Il se rendit à Tarija, puis à Potosi, et ce fut dans cette région fabuleuse des métaux qu'il prononça, peut-être, le plus substantiel de ses discours.

Vers le milieu de février, Pacheco posa sa candidature et, peu après, Camacho en faisait autant en vertu de l'accord conclu entre les deux partis. Chacun devait proposer un candidat différent et donner la préférence à celui qui obtiendrait le plus de voix. La vice-présidence serait attribuée au candidat battu, et ainsi le désir de commander des deux partis se trouverait satisfait.

La période électorale fut agitée et même tragique dans certaines circonscriptions, comme celle de La Paz où il y eut des morts et des blessés. Le pessimisme des hommes de sang-froid et de bon sens était justifié ; mais les gouvernants, aveuglés par la passion égoïste de retenir le pouvoir malgré la volonté de la nation, ne voulaient rien voir.

C'est alors qu'eurent lieu les fameuses élections législatives de 1892. Les conservateurs savaient qu'ils allaient être battus, car l'opinion s'était prononcée contre eux. Le gouvernement eut recours à la force et ses mesures furent si arbitraires, que les partis coalisés durent décréter leur abstention dans la lutte, comme cela arriva à Potosi et partiellement à Cochabamba et à La Paz. Les journaux libéraux ne manquèrent pas de soulever la question de nullité de ces élections, qui rappelaient celles du temps de Belzu et de Melgarejo.

Arce, indifférent aux jeux funambulesques de la politique, continuait à travailler à l'œuvre qui devait contribuer peut-être plus que tout à la naissance de l'industrie nationale et à la richesse publique et privée. Il construisait le chemin de fer d'Uyuni à Oruro, que les partis de l'opposition, soit par ignorance, soit par jalousie ou mauvaise foi, combattaient avec aigreur. Le 15 mai 1892, ce chemin de fer fut inauguré à Oruro, avec cette solennité pompeuse qui plaît aux gouvernements créoles quand ils montrent leurs travaux. Les fêtes d'inauguration durèrent trois jours, et au banquet qui eut lieu le soir au Palais, la joie du président se traduisit par des larmes. Il serait difficile d'affirmer qu'elles étaient sincères, de même que les paroles qu'il prononça pour se féliciter de sa constance et de son désintéressement. Qu'un homme public dépense une bonne partie de sa fortune personnelle, s'attire des haines ardentes en faisant commettre des actes franchement délictueux, transige avec l'erreur et les mauvaises passions, uniquement pour doter son pays des éléments indispensables à son progrès, est une chose qui ne s'est jamais vue dans les démocraties créoles d'Amérique, où la basse ambition, la vanité puérile, l'égoïsme étroit inspirent les gouvernements métis, portés à favoriser leurs intérêts sans se soucier beaucoup de ceux de la nation.

Quand on sut à La Paz que le chemin de fer avait été inauguré à Oruro, un journal de la localité n'hésita pas à écrire que le Chili venait de prendre possession de la Bolivie et que le potentat de Huanchaca avait été le protagoniste de ce drame. Était-ce par malice ou par sottise que les hommes de l'opposition s'exprimaient ainsi ? S'ils le firent alors pour exploiter la naïveté populaire à leur profit, le fait est que plus tard, à leur tour maîtres du pouvoir, ils liquidèrent une partie du territoire national pour fonder leur prestige historique sur le développement des voies de communication, c'est-à-dire sur ce qui donne maintenant une grande valeur à la collabo-

ration d'Arce dans l'œuvre de la constitution définitive de la Bolivie et fait oublier ses erreurs politiques et son intransigeance de sectaire.

La période législative, impatiemment attendue par le parti libéral qui croyait s'imposer par le nombre et par la qualité de ses représentants, s'ouvrit enfin. La situation du parti du gouvernement n'était pas réellement avantageuse. On estimait que les élus des partis coalisés arriveraient à constituer une majorité dans le Parlement, devant rendre délicate la situation du gouvernement de Baptista, nouvellement proclamé. Celui-ci n'avait pas été légalement désigné, car il avait omis de s'inscrire sur les registres civils, détail qui constituait un motif sérieux d'annuler les élections.

Cela pouvait amener des complications ; aussi, à la veille de la réunion des représentants à Oruro, le préfet Tamayo, autorisé, paraît-il, par Baptista, invita Camacho, chef du parti libéral, à venir à Oruro pour entrer en relations directes avec le Président élu, qui, dit-il, était disposé « à toutes sortes de combinaisons sans épargner aucun sacrifice ».

Camacho accepta l'invitation et se mit en marche pour Oruro ; alors, les journaux du gouvernement jetèrent le cri d'alarme, assurant que la présence du soldat à Oruro devait servir le projet de troubler l'ordre public.

Les délégués des partis adverses se réunirent en conférence le 3 août, et ceux du parti conservateur firent connaître que le gouvernement était disposé à respecter les vaincus et à les appeler même à la participation du pouvoir avec deux secrétaires d'État, une importante situation militaire sans commandement pour Camacho et de hauts emplois pour ceux qui ne s'étaient pas signalés par leur ardeur aux dernières élections.

Les libéraux répondirent le lendemain par leur refus de prendre part au gouvernement et de discuter les élections, tant qu'on n'aurait pas destitué les militaires et les fonctionnaires publics qui, par leur intervention, avaient fait verser inutilement le sang. Ils demandaient encore que le gouvernement ne mît pas obstacle aux réformes institutionnelles que les partis unis proposeraient aux Chambres ; que les représentants légaux de ces partis seraient admis dans le Congrès sans examen de leur mandat, et, enfin, que dans les districts où des fraudes et des violences avaient été commises, on annulerait les élections pour procéder à de nouvelles.

Devant des propositions aussi inconciliables, Arce comprit qu'il ne lui

restait d'autre recours que celui de la force. Le soir du 4 août, un décret fut lancé, mettant la ville en état de siège, et, le lendemain, au point du jour, on arrêtait huit représentants libéraux pour les exiler, avant que le fait n'eût transpiré dans la population. Avec les représentants on éloignait aussi le chef du parti libéral, Camacho, avec vingt autres notables personnages, pris dans les diverses villes du pays, sous prétexte qu'ils conspiraient contre l'ordre public.

En agissant de cette manière arbitraire et cynique, Arce montrait qu'il n'avait pas oublié l'émeute que lui avaient préparée ses adversaires politiques immédiatement après son élévation à la présidence, et il disait avec une véritable satisfaction : « Les libéraux me firent un 8 septembre ; je leur réponds par un 5 août. »

Mais les autres députés libéraux, méprisant la théorie que l'état de siège n'admet pas d'immunités, lancèrent une protestation indignée et firent savoir « qu'ils n'occuperaient pas leurs sièges », dans le Congrès, « tant que le règne absolu de la Constitution n'aurait pas été rétabli ».

Le manifeste lancé par Camacho était encore plus violent. Dans une brochure acerbe, il accusa le président Arce et le nouvel élu, Baptista, de crime envers la souveraineté nationale, d'avoir violé les garanties constitutionnelles et d'avoir calomnié leurs adversaires.

C'est par cet attentat inutile que le président Arce mit fin à son mandat.

III. — PRÉSIDENCE DE BAPTISTA

Les difficultés qui s'opposaient à l'élévation de Baptista se trouvèrent ainsi aplanies. Le Congrès se mit alors à siéger après avoir accueilli dans son sein les députés et les sénateurs suppléants du parti du gouvernement, accourus à Oruro, le jour même où les titulaires des sièges furent arrêtés et déportés. Cette circonstance porte à croire que Baptista n'avait pas été étranger au plan d'Arce et à son exécution.

Le 8 août le Congrès, après avoir procédé au dépouillement du scrutin, proclama Baptista président de la République. La transmission du pouvoir se fit en grande cérémonie. Arce déclara, une fois de plus, qu'il était satisfait de son œuvre et de ses actes ; mais Baptista, dans sa réponse au discours protocolaire, manqua de sincérité et ne s'éleva pas au-dessus du vul-

gaire et du médiocre, quand il voulut se présenter comme un homme qui se sacrifiait en acceptant le gouvernement de la nation.

Enfin, après plus d'un demi-siècle de domination brutale par le sabre, on mettait à la tête de l'État un homme de loi et de principes. Cet homme, né en 1832, avait mis, dès sa jeunesse, son énorme talent au service des meilleures causes. Sa parole résonna sur toute l'étendue de la nation pour la défense des libertés publiques et privées, car il lutta contre l'ineptie d'Acha, les despotismes barbares de Melgarejo et de Morales, les insolences grossières de Daza, se trouvant toujours du côté de la justice, de l'ordre et de la légalité. Et maintenant, comme récompense naturelle du bien qu'il avait fait, et malgré qu'on pût lui reprocher quelques défaillances, on le voit, enfin, la chevelure blanchie et les épaules un peu courbées, arriver au poste le plus élevé que les pays libres réservent aux plus méritants, aux plus désintéressés, aux meilleurs de leurs fils.

Après les fêtes de la transmission présidentielle, le nouveau chef du gouvernement se mit à exercer ses hautes fonctions en rejetant, comme son prédécesseur, tout accommodement avec l'autre parti, bien qu'il déclarât vouloir pratiquer une politique de concorde et d'apaisement.

Il forma donc son premier cabinet avec des hommes de son entière confiance et franchement attachés à la politique d'Arce. L'un d'eux le présentait comme animé des meilleures intentions et affirma que l'état de siège, subsistant encore, n'impliquait qu'une simple et innocente mesure préventive.

Mais tout cela n'était que de la phraséologie. Du reste, pour éviter toute équivoque, le président, dans son inévitable proclamation au pays, fit savoir à tous qu'il maintiendrait l'état de choses créé par son prédécesseur, et qu'il se refusait à concéder une amnistie et à lever l'état de siège.

Les dames de La Paz, ayant demandé au président, chrétien et catholique, de vouloir bien donner des passeports pour l'étranger aux citoyens déportés dans les régions éloignées et insalubres de Covendo et de Crevaux, afin qu'ils pussent subvenir aux besoins de leurs familles, le chef de l'État y aurait consenti sans l'opposition indomptable de quelques-uns de ses amis, qui n'écoutaient que leur intérêt, leur peur ou leur convoitise.

Ces hommes n'entendaient rien aux affaires publiques, ne cherchant qu'à maintenir et à réaliser les préceptes de la Charte, sans se donner la peine de voir s'ils se prêtaient à la condition sociale et économique de leur

milieu. Et, constatant qu'on ne tenait presque aucun compte de leur action et de leur désir, ils élevaient le ton autoritaire de leur voix et se montraient tout à fait impolis et même grossiers à l'occasion.

Tel était Zoilo Flores qui, avec son journal *El Imparcial*, fut pour les gouvernements conservateurs l'instrument le plus efficace de leur chute. Sans probité morale et méconnaissant délibérément toute saine intention dans le gouvernement, son rôle se réduisait à flatter le peuple et à s'en servir pour escalader les honneurs et les emplois grassement rétribués.

Les Chambres, complétées par des suppléants qui avaient renforcé la majorité, siégeaient pendant ce temps, dans une atmosphère de satisfaction et de douce cordialité. Les protestations des députés libéraux leur causèrent bien quelques embarras, ainsi que leur refus de signer leur démission. La plupart venus de très loin, au prix de fatigues et de dangers incroyables, c'était pour ces gens modestes une épreuve très dure de se voir privés de leurs honoraires, sur simple consigne de parti, et, aussi, d'une haute charge qui conférait honneurs et dignités.

Quand la période législative fut terminée, le gouvernement transporta sa résidence à La Paz. Là, il s'empressa de lever l'état de siège et de décréter une amnistie générale, à condition que les proscrits signeraient leur soumission au nouveau gouvernement. C'est ce que firent tous, même les plus récalcitrants, comme Camacho et Flores, le journaliste, qui, dès la réapparition de *El Imparcial*, se mit avec plus de véhémence que jamais à critiquer les actes du chef de l'État.

Mais le parti libéral, malgré sa majorité indiscutable, se laissait intimider par les incessantes persécutions dont il était l'objet. Des défections se produisirent parmi ceux qui ne prenaient la politique que comme un moyen de s'assurer des avantages personnels.

Ce fut à ce moment que Daza voulut venir répondre aux charges qu'on faisait peser sur lui depuis dix ans. Animé de ce désir et malgré le conseil du président, il partit d'Antofagasta le 26 février et, la nuit du 27, il fut assassiné à Uyuni par les mêmes soldats que l'autorité avait détachés pour le protéger... Ce crime, resté mystérieux, fit dire par la presse de l'opposition qu'on avait voulu empêcher Daza de faire des déclarations compromettantes pour certains personnages haut placés sur la scène politique.

Vers le milieu du mois de juin, le gouvernement convoqua le Congrès, dans la ville de La Paz. Cette mesure souleva les protestations indignées de

toute la population de Sucre où, d'après la loi, devait siéger le pouvoir législatif. Sucre avait rang de capitale, tandis que La Paz n'était qu'un simple bourg où abondait l'élément indigène, un gros village avec des prétentions au titre de ville, à qui il fallait, une fois pour toutes, montrer son rôle secondaire.

Les anciennes rivalités de villes, les haines régionales, encore mal éteintes, furent ainsi réveillées. Sucre, malgré sa petitesse et son abord difficile à cause de son éloignement, était, il y a un quart de siècle, la ville la plus active et du meilleur ton de la Bolivie, la seule qui comptât par le nombre des gens véritablement riches, instruits et habitués par leurs voyages à mener la vie large et luxueuse du monde civilisé.

Le Congrès de cette année 1893 fut agité et plein d'incidents occasionnés par la discussion du coup d'État du 5 août et des faits qui en découlèrent. Le ministre Paz déclara que le nouveau gouvernement s'était trouvé en présence d'un fait accompli dont il prenait la responsabilité comme de tous les actes de son prédécesseur. Cette défense fut accueillie par les applaudissements de l'Assemblée et un vote de confiance.

Ce ministre et son collègue de la guerre, Fernandez Alonso, se prêtèrent, dès la première année de l'administration de Baptista, à des manœuvres électorales, éveillant entre eux une certaine méfiance, qui ne fit que s'accentuer avec le temps. L'opinion semblait pencher du côté d'Alonso, en qui l'on voyait déjà l'homme destiné à faire le bonheur de la Bolivie.

Les intentions de ce ministre devinrent évidentes dès l'année suivante. Les libéraux, déserteurs de leur parti, se laissèrent gagner par son affabilité et ses belles manières. Ce fut le journaliste Soria Galvarro, ancien libéral, qui proclama le premier sa candidature présidentielle et qui décida un certain nombre de ses amis à imiter son exemple.

La désertion était contagieuse. On donnait pour prétexte le fait que Camacho avait abandonné la direction du parti libéral, ou qu'il n'avait pas accepté les bases d'un programme politique proposé par Galvarro, et on considérait cette conduite « comme une lâcheté inconcevable ou une déloyauté manifeste ».

Cette crise du parti rendit nécessaire la réunion d'une conférence à Sucre. Elle eut lieu, le 2 octobre, sous la présidence du général Narciso Campero et en présence des délégués de tous les départements. Elle se sépara après avoir nommé le colonel Jose Manuel Pando chef du parti libé-

ral et l'avoir désigné comme candidat à la présidence de la République.

Aussitôt la presse officielle se mit en campagne contre le nouveau chef, qui était en mission du côté du Brésil pour la délimitation de la frontière. Mais le président Baptista déclara, dans une lettre, qu'il appuierait de son vote un collègue distingué et, de plus, son ami. La presse considéra cette attitude comme un acte de partialité de fonctionnaire en faveur du candidat de son parti. Elle insinua que le colonel refuserait la direction du parti libéral, puis elle l'accusa de vouloir incarner le militarisme qui avait causé tant de maux au pays.

Pendant qu'avait lieu cette polémique, les sessions ordinaires du Congrès de 1895 s'ouvrirent. Elles ne furent occupées qu'à discuter les mérites des chefs civils et qu'aux luttes pour la conquête de la liberté du suffrage, réclamée par le parti libéral.

Les amis du ministre Paz menaient une campagne active en faveur de leur chef, et Alonso dut redoubler de soins et d'efforts pour neutraliser l'action de ce rival. Il proposa la fusion des deux groupes pour constituer un parti officiel, qui permettrait aux conservateurs de se maintenir au pouvoir, malgré la majorité dont disposait le parti libéral. Le peuple, en effet, s'était prononcé en faveur de ce parti, donnant son adhésion à Pando, l'homme décidé à réaliser ses aspirations.

Les élections de mai donnèrent les résultats attendus. Alonso obtint 18.447 voix et Pando 15.889. Dans l'incertitude où il était de l'emporter dans une lutte loyale, le parti conservateur avait fait appel à la fraude et à la menace contre les vaincus qui voudraient avoir recours à la violence.

Alonso partit de La Paz pour Sucre dans les premiers jours de juillet ; mais, avant, il voulut esquisser un programme de gouvernement où il déclarait que son élection n'étant que l'expression de la volonté du pays, il ne s'entourerait que d'hommes animés comme lui du désir de la faire respecter et de s'y soumettre.

La transmission du pouvoir se fit sans incident, et Baptista se retira sans laisser aucune œuvre durable après lui. Son gouvernement fut le plus inepte et le plus stérile du monde, prouvant une fois de plus que l'habileté à faire de beaux discours n'implique pas toujours la faculté de bien gouverner.

IV. — PRÉSIDENCE D'ALONSO. — TRIOMPHE DU PARTI LIBÉRAL

Alonso, le nouveau président, avait à son actif un passé honorable et la ferme intention de s'imposer des règles de conduite sévères; mais une certaine faiblesse de tempérament et le désir d'écarter par des condescendances les écueils de sa route devaient, sans toutefois lui rien ôter de son prestige, le perdre et causer la chute de son gouvernement et de son parti.

Les libéraux ne tardèrent pas à faire le procès des administrations passées, et en vinrent à proclamer le droit à la révolte comme seul moyen de garantir la vie et les biens des citoyens qui ne se rangeaient pas du côté du gouvernement.

Mais ce parti lui-même ne semblait pas très uni. De sérieux dissentiments avaient surgi entre les principaux de ses membres, non pas tant pour des questions de doctrine que pour des froissements d'amour-propre.

A ces causes vint s'en joindre une autre, d'un caractère distinct mais non moins curieux. La politique de fusion, préconisée par le chef de l'État, avait amené une certaine désorientation dans les rangs du parti libéral, et beaucoup de ses adhérents étaient allés grossir la phalange des partisans du gouvernement. Parmi eux se trouvait le propriétaire du journal *El Imparcial*, qui, à l'expiration du bail de son imprimerie, la retira des mains de l'homme qui l'avait convertie en la plus dangereuse arme du régime.

Mais Flores ne se déclara pas vaincu. Il fonda un nouvel organe de presse, *El Imparcial Segundo*, le second Impartial; et, tandis que le vieux journal étalait son apostasie en attaquant son ancien directeur et en annonçant la nomination de son propriétaire comme ministre de Bolivie en Espagne, *El Imparcial Segundo* continuait à faire brèche par ses attaques furibondes et détournait du gouvernement la sympathie des masses.

On fit alors des élections municipales et les libéraux furent vainqueurs. A La Paz, les six candidats du gouvernement obtinrent la majorité des voix ; mais la fraude avait été si évidente que les libéraux demandèrent la revision du scrutin et parvinrent à établir qu'au moins trois de leurs candidats avaient été favorisés par le vote populaire.

Le ministère public et les autorités voulurent annuler le scrutin ainsi vérifié, ce qui poussa les libéraux à convoquer le peuple à des assemblées

en plein air. Ces réunions furent interdites par le préfet, comme ayant l'aspect d'une franche sédition. Le gouvernement, mis au courant de ces faits, crut prudent de céder, et le scrutin ayant eu lieu sans l'intervention de l'autorité publique, quatre conseillers libéraux et deux seulement du parti du gouvernement furent proclamés élus.

Devant ce résultat imprévu et déconcertant, le gouvernement ordonna au préfet d'empêcher à tout prix l'installation du conseil jusqu'à ce qu'on connût le jugement des tribunaux ordinaires, auxquels avaient eu recours les candidats conservateurs. Le conseil maintint sa résolution de siéger, malgré l'ordonnance préfectorale qui refusait de reconnaître l'autorité de ce corps et défendait « toute réunion de plus de quatre membres ».

Le gouvernement ordonna de nouveau la suspension du conseil municipal, et la préfecture fit usage de la force publique, qui occupa le local de la commune. Une patrouille tua même un étudiant de l'Université, Ezequiel Eduardo, qui eut la mauvaise idée de protester contre la manière odieuse avec laquelle les soldats conduisaient au poste de police un homme avancé en âge. Le gouvernement mit la ville en état de siège et envoya en exil les plus exaltés.

La Paz était le foyer de la résistance ; aussi le gouvernement prit-il la résolution d'y transporter sa résidence. Aussitôt, toute la population de Sucre se mit en mouvement pour empêcher ce départ, qu'elle jugeait attentatoire aux prérogatives de la ville. Mais ses efforts vinrent se briser contre la volonté du ministre de l'intérieur, don Macario Pinilla, originaire de La Paz, qui avait conseillé ce déplacement.

Pinilla rendit son portefeuille, sous prétexte que son attitude avait créé une situation par trop délicate et scabreuse ; mais le président, n'écoutant pas cette fois les conseils de son entourage, eut le bon sens de ne pas accepter cette démission.

La Paz se sentit blessée dans son orgueil de ville par la protestation de Sucre. Elle songea un instant à inviter les autres départements à ne pas envoyer leurs députés au Congrès siégeant dans cette ville ; mais le refus de Cochabamba, et la certitude de voir poser, cette année même devant les Chambres, la question de la capitale, pendante depuis la fondation de la République, apaisèrent presque totalement les haines de parti.

En effet, le 31 octobre, les députés de Chuquisaca présentèrent un projet de loi fixant à Sucre la résidence du pouvoir exécutif, auquel répondit

un autre projet de la députation de La Paz, proposant de transporter le Congrès à Cochabamba, pour traiter avec plus d'indépendance la proposition présentée par les représentants de Chuquisaca.

Le choc paraissait imminent et dangereux pour l'unité nationale. La commission chargée d'examiner le projet de résidence se déclara en faveur de Sucre. Aussitôt, la municipalité de La Paz fit adopter par acclamation dans un meeting populaire la formule qui consistait à introduire dans le pays le système de gouvernement fédéral, comme plus approprié aux conditions physiques de la Bolivie. De plus, le système de centralisation économique ne permettait pas le développement des localités en proportion des ressources que chacune d'elles apporte à la masse commune des rendements du fisc.

Le 14 novembre 1898, le Comité fédéral, composé de six membres de chaque parti, s'installa à La Paz, et on envoya à Sucre un télégramme aux représentants de La Paz pour qu'ils inaugurent dans le Congrès la forme fédérale, non comme une initiative parlementaire, mais comme un mandat impératif. La Chambre accepta en principe cette réforme ; mais, en même temps, elle votait à une grande majorité la loi de résidence. Alors les représentants de La Paz quittèrent la salle des sessions et, peu après, les sénateurs faisaient de même.

Ce furent là, sans équivoque possible, les commencements de la révolution.

Le 28 novembre, à leur arrivée à La Paz, les députés furent reçus avec des démonstrations qui touchaient à l'apothéose, principalement le ministre don Macario Pinilla qui, se solidarisant avec ses compatriotes, avait donné sa démission définitive.

Le 5 décembre, devant la gravité des faits, le président Alonso annonça qu'il se mettait à la tête de l'armée en sa qualité de capitaine-général, pour « visiter » les départements du Nord et que, la loi sur la résidence ayant été votée, il la proclamait malgré son inopportunité, pensant arrêter la véhémente controverse suscitée par cette initiative.

La menace était évidente. Alors les chefs du mouvement convoquèrent, le 12 décembre, un autre meeting populaire, où la foule accourut prête à se lancer, sans armes, sur les troupes de la préfecture et les obliger à se rendre.

Le préfet, qui était du pays, voyant venir le danger, adhéra sans peine

au mouvement et annonça au peuple qu'il se mettait, lui et ses forces, au service de la fédération.

C'en était fait. Immédiatement on forma une assemblée de gouvernement composée du préfet, Serapio Reyes Ortiz, du sénateur de Chuquisaca, colonel Jose Manuel Pando et du docteur Macario Pinilla, ministre démissionnaire. Le secrétariat général fut confié au docteur Fernando E. Guachalla, président du Comité fédéral. Le jour même, les gardes nationaux, qui depuis quelques années s'organisaient militairement, se mobilisèrent d'eux-mêmes et procédèrent à une réquisition d'armes et de munitions.

Le gouvernement avait cru que cette agitation n'arriverait pas à se transformer en révolution organisée. Il avait les éléments nécessaires pour l'étouffer dès sa naissance ; mais quand il fut convaincu que le régionalisme de La Paz revêtait tous les caractères d'une opposition décidée, il se mit en marche vers le Nord avec toute son armée et entra à Oruro le 19 décembre.

C'était trop tard. Les révolutionnaires avaient reçu des armes et des munitions. Leurs forces, parfaitement organisées par le colonel Pando et des civils, improvisés militaires, sauraient montrer une énergie et une initiative assez appréciables.

La lutte commença avec tous les caractères d'une guerre internationale. Il y eut des rencontres furieuses où les adversaires, quatre mille hommes en tout, combattirent avec acharnement, comme si des haines ancestrales et des antagonismes de race venaient augmenter la violence de leur colère. Une nombreuse troupe d'Indiens des hauts plateaux des Andes prit part aussi à la lutte, et sut châtier les inutiles cruautés des soldats de Sucre, en massacrant avec une férocité sauvage un escadron formé de la fleur de la jeunesse de Chuquisaca, qui s'était distingué par son ardeur à s'acharner contre cette pauvre race exploitée et avilie.

La rencontre finale fut une véritable bataille. On combattit pendant plusieurs heures, le 10 avril, dans la campagne déserte de Paria, où restèrent plus de mille cadavres. Les troupes de la fédération vainquirent celles du gouvernement, plus aguerries, mais victimes de pratiques vicieuses et de mesures arbitraires maintenues par les conservateurs en face d'un parti d'opposition nombreux et discipliné. Alonso eut le privilège de recueillir toutes les erreurs accumulées par ses prédécesseurs et, malgré ses louables

intentions, il ne put arrêter le mal, ni réprimer la révolte. Cette tâche demandait des esprits énergiques et franchement innovateurs et s'accommodait mal avec son caractère indécis et son tempérament conciliateur.

C'est ainsi qu'à l'ombre d'un drapeau emprunté, le parti libéral arriva au pouvoir, pour tomber vingt ans après, le 12 juillet 1920, pourri et corrompu par les abus, le népotisme et l'absence de talent politique chez les hommes appelés tout dernièrement au gouvernement.

Quatre hommes d'inégale éducation et de tempérament différent gouvernèrent le pays avec ce parti : Jose Manuel Pando, Ismaël Montes, Eliodoro Villazon et Jose Gutierrez Guerra. Cependant, leur œuvre, appliquée avec plus ou moins d'intensité aux intérêts positifs de la Bolivie, fut aidée par l'esprit public, qui, devant les courants de la vie contemporaine, aspire à imiter les peuples les plus prospères du continent, créant des richesses, améliorant sans cesse ses institutions, se mettant, enfin, à la hauteur des peuples libres.

Vingt années de paix sous le régime libéral ont transformé presque radicalement l'esprit et la manière de vivre des masses boliviennes. Elles ont réveillé chez elles l'amour du travail, et l'on voit aujourd'hui des industries nationales, un commerce florissant et un échange relatif de produits entre les départements, de La Paz, d'Oruro, de Cochabamba et de Potosi, reliés maintenant par des voies ferrées. Le sentiment de solidarité nationale s'enracine plus profondément, malgré la différence des races et des coutumes, et le manque de continuité dans l'œuvre d'unification maintenue jusqu'ici par des moyens artificiels. Accomplie ailleurs par les relations commerciales, la communauté des aspirations, cette unité ne subsiste aujourd'hui que grâce à la distribution d'emplois honorifiques et bien rétribués à des membres pris dans les diverses circonscriptions, médiocres et encombrants, êtres souvent indignes de la charge qu'on leur confie... Enfin, elles ont donné l'essor aux énergies mentales de la race, rendues manifestes par des ouvrages qui, s'ils n'ajoutent rien à la somme des connaissances humaines, reproduisent au moins les aspects monotones de la vie coloniale, pauvre en émotions esthétiques, simple dans ses goûts et peu exigeante dans ses préférences intellectuelles.

Le principal aliment spirituel de ces sociétés ainsi constituées, c'est le journal, cause de leur stagnation relative; car, en Bolivie, le journal ne s'occupe que de politique électorale. Le livre ne circule que dans la société

choisie et, bien qu'il se répande de plus en plus, son action ne peut pas encore annuler celle du journal qui, par sa propagande, engendre l'habitude des affirmations catégoriques et sans contrôle, le recrutement de partisans par des chefs plus ou moins honnêtes, et l'extrême rétrécissement des aspirations et des perspectives idéales.

Cela dit, il paraît indispensable de marquer par des chiffres les étapes de ces progrès, pour les rendre plus évidents. A cet effet, on a pris les dates de 1898 et de 1918, qui comprennent entre elles les quatre gouvernements successifs des présidents du parti libéral, et, parmi les données fournies par la statistique, celles qui ont trait seulement, et sans équivoque, aux progrès économiques, industriels, de la viabilité et de la culture de la nation.

	1898	1918
Rendement des impôts (pesos)	5.194.509	32.586.886
Importations (pesos)	11.897.244	34.999.886
Exportations (pesos)	27.456.676	182.612.850
Production minière (pesos)	20.736.619	81.543.627
Lignes télégraphiques (1901) (kilomètres)	5.013	11.061
Voies ferrées (kilomètres)	486	1.785
Nombre d'écoles (1900)	84	477
Population scolaire (1895)	29.722	61.692

DERNIERS ÉVÉNEMENTS
(1900-1921.)

La révolution libérale venait de se faire sous le masque du fédéralisme, et dès aussitôt la discorde se mit entre les vainqueurs. Le parti se divisa pendant la Convention de 1899, réunie aussitôt après le triomphe, et qui avait élu, comme président, le colonel Jose Manuel Pando. Les uns prétendaient qu'il fallait pratiquer une politique de représailles pour en finir avec les ennemis traditionnels, et les autres préconisaient un système de conciliation, assurant que le triomphe du libéralisme avait été dû en grande partie à la collaboration et à l'appui des éléments conservateurs, dont la fusion avec les libéraux avait eu lieu à La Paz sous l'influence du sentiment régionaliste.

C'est sous cette forme ingrate que se produisit la première divergence dans le parti vainqueur.

L'un des meilleurs articles du programme libéral était celui qui imposait la soumission complète au vote de Sucre, c'est-à-dire au maintien de l'intégrité du territoire au prix de tous les sacrifices. Cette décision permit aux représentants du parti d'engager une lutte vigoureuse les deux fois que les gouvernements conservateurs, désireux de garder la paix, voulurent résoudre nos difficultés de frontières, notamment avec le Chili. Ce pays, s'appuyant sur les derniers traités, paralysait presque toute notre activité économique. Il frappait de lourds impôts nos importations et nos exportations, qui se faisaient à travers le territoire conquis par lui pendant la guerre injuste de 1879. Ainsi, nous étions soumis à une contrainte épouvantable ; nous ne pouvions entreprendre aucune sorte de travaux sans que le spectre de notre dépendance et de notre manque de sécurité ne vînt annihiler tout effort et refroidir les plus purs enthousiasmes.

Rester dans cette situation était donc impossible et, franchement, il devenait nécessaire de chercher à ce différend une solution équitable sans, toutefois, jamais perdre de vue notre but persistant d'obtenir la possession d'un port sur l'océan Pacifique, vers lequel est orienté le centre producteur du territoire bolivien, riche par son abondance de métaux précieux et de produits d'autre nature.

Dès qu'elle eut connaissance de ce projet, la chancellerie du Chili envoya l'un de ses meilleurs diplomates qui, dans une pièce fameuse par sa brutalité et sa louche arrogance, notifia péremptoirement au gouvernement de la Bolivie que ce pays devait abandonner son espoir d'avoir un port à lui ; qu'il ne lui convenait que de construire des lignes de chemins de fer et de se relier par ce seul moyen aux autres pays. La note d'Abraham Konig est unique dans les annales diplomatiques, et quelques-uns de ses termes doivent être connus pour pouvoir apprécier les circonstances qui amenèrent la Bolivie à signer, en 1904, un traité qu'elle prétendit faire reviser par la Ligue des Nations, en 1921 :

« En temps de guerre, les forces du Chili s'empareraient de l'unique port bolivien, aussi facilement qu'ils occupèrent tous les ports du littoral de la Bolivie en 1879..... Il faut avouer que la possession d'un port n'augmenterait pas la puissance de la Bolivie en temps de paix ni en temps de guerre.....

« Le Chili a occupé le littoral et s'en est emparé au même titre que l'Allemagne annexa à l'Empire l'Alsace et la Lorraine ; au même titre que

les États-Unis de l'Amérique du Nord ont pris Porto-Rico. Nos droits naissent de la victoire, loi suprême des nations.

« Que le littoral est riche et vaut beaucoup de millions, cela, nous le savions déjà. Nous le gardons parce qu'il a de la valeur, car, s'il ne valait rien, il n'y aurait aucun intérêt à le garder.

« A la fin de la guerre, la nation victorieuse impose ses conditions et exige le paiement des frais occasionnés. La Bolivie a été vaincue ; elle n'avait pas de quoi payer : elle a livré le littoral.

« Par conséquent, le Chili ne doit rien, n'est obligé à rien, encore moins à la cession d'une zone de terrain et d'un port. Par conséquent, aussi, les conditions de paix proposées et acceptées par mon pays, et qui contiennent de grandes concessions à la Bolivie, doivent être considérées non seulement comme équitables, mais aussi comme généreuses. »

Invitée aussi rudement à abandonner tout espoir de posséder une libre issue vers la mer, si nécessaire aux nations situées au milieu des terres, la Bolivie n'eut pas d'autre ressource que de souscrire, le 20 octobre 1904, au traité, aujourd'hui en vigueur, qui lui enlève les richesses fabuleuses de son littoral, en échange d'une ridicule somme d'argent et du chemin de fer Arica-La Paz.

Mais là ne se bornèrent pas tous les malheurs de la Bolivie sous la première administration du gouvernement libéral, inauguré par le général Pando. De nouvelles questions furent suscitées par le Brésil au sujet de l'indépendance du territoire de l'Acre, proclamée par des flibustiers, en mai 1899.

Il fallut envoyer une expédition très coûteuse dans ces régions éloignées, où se manifestèrent l'abnégation et l'esprit de sacrifice du soldat bolivien. Parti des hauts plateaux des Andes, il alla mourir obscurément dans les bois malsains de cette région qui fut, néanmoins, pacifiée et incorporée de nouveau au patrimoine territorial de la République.

L'Acre, par son éloignement et ses accès difficiles, pouvait se prêter en tous temps à des mouvements de cette nature. Le gouvernement conçut l'idée de passer un contrat d'administration avec une société de l'Amérique du Nord, qui devrait prélever les revenus du fisc et prendre toutes les mesures nécessaires à une bonne organisation administrative ; mais, les principales bases de ce traité étaient à peine fixées, que l'insurrection éclata de nouveau, le 6 août 1902. Elle était suscitée cette fois par le Brésil

lui-même, qui s'était toujours opposé à ce que le gouvernement de la Bolivie s'occupât d'une gestion qui, à son avis, contenait un grave danger continental.

La Bolivie se vit donc forcée d'organiser une seconde expédition que le général Pando, président de la République, et M. Ismaël Montes, ministre de la guerre, furent chargés de diriger en personne. Le Brésil se prépara aussi à la lutte et envoya ses troupes dans les régions en litige. La supériorité de cette nation était si manifeste, que la Bolivie se vit obligée de signer le traité de Petropolis, le 17 novembre de cette même année. Elle cédait au Brésil tout le territoire de l'Acre, en échange d'une indemnité de deux millions de livres sterling, qui devait être employée, selon les termes de cette convention, principalement à la construction de chemins de fer ou d'autres ouvrages destinés à améliorer les communications et à développer le commerce entre les deux pays.

Fidèle à cet engagement solennel, le gouvernement de la Bolivie suivit un plan méthodique de constructions ferroviaires, qui a donné, comme résultat heureux, la liaison des cinq départements les plus prospères de la République, ceux de La Paz, d'Oruro, de Cochabamba, de Potosi et de Sucre. Le prodigieux développement que l'on observe aujourd'hui dans le pays est dû à l'honnête exécution de ce traité.

Au mois de février 1904, alors que la présidence du général Jose Manuel Pando touchait à sa fin, celui-ci, dans une lettre politique adressée à ses amis, recommanda la candidature présidentielle du docteur Ismaël Montes qui, par son patriotisme avéré et par sa généreuse abnégation, venait de s'attirer la sympathie des meilleurs éléments de la nation pendant la guerre contre le Brésil. Aux élections du mois de mai, Montes fut élu à une énorme majorité.

Le nouveau président n'eut pas, comme son prédécesseur, à s'occuper de la défense du territoire par les armes, et il appliqua toute son activité et toute son intelligence à poursuivre l'œuvre qu'il accomplit dans les cinq années de son gouvernement exceptionnel. Il mit en mouvement tous les ressorts de l'activité nationale, il améliora l'armée, construisit des chemins de fer, releva le niveau de l'instruction et du crédit public ; mais on apercevait trop dans ses initiatives sa tendance à gouverner exclusivement avec les siens, c'est-à-dire avec ceux qui s'accordaient le mieux avec son tempérament et n'opposaient pas d'obstacles aux projets qu'il

avait conçus. Peut-être s'imaginait-il qu'un travail s'accomplit plus facilement sans le secours de la critique, alors que c'est, ordinairement, grâce à l'intervention libre et sincère de cette dernière que tout travail administratif atteint le plus haut degré de perfection.

Le docteur Eliodoro Villazon succéda au docteur Montes dans le gouvernement. Cet homme, estimé pour ses antécédents et pour la haute probité de sa vie, se consacra à la réorganisation des finances nationales et à la poursuite de la construction des voies ferrées selon le traité passé avec le Brésil.

Au milieu du mois de juin 1911 on lança, pour la seconde fois, à Sucre, la candidature à la présidence de M. Montes qui, à ce moment, représentait sa patrie auprès des gouvernements de France et d'Espagne, comme ministre et envoyé extraordinaire.

La popularité de ce chef politique avait grandi pendant son court séjour en Europe. Il fut reçu, à son retour, par le pays avec un enthousiasme que, seul, Linares put exciter, quand, autrefois, en l'année 1857, on crut qu'il allait incarner l'esprit de l'ordre, de la légalité et du progrès en présence des gaspillages, des abus et de la tyrannie des administrations antérieures.

En prenant donc, pour la seconde fois, en 1913, la responsabilité de la présidence, M. Montes avait apporté de Paris, comme *pierre angulaire* de son plan de gouvernement, une série de projets bancaires, conçus dans le but patriotique d'améliorer la situation financière de la Bolivie, point de départ d'importantes réformes ultérieures. Le principal de ces projets consistait à donner uniquement à la Banque de la Nation, fondée récemment grâce à l'emprunt français de 1910, le droit d'émettre des billets, et d'enlever ce droit aux autres banques, qui en avaient usé avec excès et causé ainsi, il n'y avait pas longtemps, de sérieuses perturbations dans la vie économique de la nation. Ce projet fut adopté par le Parlement, après une discussion longue et violente ; mais, quand on le mit à exécution, une soudaine rupture d'équilibre se produisit dans les finances particulières. Les banques, obligées de retirer leurs billets, firent pression sur leurs débiteurs pour le paiement total de leurs crédits, et, à défaut de paiement, elles employèrent la menace.

La panique que ces résultats suscitèrent dans la majorité de la nation fut indescriptible. Les fortunes privées furent amoindries ou épuisées. Il y eut fort peu de gens qui réalisèrent des bénéfices. Alors, la réaction contre

des maux, dont on connaissait la cause, se traduisit par un mouvement de vive contrariété, et l'opposition naissante, sous prétexte de vouloir corriger et redresser ce qu'on appela des erreurs de gouvernement, se montra, malgré la modération de son chef, le tribun don Daniel Salamanca, agressive, intolérante et injuste, profitant de plusieurs circonstances défavorables au gouvernement pour faire retomber uniquement sur lui la cause de tant de calamités réunies.

Le mal se trouva aggravé par cette circonstance que le gouvernement restait décidé à ne s'entourer que d'éléments absolument dévoués. M. Montes prenait comme collaborateurs, de préférence ses meilleurs amis, fussent-ils incapables de remplir certaines fonctions ou manifestement répudiés par l'opinion. Il faisait peu de cas des critiques de l'opposition, formée, tout d'abord, de tous ceux qui n'avaient reçu aucune satisfaction dans leurs ambitions, et qui entraînait maintenant la masse des électeurs en lui montrant un programme de réformes séducteur.

Il fut donc facile au nouveau parti de former des groupes de mécontents autour des idées d'amélioration politique et gouvernementale, qu'il s'empressa d'inscrire sur son programme. Bientôt il put se présenter, non seulement comme un parti attaché à certains principes, mais encore comme un parti groupant autour de lui la majorité de la nation, sans s'apercevoir que, dans sa hâte de grandir, il avait accueilli dans ses rangs toute sorte d'éléments, même les pires, et qu'il avait donné un certain relief à des individus sans aucune valeur morale et intellectuelle.

Devant la force coalisée de la passion et de l'intérêt ; devant le ton de plus en plus élevé de la presse de l'opposition, qui conseillait l'emploi de la violence pour remédier à ce qu'elle croyait être des maux sans remède, le gouvernement eut la faiblesse de céder à un désir de revanche. Il proclama, avec l'assentiment du cabinet et des présidents des deux Chambres, l'état de siège dans toute la République et exila les opposants les plus exaltés. En même temps, et ce fut le pire, les journaux attachés à la cause du parti républicain furent suspendus.

Cet excès de sévérité excita le zèle des indifférents et provoqua même la critique des affiliés au parti libéral. Aux élections municipales de 1915, le mécontentement général se traduisit par la déroute complète de la liste libérale ; mais cette déroute servit aussi à mesurer le degré d'honorabilité du parti républicain qui, pour vaincre, commit des fraudes de toute nature,

sans se rappeler un seul instant que l'honnêteté était le principal principe de son programme.

L'assassinat de l'ex-président Pando, vers le milieu de l'année 1917, donna à ce parti une force irrésistible. Il soutint que c'était un crime politique, perpétré par les dirigeants du parti libéral, et il se mit à louer les mérites du général disparu, les exaltant et les présentant comme bien supérieurs à ceux des héros les plus célèbres de l'histoire universelle. Pando acquit ainsi un relief qu'il n'eut jamais dans sa vie.

Un mois avant cet obscur assassinat, en mai 1917, on avait élu comme président de la République un homme tout nouveau dans la politique, don Jose Gutierrez Guerra, candidat libéral, opposé au docteur José Maria Escalier, candidat du parti républicain.

La carrière politique du chef libéral était trop courte et n'avait atteint un certain relief que dans les trois dernières années de l'administration de M. Montes. A ce moment, le parti était déjà épuisé et ne comptait plus dans ses rangs des hommes éminents et exercés au maniement de la chose publique. En 1914, on le vit figurer pour la première fois dans la politique, comme candidat à la députation d'une province. Une fois à la Chambre, il en fut élu président en 1915 et, peu après, il était appelé au ministère des finances par M. Montes, à seule fin de défendre certains projets du pouvoir exécutif, fortement discutés au Sénat.

M. Gutierrez Guerra, arrivé à la présidence, ne put pas se soustraire à l'influence des camarillas, au point de faire dire par l'un des principaux membres de ces coteries, en 1918, que le parti libéral était ébranlé dans ses principales bases.

Cette situation devenait évidente dans toutes les branches de l'administration publique, car le gouvernement n'avait pas soin d'opérer ces sélections intelligentes qui consistent à chercher ce qu'il y a de meilleur et de plus honorable dans un parti pour lui remettre la gérance des affaires publiques. On fit tout le contraire. On donna de l'importance, comme dans l'autre parti, à des gens sans préparation suffisante et sans traits accentués de caractère. Dans le Congrès, des égoïstes se perpétuèrent, de période en période, jusqu'à devenir de vrais employés du gouvernement, n'ayant d'autre souci que celui de se faire réélire, ou d'obtenir un portefeuille ministériel. Ils furent agents diplomatiques et consulaires dans les pays les plus qualifiés, propagandistes électoraux actifs, parents ou amis intimes

des hommes de la situation. On confia des portefeuilles à des individus portés à la lutte mais peu expérimentés, bien que voulant le paraître.

Tout cela finit par donner des résultats déplorables et terribles. Les hommes de vrai mérite durent s'effacer devant ces audacieux. Alors commença une période d'improvisations que devait couronner logiquement l'improvisation du premier mandataire de la République, personnage sympathique, sans doute, par son activité et sa courtoisie, mais qui n'avait jamais fait preuve d'entendre les affaires complexes de l'État.

C'est à ce moment qu'arriva l'événement le plus digne de mémoire que l'histoire du monde ait enregistré jusqu'ici : l'écroulement de l'Empire allemand et la victoire des peuples libres, les Français en tête, sur l'esprit conquérant et presque féodal du teutonisme arrogant. Vint l'armistice de novembre, précédé par le nouvel évangile politique prêché par Wilson du haut du fauteuil présidentiel des États-Unis de l'Amérique du Nord, et tous les autres peuples, particulièrement les faibles et les opprimés, crurent trouver dans la parole de cet homme généreux le secret de leur sécurité et de leur bonheur. Ils lui donnèrent leur adhésion comme à l'interprète des sentiments du plus puissant et du plus riche des peuples dans cette heure de terrible angoisse ; mais les hommes d'État, ceux qui n'ignorent pas les secrets de l'histoire, ni l'âme des mortels, sourirent devant le généreux idéalisme de cet homme supérieur et laissèrent, pour le moment, les masses manifester leur enthousiasme inoffensif, pour travailler bientôt froidement, âprement, comme travaillent toujours les hommes et les peuples égoïstes.

Quand le projet de la Ligue des Nations fut lancé, le Pérou s'empressa de remettre sur le tapis son vieux litige de frontières avec le Chili; et la Bolivie, suivant la tradition de ses véritables hommes d'État, crut aussi que l'heure était venue d'affirmer de nouveau son désir de posséder le port d'Arica, moyennant des compensations économiques équitables. Le principal interprète de cette politique fut M. Montes, accrédité, à ce moment, pour la seconde fois, comme ministre de Bolivie auprès du gouvernement français.

Le parti libéral, alors au pouvoir, embrassa avec ardeur cette politique ; mais, pour que son action fût plus efficace, on forma, au mois de novembre de cette année, un cabinet de concentration nationale, réunissant les personnages les plus qualifiés de tous les partis. On désirait apaiser ainsi l'exaltation des esprits et exercer une action commune sur cette affaire importante, délicate et internationale.

On appela au portefeuille des affaires étrangères M. Alberto Gutierrez, dont les opinions sur cette matière étaient connues par ses livres et par ses discours dans les Chambres législatives.

Ce fut lui qui, le 24 décembre 1918, donna des instructions à M. Montes pour qu'il fît savoir au gouvernement de la France, à la Ligue des Nations et au président Wilson, que la Bolivie était partie intéressée dans le litige de Tacna et d'Arica, et que ses droits émanaient d'antécédents historiques, juridiques et géographiques.

M. Montes présenta au gouvernement français un mémorandum dans ce sens, à la fin de février 1919. Ce mémorandum fut violemment combattu en Bolivie par le parti de l'opposition qui, tout d'abord, avait adopté une attitude diamétralement opposée à celle du parti libéral, à l'exception de son chef, le docteur Daniel Salamanca.

La question internationale devint, ainsi, un thème de propagande pour le parti républicain. Il exploita la sentimentalité des masses en leur montrant la déloyauté qu'il y aurait à se séparer du Pérou et à demander une fraction du sol que le conquérant détenait par la force. Ce point, qui aurait dû être traité avec d'infinies précautions, et l'assassinat du général Pando, furent les deux armes, qu'avec une inconscience formidable et une efficacité irrésistible, agita dans sa haine concentrée le parti de l'opposition. La colère des multitudes se souleva contre le parti du gouvernement, qui semblait avoir perdu jusqu'à l'instinct de sa propre conservation et se livrait, à l'exemple du premier mandataire et de ses collaborateurs immédiats, à toute sorte de divertissements et de plaisirs.....

Un tel désordre pouvait et devait éveiller l'attention des personnages les plus avisés ; mais l'aveuglement des hommes du gouvernement paraissait incurable. L'armée était leur colonne d'appui, l'unique base solide de leur persistance dans le pouvoir.

Et l'on avait une foi aveugle, absolue, dans l'armée. C'était, en apparence, une institution fortement organisée, intangible dans sa structure, irréprochable dans sa haute conception de la probité, de l'honneur et de la fidélité. Les soldats d'aujourd'hui, pensait-on, ne sont pas, comme ceux d'hier, le rebut de la société. Si, pour conquérir des adeptes et des partisans dans la politique intérieure, on invoque de préférence la restauration maritime de la nation, l'armée, du moins, reste intangible, incorruptible, inflexible dans l'accomplissement de ses devoirs, dévouée à sa double

mission de maintenir la paix publique et l'intégrité du territoire national.

Mais tout cela n'était qu'en apparence. De l'argent fut distribué, on flatta et l'on fit des promesses, et la révolution éclata, le matin du 18 juillet 1920, avec la complicité de ces mêmes soldats, fiers de l'adulation populaire, qui balayèrent sans effusion de sang ce gouvernement inepte. La chute de Gutierrez Guerra entraîna celle de son établissement de banque et précipita dans la ruine une infinité de pauvres familles, fait unique et fatal dans notre histoire de sang et de misère.

Et il arriva ce qui devait fatalement arriver.

Le parti républicain s'était formé, comme on l'a dit, dans des moments de crise économique et politique. Son groupe principal était composé d'éléments sans cohésion, détachés du parti du gouvernement par le mécontentement et des rancunes personnelles. Si quelques-uns de ses dirigeants obéissaient au devoir impérieux de se conformer strictement aux préceptes de la Constitution et au noble désir d'amender les pratiques vicieuses de notre démocratie, d'autres, les plus nombreux, étaient uniquement poussés par la faim et par la vanité, les deux mobiles les plus connus et les plus efficaces dans tout le cours de l'histoire politique de la Bolivie.

La discorde se mit entre ces deux éléments peu de jours après le triomphe de la révolution. Tandis que les uns jugeaient que l'élection présidentielle devait se faire directement par le vote du peuple, comme le désirait ardemment le parti de l'opposition, d'autres, rompant avec leur programme, soutenaient que cette élection revenait de droit aux membres de la Convention qui allait se réunir...

Dans la première quinzaine de décembre de cette année 1920, fut posée la candidature présidentielle de don Bautista Saavedra, qui avait été l'âme et le nerf de la révolution triomphante ; mais son nom trouva de sérieuses résistances parmi les membres les plus qualifiés de son parti, particulièrement parmi ses collègues de la Junte de gouvernement, les docteurs Jose Maria Escalier et Jose Manuel Ramirez. Le premier, jugeant que la qualité de membre de la Junte de direction du gouvernement et de candidat à la présidence de la République étaient incompatibles, renonça d'abord à la candidature, puis à sa haute situation politique, dans un manifeste où il dénonçait la politique suivie par don Bautista Saavedra, qui avait toujours montré, sans déguisement, sa résolution d'arriver à la présidence de la République.

La candidature de ce chef politique ne fut pas accueillie avec plaisir

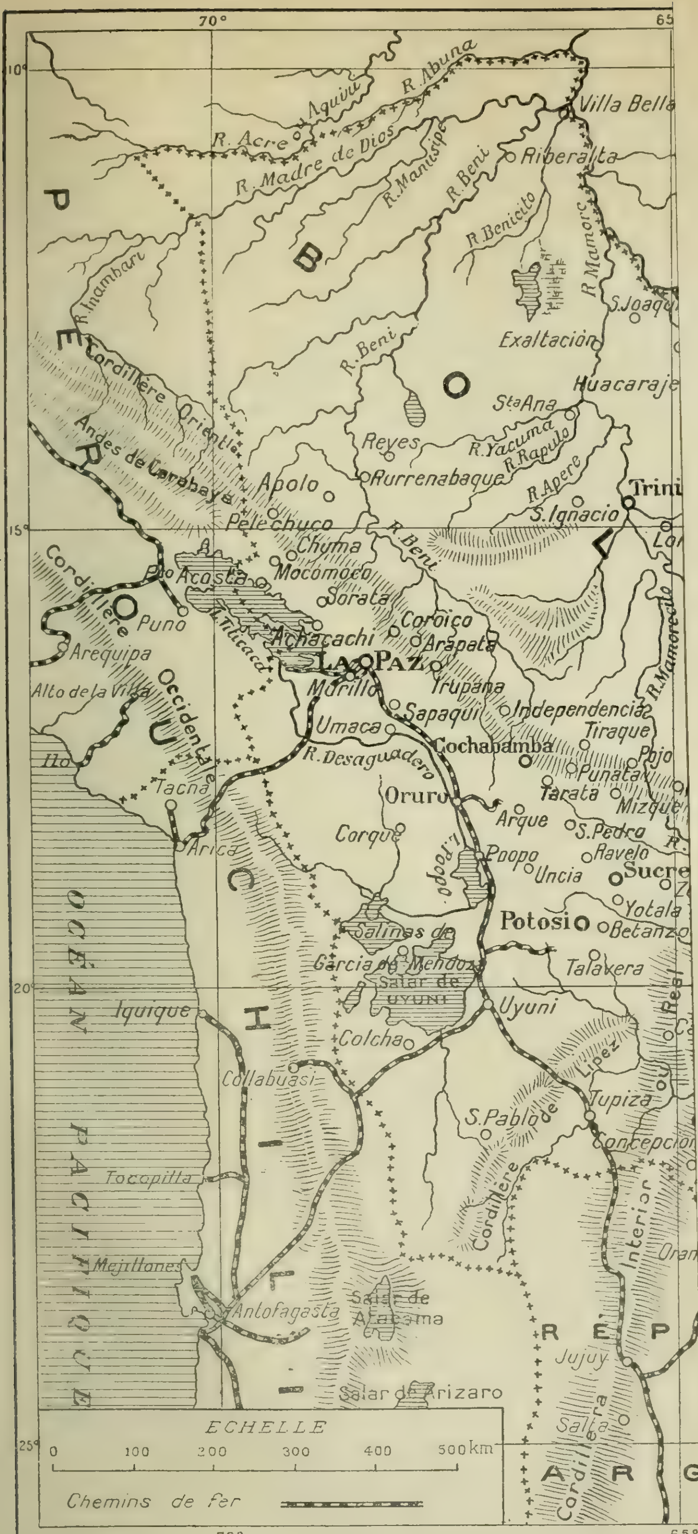
par le parti triomphant, qui était presque unanimement favorable à la candidature de don Daniel Salamanca, chef incontestable et indiscuté du parti ; mais la majorité de la Convention avait fermement résolu de voter pour Saavedra, sans tenir compte du danger d'une division profonde dans le parti, ni de la volonté du peuple électeur.

Le 19 janvier 1921, deux conventionnels de la majorité, Ignacio Justiniano et Modesto Herrera, présentèrent le projet de loi suivant :

« L'Honorable Convention nationale, en vue de la situation anormale où se trouve le pays, résout d'élire un président constitutionnel, demain 20 de ce mois, l'Honorable Junte de gouvernement devant cesser immédiatement ses fonctions. »

Dans la séance de ce 20 janvier il y eut, comme toujours, une profonde divergence sur des points de doctrine entre les deux groupes de la Convention. Des discours, on passa aux allusions personnelles, et des allusions, aux injures. Alors la minorité, se sentant offensée, abandonna la salle des séances, et la majorité profita de cette circonstance qui venait favoriser ses plans. Elle vota un projet de séance permanente dans le but d'élire le président de la République par le vote des conventionnels de la majorité, et de régler ce point qui aurait certainement soulevé une discussion longue et passionnée avec la minorité. Celle-ci avait manifesté la ferme résolution de s'opposer à l'élection présidentielle, faite sous cette forme, et son action aurait été, sinon tout à fait efficace, du moins profonde, car elle comptait dans son sein les éléments les plus sains et les mieux préparés de la Convention.

Et l'élection se fit dans la séance du 24 janvier. Le choix tomba, comme on s'y attendait déjà, sur don Bautista Saavedra, ancien universitaire, professeur, ministre d'État sous les gouvernements libéraux, intellectuel et écrivain justement célèbre ; mais sa façon d'escalader le plus haut poste représentatif de la nation lui valut les reproches acerbes des chefs de son propre parti, aujourd'hui définitivement rompu et divisé, et l'opposition passive, mais tenace, des meilleurs éléments du pays, contre laquelle Saavedra lutte encore au milieu d'une épouvantable crise économique, causée par les derniers bouleversements politiques et la paralysie presque soudaine des exportations minières qui constituent le chapitre le plus net des revenus publics.



70°
65°
10°
15°
20°
25°
P E R O U
B O L I V I E
C H I L I
R E P
A R G
OCÉAN PACIFIQUE
R. Acre
Aquiui
R. Abuna
R. Madre de Dios
R. Manusipi
R. Beni
Villa Bella
Riberalta
R. Benicito
R. Mamoré
R. Inambari
Cordillère Orientale
Andes de Carabaya
Exaltación
Huacaraje
Sta Ana
R. Yacuma
R. Rapulo
R. Apere
Reyes
Rurrenabaque
Apolo
Pelechuco
Chuma
Mocomoco
Sorata
Coroico
Arapata
Achacachi
L. Titicaca
Pto Acosta
Puno
Cordillère
Arequipa
Alto de la Villa
Occidentale
LA PAZ
Murillo
Irupana
Sapaqui
Independencia
Tiraque
R. Mamorecillo
Umaca
R. Desaguadero
Cochabamba
Punata
Pojo
Tarata
Mizque
Oruro
Arque
S. Pedro
Corque
L. Poopo
Poopo
Uncia
Ravelo
Sucre
Yotala
Potosi
Betanzo
Salinas de García de Mendoza
Salar de UYUNI
Talavera
Uyuni
Colcha
Collabuasi
Lipez
Tupiza
S. Pablo de
Concepción
Cordillère
Interior
Oran
Ilo
Tacna
Arica
Iquique
Tocopilla
Mejillones
Antofagasta
Salar de Atacama
Salar de Arizaro
Jujuy
Salta
Cordillera
S. Joaqu
S. Ignacio
Trini
ECHELLE
0 100 200 300 400 500 km
Chemins de fer

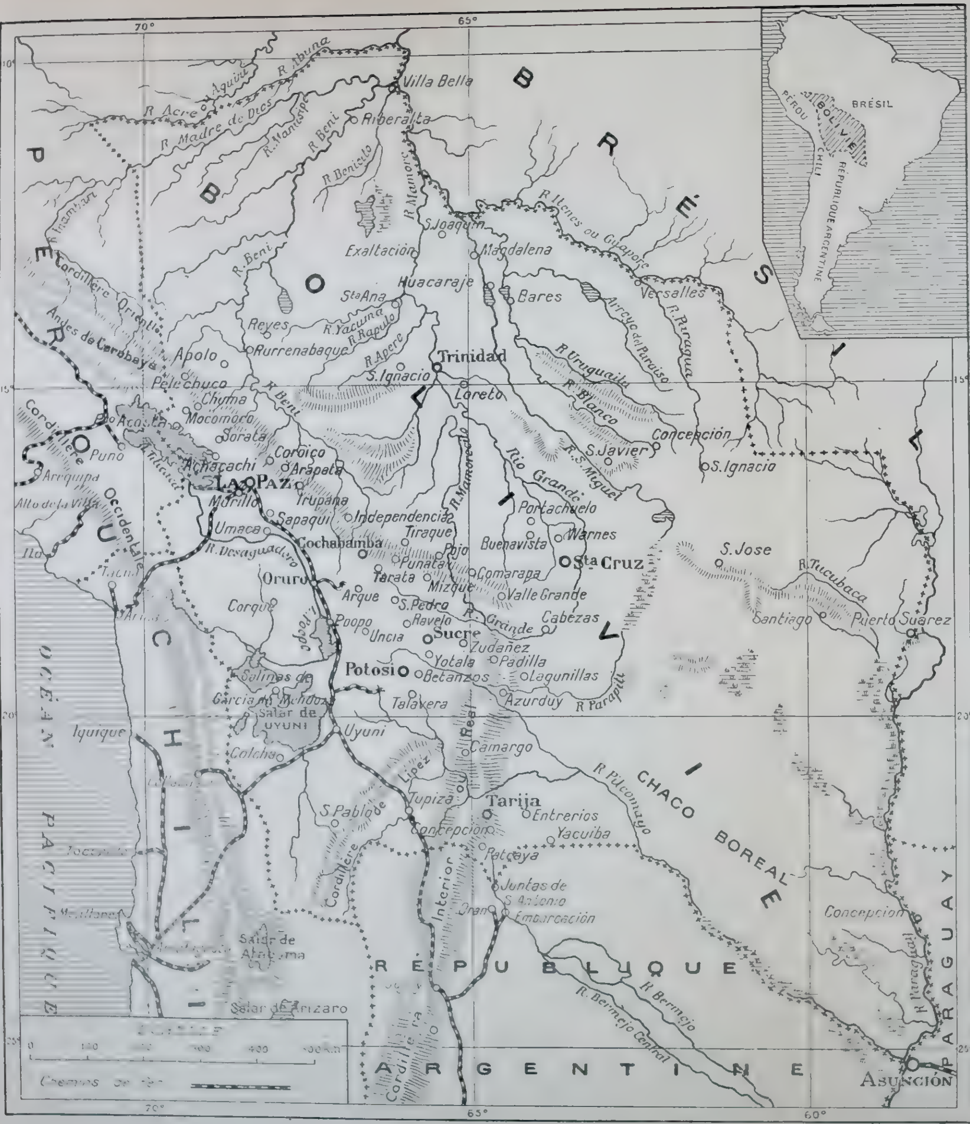
par le parti triomphant, qui était presque unanimement favorable à la candidature de don Daniel Salamanca, chef incontestable et indiscuté du parti ; mais la majorité de la Convention avait fermement résolu de voter pour Saavedra, sans tenir compte du danger d'une division profonde dans le parti, ni de la volonté du peuple électeur.

Le 19 janvier 1921, deux conventionnels de la majorité, Ignacio Justiniano et Modesto Herrera, présentèrent le projet de loi suivant :

« L'Honorable Convention nationale, en vue de la situation anormale où se trouve le pays, résout d'élire un président constitutionnel, demain 20 de ce mois, l'Honorable Junte de gouvernement devant cesser immédiatement ses fonctions. »

Dans la séance de ce 20 janvier il y eut, comme toujours, une profonde divergence sur des points de doctrine entre les deux groupes de la Convention. Des discours, on passa aux allusions personnelles, et des allusions, aux injures. Alors la minorité, se sentant offensée, abandonna la salle des séances, et la majorité profita de cette circonstance qui venait favoriser ses plans. Elle vota un projet de séance permanente dans le but d'élire le président de la République par le vote des conventionnels de la majorité, et de régler ce point qui aurait certainement soulevé une discussion longue et passionnée avec la minorité. Celle-ci avait manifesté la ferme résolution de s'opposer à l'élection présidentielle, faite sous cette forme, et son action aurait été, sinon tout à fait efficace, du moins profonde, car elle comptait dans son sein les éléments les plus sains et les mieux préparés de la Convention.

Et l'élection se fit dans la séance du 24 janvier. Le choix tomba, comme on s'y attendait déjà, sur don Bautista Saavedra, ancien universitaire, professeur, ministre d'État sous les gouvernements libéraux, intellectuel et écrivain justement célèbre ; mais sa façon d'escalader le plus haut poste représentatif de la nation lui valut les reproches acerbes des chefs de son propre parti, aujourd'hui définitivement rompu et divisé, et l'opposition passive, mais tenace, des meilleurs éléments du pays, contre laquelle Saavedra lutte encore au milieu d'une épouvantable crise économique, causée par les derniers bouleversements politiques et la paralysie presque soudaine des exportations minières qui constituent le chapitre le plus net des revenus publics.



BRÉSIL
PÉROU
BOLIVIE
CHILI
RÉPUBLIQUE ARGENTINE
B R É S I L
B O L I V I E
P É R O U
C H I L I
RÉPUBLIQUE ARGENTINE
CHACO BOREAL
PARAGUAY
OCÉAN PACIFIQUE
Villa Bella
Riberalta
R. Acre
R. Abuna
R. Madre de Dios
R. Beni
R. Manoré
R. Itenes ou Guaporé
S. Joaquin
Magdalena
Exaltación
Huacaraje
Bares
Versalles
Sta Ana
Reyes
Rurrenabaque
R. Yacuma
R. Apere
Trinidad
S. Ignacio
Loreto
R. Uruguaita
R. Blanco
Concepción
S. Javier
S. Ignacio
Rio Grande
Portachuelo
Warnes
Buenavista
Sta Cruz
S. Jose
R. Tucubaca
Santiago
Puerto Suarez
Cordillère Orientale
Andes de Carabaya
Apolo
Pelechuco
Chuma
Mocomoco
Sorata
Acosta
Puno
Arequipa
Achacachi
Coroico
Arapata
La Paz
Morillo
Irupana
Sapaqui
Independencia
Umaca
Cochabamba
Tiraque
Pojo
R. Desaguadero
Oruro
Punata
Tarata
Mizque
Comarapa
Valle Grande
Arque
S. Pedro
Corque
Poopo
Uncia
Ravelo
Sucre
Cabezas
Zudañez
Yotala
Padilla
Potosi
Betanzos
Lagunillas
Salinas de
Talavera
Azurduy
R. Parapiti
Salar de UYUNI
Uyuni
Iquique
Colcha
Camargo
R. Pilcomayo
Tupiza
Tarija
Entrerios
Yacuiba
S. Pablo de Lipez
Concepción
Juntas de S. Antonio
Oran
Embarcación
Salar de Atacama
Salar de Arizaro
R. Bermejo
Concepción
R. Paraguay
Asunción
Tacna
Ilo
70°
65°
60°
0 100 200 300 400 500 Km

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Fondation de la République.

CHAPITRE II

Les chefs lettrés.

CHAPITRE III

La Populace en action.

CHAPITRE IV

La Dictature et l'Anarchie.

CHAPITRE V

Les chefs barbares.

CHAPITRE VI

La guerre injuste.

CHAPITRE VII

La politique conservatrice.

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY. 455